

EN POLOGNE

**La grève nationale  
décidée par Solidarité  
a échoué**  
LIRE PAGE 5

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ;  
G.-B., 45 p. ; Grèce, 85 dr. ; Islande, 70 p. ; Italie,  
1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,330 D. ; LUXEM-  
BOURG, 27 f. ; Norvège, 8,00 Kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ;  
Portugal, 65 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède,  
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.  
Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La mort de Leonid Brejnev

### Continuité et sécurité

Le règne de M. Brejnev aura été marqué de quelques grands moments diplomatiques - de la réconciliation avec l'Allemagne de Willy Brandt à l'ouverture avec l'Amérique de Richard Nixon. d'un dialogue qui, pour le numéro un du Kremlin, devait conduire à l'établissement d'un style de coopération « irréversible » entre les deux grandes puissances. Sa disparition survient alors qu'une réorientation majeure se dessinait dans la politique extérieure soviétique. Tandis que les relations avec les Etats-Unis, affectées aussi bien par le blocage des négociations sur les armements stratégiques que par les événements d'Afghanistan et de Pologne, sont pratiquement à leur niveau le plus bas depuis dix ans, un rapprochement s'amorce avec une Chine longtemps considérée non seulement comme le pire adversaire idéologique du communisme soviétique, mais encore comme une menace pour la sécurité de l'Union soviétique.

Tout cela vient de loin, et si le climat entre le Kremlin et la Maison Blanche s'est encore altéré depuis l'élection de M. Reagan, il avait commencé à se détériorer du temps de M. Carter. De même, si la normalisation des relations avec Pékin paraît aujourd'hui en bonne voie, M. Brejnev n'en était pas à sa première tentative dans cette direction.

Son rôle personnel dans ce jeu triangulaire - dont il faut bien admettre qu'il relègue au second plan les rapports avec des puissances « moyennes », comme les nations européennes, et avec le tiers-monde - a sans doute été déterminant. C'est à M. Brejnev qu'il a appartenu de donner, au moment voulu, l'impulsion décisive, de trancher sur les concessions que l'Union soviétique pouvait ou non accepter, de persévérer le cas échéant dans des voies où le succès tardait à se matérialiser.

La nature du système soviétique, toutefois, est telle qu'aucune des initiatives extérieures dont M. Brejnev a été l'artisan le plus apparent n'a pu être prise sans qu'un rapport de forces favorable au nouveau projet ne s'établisse préalablement au Kremlin - quitte, au reste, à ce que les adversaires éventuels se voient écartés sans ménagement de la direction collective.

C'est pour cette raison que, à court terme au moins, l'ouverture de la succession de M. Brejnev ne devrait se traduire ni par une rupture de continuité dans les orientations diplomatiques et stratégiques du régime ni par des gestes « aventuristes » susceptibles de compromettre les équilibres internes autant qu'externes. Aussi bien, le règlement de problèmes intérieurs de cette importance a-t-il déjà dans le passé incité les dirigeants de l'U.R.S.S. à la prudence plutôt qu'aux épreuves de force.

Il demeure néanmoins que les réorientations en cours, tant vis-à-vis de Washington que de Pékin, ne sont encore qu'ébauchées et que l'image n'apparaît pas avec netteté des options fondamentales dont elles résultent. C'est en ce sens que les successeurs de M. Brejnev vont devoir définir, en évitant de prolonger de dangereuses incertitudes, les équilibres par lesquels ils entendent assurer la sécurité de l'U.R.S.S., sans compromettre celle de ses partenaires.

- Les autorités ont annoncé avec vingt-quatre heures de retard le décès subit du secrétaire général du parti communiste
- Aucune indication n'a encore été donnée sur la succession du premier personnage du régime soviétique

Avec vingt-quatre heures de retard, le radio de Moscou a annoncé, jeudi matin 11 novembre, le décès de Leonid Brejnev.

A 11 heures locales (9 heures à Paris) le communiqué suivant a été lu à la radio : « Le Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., le présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont la profonde douleur de faire part au parti et à tout le peuple soviétique de la mort subite de Leonid Ilitch, secrétaire général du P.C.U.S., président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., survenue le 10 novembre 1982 à 8 h 30 du matin. Le nom de Leonid Brejnev, continuateur fidèle de la grande cause de Lénine, combattant ardent pour la paix et le communisme, vivra éternellement dans le cœur des Soviétiques et de toute l'humanité progressiste ».

Aucune autre indication n'a encore été donnée sur la date et le déroulement des obsèques ni sur la succession du numéro un du régime. Il faut le remplacer, en effet, en sa

double qualité de secrétaire général du parti communiste et de président du présidium du Soviet suprême. C'est le comité central qui a qualité pour nommer un nouveau chef du parti. C'est lui également qui fait des propositions au Soviet suprême pour le choix d'un nouveau président. Avant la mort de M. Brejnev, une réunion du comité central était prévue pour le 15 novembre.

Dès mercredi soir, on avait relevé un changement inexpliqué dans le programme de la radio et de la télévision soviétique. On pouvait dès lors penser qu'une importante personnalité du régime venait de disparaître. Beaucoup d'observateurs supposaient qu'il s'agissait de M. Kirilenko, qui n'est pas apparu en public depuis de longues semaines.

Contrairement à ce qui s'était passé au moment de la mort de Staline, en mars 1953, on n'observe pas dans la population aucune réaction. Les autorités n'ont d'ailleurs pas jugé nécessaire de lancer un appel au calme

comme elles l'avaient fait lors de la disparition du successeur de Lénine. Il y a trente ans, les dirigeants avaient gardé secrète pendant plusieurs jours la nouvelle de la grave maladie du secrétaire général, puis ils avaient publié, le 4 mars, un communiqué faisant état de cette maladie. Le communiqué annonçant le décès était diffusé dans la nuit du 5 au 6 mars.

A l'étranger, la mort de M. Brejnev a été annoncée rapidement dans la plupart des pays, y compris la Chine, mais elle n'a encore donné lieu à aucun commentaire de la part des chefs d'Etat.

Sur les marchés des changes, l'annonce du décès de M. Brejnev a provoqué une forte hausse du dollar, notamment en Allemagne fédérale, où le cours de la monnaie américaine s'est élevé brutalement de 2,5680 deutschmarks à 2,60 deutschmarks environ, au plus haut depuis plus de cinq ans.

### Vers un nouveau système collectif ? Un choix délicat pour le bureau politique

C'est à 9 heures précises - heure de Paris - que la mort « soudaine » de Leonid Brejnev a été annoncée par l'agence Tass. L'agence officielle soviétique a précisé que le chef de l'Etat et du parti était mort la veille à 8 h 30. La radio et la télévision soviétiques ont annoncé la nouvelle en diffusant le communiqué suivant : « Le Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., le présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., et le conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont la profonde douleur de faire part au parti et à tout le peuple soviétique de la mort subite de Leonid Ilitch Brejnev, secrétaire général du P.C.U.S., président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., survenue le 10 novembre 1982, à 8 h 30 du matin. Le nom de Leonid Brejnev, continuateur fidèle de la grande cause de Lénine, combattant ardent pour la paix et le communisme, vivra éternellement dans le cœur des Soviétiques et de toute l'humanité progressiste ». Ce communiqué ne donne aucune précision sur la date des obsèques. Une commission spéciale chargée de les organiser devrait être bientôt nommée. Toute la journée de mercredi avait été marquée à Moscou par un certain nombre d'indices concordants. Présentations des journaux télévisés vus de noir, annulation de la retransmission d'un important match de hockey sur glace et d'un concert de variétés, etc. Jeudi, tôt le matin, il était évident qu'un très important dirigeant était mort et que celui-ci ne pouvait être que Leonid Brejnev : les deux chaînes de radio ne diffusaient que de la musique symphonique et le télégramme envoyé au président anglais pour la fête nationale - repris par la Pravda - ne comportait pas la signature de M. Brejnev.

D'après les premiers témoignages, l'annonce de la mort de M. Brejnev a surpris les Soviétiques, mais n'a pas entraîné de manifestations spontanées quelconques. Nous sommes loin, sans aucun doute, de l'émotion qu'avait provoquée la mort de Staline, en mars 1953, et qui avait culminé le jour des obsèques par des mouvements de foule considérables au cours desquels des dizaines de personnes moururent étouffées.

La dernière apparition en public de M. Brejnev remonte à dimanche dernier, lorsqu'il a assisté, du haut du mausolée de Lénine, à la parade militaire et civile célébrant le soixante-cinquième anniversaire de la révolution d'Octobre. Comme à l'accoutumée, depuis de nombreuses années, le numéro un soviétique avait paru fatigué, gravissant avec difficulté les marches du mausolée, puis saluant les détachements militaires d'un geste saccadé du bras. Un peu plus tard, il avait cependant reçu le corps diplomatique au Kremlin et prononcé un discours au cours duquel il s'en était violemment pris aux Etats-Unis.

Depuis 1973, l'état de santé de M. Brejnev avait fait l'objet de nombreuses spéculations, car le chef de l'Etat avait été contraint à plusieurs reprises, et pour des périodes de plusieurs semaines parfois, de cesser

toute activité. Selon certaines informations, il aurait même été hospitalisé plusieurs fois et aurait été victime d'un incident cardiaque.

Jeudi, en fin de matinée, on ne disposait encore d'aucune information officielle sur la succession de M. Brejnev. Il est probable pourtant que cette question a été réglée, au moins provisoirement, au cours des dernières vingt-quatre heures, pendant lesquelles les membres du bureau politique ont décidé de tenir secrète la mort du secrétaire général. La solution qui sera - ou qui a déjà été - retenue pourrait être présentée à une réunion exceptionnelle du comité central. Une telle réunion était d'ailleurs prévue depuis plusieurs semaines pour lundi prochain, mais elle devait être consacrée à un examen de la situation économique, toujours aussi peu satisfaisante.

Les observateurs s'attendent que la solution mise au point par le bureau politique et les secrétaires du parti soit dans un premier stade collectif et ne départage pas encore les grands favoris que sont M. Youri Andropov, l'ancien chef du K.G.B., aujourd'hui secrétaire à l'idéologie, et M. Constantin Tchernenko qui a connu une étonnante fondroyante de fortune. Les deux hommes pourraient être associés à la direction du parti comme l'« éternel » ministre des affaires étrangères, André Gromyko, et le maréchal Dimitri Oustinov, ministre de la défense. Remarquons, à propos de ce dernier, qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un militaire de carrière.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 4.)

### Moscou et le P.C. français De la « normalisation » en Tchécoslovaquie à la crise polonaise

M. Georges Marchais, interrogé le 7 novembre au cours de l'émission « Le grand jury R.T.L.-Le Monde » sur le sort de M. Anatole Tchicharanski, se bornait à donner lecture d'une note qu'il avait reçue de Moscou, en précisant qu'elle était la thèse des « autorités soviétiques » selon laquelle la mathématicien « dissident » serait, en réalité, un espion.

Le secrétaire général du P.C.F. semblait oublier que, après avoir annoncé, en février 1980, la création d'un Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde, il avait, au nom de ce comité, demandé, en avril de la même année, la libération de M. Tchicharanski. Celui-ci était, avec l'écrivain tchèque Vaclav Havel, l'un

des deux prisonniers politiques de l'est que M. Marchais considérait comme injustement détenus. Le P.C.F. avait participé, en 1978, à une manifestation contre le procès au terme duquel M. Tchicharanski avait été condamné à treize ans de détention.

Ce revirement du secrétaire général du P.C.F., rapproché du refus de condamner explicitement la dissolution du syndicat Solidarité en Pologne, montre le souci des dirigeants communistes français de ne créer aucune difficulté, dans la période actuelle, aux Soviétiques. Il n'en avait pas toujours été ainsi.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 4.)

## Le garant de la stabilité

par BERNARD FÉRON

Quelques jours après la chute de Khrouchtchev, alors que M. Leonid Ilitch Brejnev venait de prendre la direction du parti, les Moscovites analysaient la situation par un jeu de mots : « Comment vivrons-nous désormais ? » demandaient-ils. « Kak po brejnevomu... », répondaient-ils (comme avant). Le nouveau numéro un du régime était depuis longtemps en vedette. Il avait occupé pendant quatre ans les fonctions de chef de l'Etat. On l'avait vu dans d'innombrables réunions. Il avait fait quatorze voyages à l'étranger. La presse avait maintes fois reproduit les photos de ce hiérarque à la silhouette plutôt lourde, qui aimait les plaisirs de la vie et cultivait les bonnes manières. Mais que représentait donc ce dirigeant dont on disait jusqu'au 15 octobre 1984 qu'il était le plus fidèle des khrouchtchéviens ? Personne, surtout parmi les Soviétiques, ne voulait prendre position à son sujet. On consentait toutefois à lui reconnaître une qualité : M. Brejnev était un bel homme.

Sa biographie était pourtant exemplaire. Il naquit en 1906 dans la région de Dniepropetrovsk, en Ukraine. Son père était ouvrier métallurgiste. Comme beaucoup d'autres, le jeune Leonid Ilitch adhéra au Komsomol alors qu'il avait dix-sept ans et qu'il suivait les cours d'une école technique d'agriculture à Koursk. Il reçut son premier poste en Oural et devint vice-président d'un soviet rural. Il s'inscrivit ensuite aux questions idéologiques et obtint en 1935 un diplôme d'ingénieur de la métallurgie. Il était évidemment passé du Komsomol au parti communiste et, en 1938, il délaissa la technique pour se consacrer de plus en plus à l'appareil du parti.

L'Ukraine était alors décimée par les purges. Staline avait liquidé tous les dirigeants du parti de cette république qui, à ses yeux, étaient coupables de nationalisme, et il avait envoyé Khrouchtchev à Kiev. Le nouveau maître recherchait les jeunes cadres. Il remarqua parmi

beaucoup d'autres M. Brejnev, un des secrétaires de la région de Dniepropetrovsk. Ainsi commença une collaboration qui devait se poursuivre pendant vingt-cinq ans. On pourrait même, en suivant les méandres de la carrière de M. Brejnev, tracer la courbe de l'influence de Nikita Khrouchtchev.

### Général à la fin de la guerre

Période ascendante : la guerre. Comme M. « K », M. Brejnev sert sur le front ukrainien en qualité de commissaire politique, ce qui lui vaut d'obtenir à l'âge de trente-huit ans le grade de général. Après la capitulation allemande, il revient dans l'appareil civil du parti en Ukraine, avec Khrouchtchev. Il est déjà élevé dans la hiérarchie : il dirige la région de Zaporozje, puis celle de Dniepropetrovsk, et, en 1949, il est élu membre du comité central de la République. Mais son protecteur subit un recul. D'abord Staline envoie à Kiev un superintendant du parti, Lazare Kaganovitch, puis, en 1950, la Pravda fait nettement comprendre que M. « K » a tort de vouloir transformer les villages en « agrolivres ». C'est alors que M. Brejnev quitte l'Ukraine.

Apparemment, il bénéficie d'une importante promotion puisqu'il devient premier secrétaire de la République de Moldavie. Mais chacun sait que le cadeau est empoisonné. La situation est difficile dans cette région après la guerre et les dirigeants du parti sont, les uns après les autres, voués à l'abomination parce qu'ils sont incapables de faire état de bonnes récoltes. Mais M. Brejnev passe l'épreuve avec succès. Du moins ne lui reproche-t-on pas de ne pas avoir opéré de miracles. Il est vrai que pendant ce temps M. « K » a consolidé sa position à Moscou : Staline l'a chargé de préparer la réforme des statuts du

parti, et, au XIX<sup>e</sup> congrès (octobre 1952), il le met en vedette avec Malenkov. Tandis que le dictateur envisage de liquider ses plus anciens compagnons, Nikita Khrouchtchev réussit à faire monter à la direction suprême quelques-uns de ses amis. En octobre 1952, M. Brejnev est nommé membre suppléant du présidium et secrétaire du comité central.

Six mois plus tard, tout est à recommencer. Les anciens se ressaisissent lorsque meurt Staline. Leur premier soin est d'envoyer à des tâches plus obscures ces nouveaux venus qui se croyaient tout près du sommet. Pour M. Brejnev, adieu présidium, secrétariat. On le case pendant quelques mois à la direction politique de la marine, puis, en 1954, Khrouchtchev l'envoie au Kazakhstan, où s'engage l'expérience de défrichage des terres vierges. Mais il ne peut lui offrir la situation la plus brillante.

(Lire la suite page 2.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Mortels

Ils sont mortels et rêvent de durer ; ils ne connaissent « ni le jour ni l'heure » et, quand le jour vient, on est toujours surpris ; ils prétendent régler leur succession et s'accrocher jusqu'au bout au pouvoir qu'ils détiennent encore.

Après la mort, leurs dépouilles croulent sous la soudaine louange des ennemis. Leurs proches se bousculent en pleurant pour partager, au plus tôt, l'héritage ou l'histoire.

C'est la consolation des vivants : face à la mort, et quel que soit le « système », les grands sont exactement comme les petits.

BRUNO FRAPPAT.

### DANS CE NUMÉRO

Page 10

#### LES NOMINATIONS A LA TÊTE DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS

- D.G.S.E. : deuxième changement en dix-sept mois, par JACQUES ISNARD.
- D.S.T. : retour à la tradition, par LAURENT GRELSAMER.

Page 9

#### LA NOUVELLE POLITIQUE D'EXTRADITION

- Les frontières de l'acceptable, par BERTRAND LE GENDRE.

Page 15

#### LA MORT DU CINÉASTE ELIO PETRI.



Le Monde

## étranger

## LA MORT DE

## Le garant de la stabilité

LEONID BREJNEV  
du parti

(Suite de la première page.)

M. Ponomarev, qui est plutôt de l'écurie Malenkov, est premier secrétaire de la République. Fort heureusement pour M. Brejnev, M. Ponomarev n'en va pas de bout de quelques mois, et surtout les conditions atmosphériques ne sont pas mauvaises. Il est alors en bonne posture pour faire sa rentrée lors du congrès du P.C.S. en 1967. Nikita Khrouchtchev n'a pas encore assez d'autorité pour éliminer ses rivaux du présidium. Il en a suffisamment pour faire venir ses hommes au secrétariat et distribuer des titres de membres suppléants du présidium. Après un entracte de trois ans, M. Brejnev revient donc à Moscou, et il consolide sa position en 1957 lorsque la défaite du groupe anti-parti exige le renouvellement du présidium.

Pourtant, en 1960, les temps sont à nouveau difficiles. Le premier secrétaire ne contrôle pas comme il le voudrait le présidium. Il est attaqué comme jamais il ne l'a été depuis 1957. Il doit louver, céder du terrain, prendre Kozlov pour adjoint à la direction du parti et libérer de leurs fonctions des secrétaires du comité central ses amis les plus proches. Le 7 mai, M. Brejnev bénéficie d'une promotion très flatteuse puisqu'il remplace à la tête de l'Etat le vieux maréchal Vorochilov. Mais ne perd-il pas le pouvoir réel le 10 juillet, lorsqu'il cesse d'être secrétaire du parti ? On pouvait alors penser qu'il avait atteint le sommet de sa carrière.

Mais il avait les apparences de la gloire. Alors que M. K. devait quelque peu réduire son activité, M. Brejnev jouait à merveille son rôle de représentation. Il fut même, en février 1961, le héros d'un drame qui n'eut aucune conséquence grave, mais qui provoqua une tension franco-soviétique. Alors qu'il se rendait en visite officielle au Maroc, son avion fut mitraillé au-dessus de la Méditerranée par la chasse française. Il y eut plus de morts communistes que de mal. Paris dut présenter des regrets que Moscou rejeta parce qu'il exigeait le châtiment éternel des coupables. Une autre fois

M. Brejnev fut la cause d'un incident diplomatique. En 1962, il était invité à Belgrade. Lors d'une réception il eut un dialogue en termes violents la politique des Occidentaux en Allemagne. Les ambassadeurs de l'Ouest quittèrent la salle, laissant les Yougoslaves fort embarrassés.

Alors, les actions de M. K., qui avaient été au plus bas à Moscou pendant l'hiver, remontèrent. Frol Kozlov, malade, était mis hors circuit. Aussi personne ne fut étonné de voir M. Brejnev nommé en même temps que M. Podgorny au secrétariat. Ses nouvelles fonctions l'absorbèrent à un point tel qu'en juillet 1964 il dut céder à M. Mikoyan la présidence du Soviet suprême. Il devenait ainsi le numéro deux du régime.

La signification de ce changement de personnel paraissait alors claire. M. K. préparait sa succession et il voulait prendre pour adjoint un homme en qui il avait toute confiance. Qui était mieux qualifié que M. Brejnev pour tenir l'emploi ? Il n'avait jamais hésité à condamner les membres du groupe anti-parti, alors que d'autres dirigeants du présidium adoptaient une position plutôt réservée. Il était prêt à porter dans les provinces la bonne parole contre les dogmatiques chinois. Et c'est lui qui, en août 1964, représenta M. Khrouchtchev aux obsèques de Togliatti. Sa mission était difficile : les Soviétiques cherchaient encore à persuader les communistes italiens de ne pas publier le « testament » de leur secrétaire général.

Et voilà qu'en octobre 1964 ce fidèle se retrouva dans l'autre camp. Etaient-ils des mots déjà dans la conjonction ? Se rallia-t-il au dernier moment ? La réponse, en tout cas, ne pouvait pas être montée en dehors de lui. Puisqu'il était appelé à prendre la succession de M. Khrouchtchev, il fallait tout de même obtenir son consentement. Et qui donc, sinon le second secrétaire, pouvait, en l'absence du patron, convoquer le comité central ? Etaient-ils décidés à liquider son maître au début du mois d'octobre, lorsque M. Khrouchtchev et Brejnev parlaient ensemble prendre les eaux en Tchecoslovaquie ? Etaient-ils déjà persuadés qu'il convenait de prendre

d'urgence des mesures radicales pour reconstruire le parti ?

Pendant son passage à la direction suprême, il voulut, tout en s'appuyant d'abord sur l'appareil du parti, faire plaisir à tout le monde. Il honora Joukov, rendit un hommage remarqué à Staline, fit condamner par les idéologues le « communisme du ventre » et s'efforça de rassurer ceux qui réclamaient une plus grande liberté dans la recherche. Il essaya vainement de calmer les Chinois en ne répondant pas à leurs insultes.

Les quelques discours qu'il prononça traduisent les incertitudes du personnage plutôt qu'il n'annoncent ses couleurs.

Dès qu'il fut élu premier secrétaire, on eut le sentiment que ce choix était le fruit d'un compromis. M. Brejnev rassura les « clients » du patron destitué — il avait été des leurs — et en même temps il apaisa ceux qui en avaient assez du ton-bouh. Son premier soin fut de rétablir l'unité d'organisation du parti et de redonner aux fonctionnaires de l'appareil la considération qu'ils étaient en train de perdre. Noyé dans la direction suprême, surveillé par ses pairs, il était condamné à gouverner dans une grêle de contradictions. Il était prêt à bouter le moins possible, dans le climat de 1964 sa victoire était celle du conservatisme. A ses côtés, M. Kossyguine, le nouveau chef du gouvernement, faisait figure de progressiste.

A ce moment, une vaste réforme de la gestion était en préparation. Les économistes s'étaient rendu compte que le système bureaucratique à l'extrême était frappé de paralysie. Avec les encouragements de Khrouchtchev, des experts avaient esquissé et même expérimenté une méthode qui réduisait la part des planificateurs et établissait des liens directs entre producteurs et utilisateurs. Il s'agissait aussi et surtout d'accroître la responsabilité et l'intérêt de tous ceux qui participaient au processus de production, afin que leur travail soit de meilleure qualité. Mais, en principe, on fit l'avocat du nouveau système. D'ailleurs s'élevaient des bouleversements qui pouvaient être provoqués par une telle réforme provoqueraient les reconstructions certes que des chan-

gements étaient nécessaires puisque le contrôle de la machine échappait aux autorités. Ils ne jugeaient pas utile de modifier les structures : ne fallait-il pas, pour remédier au mal, de doter des services de planification de quelques ordinateurs géants qui permettraient de suivre d'heure en heure toute l'économie nationale ?

M. Brejnev fut de ceux qui freinèrent la réforme, moins parce qu'il attendait des miracles des ordinateurs que parce qu'il redoutait un changement de l'équilibre du pouvoir. A la direction suprême — et c'est ce qui faisait sa prééminence — il représentait les « apparatchiki », qui, depuis une quarantaine d'années, étaient les maîtres du pays. Le système dit des liens directs n'allait-il pas modifier la répartition des forces dans la société avant d'avoir des effets au bureau politique ? Logiquement, il devait accroître le poids des techniciens et des gestionnaires, donc réduire la place des fonctionnaires de l'appareil. La réforme fut adoptée en 1965 par le comité central et le Soviet suprême, mais assortie de conditions telles qu'elle perdit beaucoup de sa signification. Les gestionnaires eurent une marge d'initiative, mais le parti et ses fonctionnaires se virent reconnaître le droit et assigner le devoir d'exercer un contrôle à tous les stades de la production. Dans cette querelle, M. Brejnev fut visiblement à la tête de ceux qui réussirent à restreindre la portée de la réforme.

## La « doctrine de souveraineté limitée »

Il donna d'autres gages aux conservateurs. En mai 1965, à l'occasion du vingtième anniversaire de la victoire, il rendit un hommage bref mais remarqué à Staline. Dans une société qui fait la différence entre le passé et le présent, ses propos n'auraient guère retenu l'attention. Il est vrai que l'ancien dictateur a joué un rôle éminent pendant la guerre, et il était pas indifférent de lui en rendre témoignage. Mais les discours prenaient valeur d'avertissement : le parti, par la voix de son chef, signifiait que la déstalinisation était finie, qu'il fallait maintenant restaurer les valeurs morales et militaires mises à mal pendant la période de dénonciation du « culte ». L'armée avait demandé et obtenu cette sorte de réhabilitation de Staline, qui l'avait fait souffrir mais lui avait donné prestige et gloire.

Le vingt-troisième congrès (1966) apporta de nouveaux indices de « normalisation ». Pour la première fois M. Brejnev tenait la vedette dans cette assemblée. Il fut servi. Un des orateurs proposa que le premier secrétaire prit le titre de secrétaire général. Lui-même suggéra que le présidium du comité central redeviendrait le bureau politique. Il s'agissait, en principe, d'un retour à l'ancien. En fait, le parti ramenait à l'honneur les appellations qui avaient eu cours pendant la période stalinienne.

Autre signe de conservatisme : en 1968, M. Brejnev lança une campagne pour la restauration de la discipline et l'orthodoxie dans le parti. A ce moment, les Tchecoslovaques commençaient leur expérience libérale qui inquiétait la plupart des communistes établis au pouvoir. Le 29 mars, le secrétaire général adressa un coup de semonce « aux éléments nationalistes et réactionnaires » dans lequel il réaffirmait les principes pour affaiblir l'unité idéologique et politique des travailleurs des pays socialistes. Dans cette bataille, disait-il, personne ne peut rester neutre, et les intellectuels moins que quiconque. Les dévotionnaires non conformistes étaient prévenus : le parti n'était pas d'humeur à supporter leurs écarts.

Quelques mois plus tard, en juillet, à l'occasion d'une visite de M. Kadar à Moscou, il revenait à la charge : « Nous ne pouvons rester indifférents aux destinées de la construction du socialisme dans les autres pays ». Cette déclaration prit tout son sens le 20 août de la même année lorsque les troupes du pacte de Varsovie allèrent « rétablir l'ordre » à Prague. M. Brejnev n'avait-il pas défini et mis en pratique une « doctrine de souveraineté limitée des Etats socialistes » ?

Cette présentation des événements a suscité l'indignation des autorités soviétiques : la prétendue doctrine de principes « définissant en deux points » les bases des rapports mutuels.

JUIN. — Le maréchal Tito se rend en U.R.S.S.

JULIET. — Le président Sadate met fin à la mission des conseillers militaires soviétiques en Egypte.

— Première réunion de la commission soviéto-américaine pour le commerce entre le 28 mai.

AOUT. — L'U.R.S.S. achète d'importantes quantités de céréales aux Etats-Unis.

SEPTEMBRE. — M. Kissinger s'entretient à Moscou avec M. Brejnev : le communiqué signale des « progrès importants sur plusieurs questions de principe ». Il y a eu notamment une entente sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe (M.E.F.R.) ; les négociations préliminaires se tiendront début 1971.

OCTOBRE. — Le 181<sup>e</sup> accord à Washington sur le règlement de la dette soviétique au titre du prêt-bail pendant la seconde guerre mondiale et son entrée en vigueur dépendra de l'adoption de la classe de la nation la plus favorisée.

NOVEMBRE. — Opération de remise en ordre au sein du parti communiste soviétique.

1973

JANVIER. — Le président Pompidou s'entretient avec M. Brejnev au Kremlin.

MARS. — Le Congrès américain menace de refuser à l'U.R.S.S. le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée en raison du traitement réservé aux juifs soviétiques déportés d'émigration des ressortissants soviétiques.

— L'U.R.S.S. met en vigueur la législation imposant de lourdes taxes aux émigrants juifs.

AVRIL. — Le maréchal Gromyko, MM. Andropov et Gromyko entrent au bureau politique qui quitte en revanche MM. Voronov, l'ex-chef, l'ancien premier secrétaire du P.C. ukrainien qui sera rendu responsable (en privé) de l'insurrection de la Tchecoslovaquie.

MAI. — M. Brejnev se rend à Bonn. — M. Kissinger se rend à Moscou : il cherche à mesurer les conséquences de l'affaire du Water-gate sur les relations soviéto-américaines.

JUIN. — M. Brejnev s'entretient avec M. Nixon à Washington : la délégation soviétique est arrêtée par des manifestations juives ; M. Zamiatine, directeur de l'agence Tass déclare : « C'est une erreur d'affirmer qu'en comparant avec l'U.R.S.S. on lui fait une faveur ».

— Fuis M. Brejnev vient conférer à Rambouillet avec le président Pompidou.

JULIET. — Nouvelle crise entre Moscou et La Caire.

Brejnev, affirmant-elles, n'a jamais existé que dans l'imagination de nos adversaires. Certes, le secrétaire général n'a pas établi une théorie en bonne et due forme. Mais ses propos n'annoncent-ils, ne tendent-ils pas à justifier l'intervention militaire ? Et ne porte-t-il pas la responsabilité suprême de l'action des troupes du pacte de Varsovie ? Après coup il fut dit qu'il avait été pris de court qu'il préconisait une politique modérée. Il est vrai qu'il ne fut pas le premier à dénoncer l'expérience tchécoslovaque : M. Chelost, alors premier secrétaire de la République d'Ukraine, le fit bien avant lui. Mais il se rallia aux arguments des ultras.

Faut-il ajouter ici à la version répandue à Moscou selon laquelle la décision d'intervenir à Prague avait été imposée par les ultras du bureau politique, qui auraient profité d'une absence de M. Brejnev pour forger de faux documents ? Cette explication a été diffusée cinq ans après les événements ; elle avait l'avantage de blanchir le secrétaire général et de rejeter la faute sur un personnage déjà mis hors course, M. Chelost. Les historiens y regarderont à deux fois avant de la prendre pour argent comptant. Elle traduit cependant une réalité : le Brejnev des années 70 se distinguait très nettement de celui qui, dans les années 60, cherchait à assurer son autorité.

Premier parmi ses égaux, le secrétaire général laissait, au début, à M. Kossyguine le soin de contrôler la diplomatie et la gestion de l'industrie. Il recevait rarement un homme d'Etat étranger. Il ne quittait son pays que pour aller dans un autre pays socialiste. Lui-même traitait quasi souverainement de la vie du parti, ce qui est tout de même essentiel en U.R.S.S., et de la politique agricole. Et puis, à partir de 1970, il se met à parler de tout. Sans qu'on puisse fixer avec précision la date de la mutation, il est vraiment devenu le numéro 1 et reconnu comme tel.

Le conseil des ministres tient-il, en juin 1970, une session extraordinaire pour faire le point de l'économie ? M. Brejnev y participe, bien qu'il n'appartienne pas au gouvernement, et y prononce un important discours. On laisse entendre qu'il

## Dix-huit ans

## de règne

1964  
15 OCTOBRE. — M. Leonid Brejnev devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auquel succède M. Alexis Kossyguine en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Brejnev, ministre du commerce extérieur, signe à Paris le premier accord de commerce à long terme avec la France (1965-1969).

— Le comité central abolit la réforme des structures décidée par M. Khrouchtchev en 1962. Il élit MM. Chelostine et Chelost au présidium (bureau politique).

1965  
MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

— Le comité central augmente les investissements dans l'agriculture.

AVRIL. — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits par Moscou pour tenter de suppléer à l'absence d'influence de Pékin.

SEPTEMBRE. — Pourrait-on son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réunira à Tachkent en janvier les chefs de gouvernement de ces pays pour régler leur différend.

OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique et pour une amélioration de la gestion industrielle.

DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplaçant M. Mikoyan comme président du présidium du Soviet suprême.

1966  
FÉVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Stalinevski et Dzelmar marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expulsion d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La déstalinisation empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de l'étranger.

MARS. — M. Brejnev reçoit le titre de « secrétaire général » au cours du vingt-troisième congrès du P.C. ; MM. Mikoyan et Chervik quittent le présidium du parti.

MAI. — Le quinzième congrès du Komsomol tente de secouer l'apathie politique des jeunes.

JUIN. — Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre.

DECEMBRE. — Le secrétaire aux affaires de M. Brejnev est célébré avec éclat.

1967  
MARS. — Mort du maréchal Malinovsky, ministre de la défense, qui sera remplacé par le maréchal Gretchko.

AVRIL. — Conférence des dirigeants communistes européens à Radvary Vary (suspensé, l'Albanie, la Yougoslavie et la Roumanie, notamment, y participent pas).

JUIN. — Peu après la guerre de six jours, réunion du comité central. Euzet, M. Gromyko par la réforme des structures décidée par M. Khrouchtchev en 1962. Il élit MM. Chelostine et Chelost au présidium (bureau politique).

1965  
MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

— Le comité central augmente les investissements dans l'agriculture.

AVRIL. — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits par Moscou pour tenter de suppléer à l'absence d'influence de Pékin.

SEPTEMBRE. — Pourrait-on son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réunira à Tachkent en janvier les chefs de gouvernement de ces pays pour régler leur différend.

OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique et pour une amélioration de la gestion industrielle.

DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplaçant M. Mikoyan comme président du présidium du Soviet suprême.

1966  
FÉVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Stalinevski et Dzelmar marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expulsion d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La déstalinisation empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de l'étranger.

MARS. — M. Brejnev reçoit le titre de « secrétaire général » au cours du vingt-troisième congrès du P.C. ; MM. Mikoyan et Chervik quittent le présidium du parti.

MAI. — Le quinzième congrès du Komсомol tente de secouer l'apathie politique des jeunes.

JUIN. — Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre.

DECEMBRE. — Le secrétaire aux affaires de M. Brejnev est célébré avec éclat.

sur les échanges culturels, éducation et sports.

FÉVRIER. — Reprise des négociations soviéto-américaines sur l'utilisation pacifique des explosions nucléaires.

AVRIL. — M. Henry Ford, le magnat américain de l'automobile, est invité en U.R.S.S. où M. Kossyguine lui propose de construire une usine automobile.

MAI. — Pour le centenaire de la naissance de Lénine, Brejnev mentionne les difficultés économiques et tient des propos d'une intransigence orthodoxe.

JUIN. — A Strasbourg, les pays membres du pacte de Varsovie signent dans un mémorandum une réduction équilibrée des forces stationnées en Europe. Les conversations ne commenceront qu'en octobre 1973 à Vienne.

AOUT. — Le chancelier Brandt signe à Moscou un traité de coopération et d'amitié entre la Pologne et l'U.R.S.S. qui sera suivi d'accords avec la Yougoslavie et la R.D.A.

M. Kossyguine suggère au président Nixon la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.).

SEPTEMBRE. — Polémiques entre Moscou et Washington à propos d'une intervention possible américaine dans la guerre civile jordanienne qui pourrait le problème de l'équilibre des forces en Méditerranée. M. Kissinger affirme à ce propos qu'il existe un accord tacite entre les deux pays.

Début de crise à propos de la construction éventuelle d'une base navale stratégique à Cienfuegos.

OCTOBRE. — Première visite à Moscou de M. Pompidou, premier ministre de la République : une concertation politique est instaurée.

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président Nixon déclare que l'avenir de la planète dépend des relations entre les deux Super-Grauds.

NOVEMBRE. — Washington confirme qu'un accord tacite a été conclu avec Moscou sur l'utilisation militaire de la « base navale » à Cienfuegos.

DECEMBRE. — Tension à Berlin.

1971  
JANVIER. — L'activité à New-York des extrémistes juifs assombrit les relations soviéto-américaines, pendant que la troisième phase des négociations SALT plénière. Le 21, accord soviéto-américain à Moscou sur la coopération dans l'espace.

FÉVRIER. — Le président Nixon est pris à partie par l'agence Tass pour avoir critiqué l'intransigence du régime soviétique. Des journalistes américains ont des accès à Moscou. Mais trois accords sur la pêche dans le nord du Pacifique sont signés entre les deux pays.

1970  
JANVIER. — Début des négociations soviéto-américaines pour un accord

1968  
15 OCTOBRE. — M. Leonid Brejnev devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auquel succède M. Alexis Kossyguine en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Brejnev, ministre du commerce extérieur, signe à Paris le premier accord de commerce à long terme avec la France (1965-1969).

— Le comité central abolit la réforme des structures décidée par M. Khrouchtchev en 1962. Il élit MM. Chelostine et Chelost au présidium (bureau politique).

1965  
MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

— Le comité central augmente les investissements dans l'agriculture.

AVRIL. — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits par Moscou pour tenter de suppléer à l'absence d'influence de Pékin.

SEPTEMBRE. — Pourrait-on son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réunira à Tachkent en janvier les chefs de gouvernement de ces pays pour régler leur différend.

OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique et pour une amélioration de la gestion industrielle.

DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplaçant M. Mikoyan comme président du présidium du Soviet suprême.

1966  
FÉVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Stalinevski et Dzelmar marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expulsion d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La déstalinisation empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de l'étranger.

MARS. — M. Brejnev reçoit le titre de « secrétaire général » au cours du vingt-troisième congrès du P.C. ; MM. Mikoyan et Chervik quittent le présidium du parti.

MAI. — Le quinzième congrès du Komсомol tente de secouer l'apathie politique des jeunes.

JUIN. — Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre.

DECEMBRE. — Le secrétaire aux affaires de M. Brejnev est célébré avec éclat.

1969  
15 OCTOBRE. — M. Leonid Brejnev devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auquel succède M. Alexis Kossyguine en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Brejnev, ministre du commerce extérieur, signe à Paris le premier accord de commerce à long terme avec la France (1965-1969).

— Le comité central abolit la réforme des structures décidée par M. Khrouchtchev en 1962. Il élit MM. Chelostine et Chelost au présidium (bureau politique).

1965  
MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

— Le comité central augmente les investissements dans l'agriculture.

AVRIL. — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits par Moscou pour tenter de suppléer à l'absence d'influence de Pékin.

SEPTEMBRE. — Pourrait-on son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réunira à Tachkent en janvier les chefs de gouvernement de ces pays pour régler leur différend.

OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique et pour une amélioration de la gestion industrielle.

DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplaçant M. Mikoyan comme président du présidium du Soviet suprême.

1966  
FÉVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Stalinevski et Dzelmar marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expulsion d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La déstalinisation empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de l'étranger.

MARS. — M. Brejnev reçoit le titre de « secrétaire général » au cours du vingt-troisième congrès du P.C. ; MM. Mikoyan et Chervik quittent le présidium du parti.

MAI. — Le quinzième congrès du Komсомol tente de secouer l'apathie politique des jeunes.

JUIN. — Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre.

DECEMBRE. — Le secrétaire aux affaires de M. Brejnev est célébré avec éclat.

1970  
15 OCTOBRE. — M. Leonid Brejnev devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auquel succède M. Alexis Kossyguine en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Brejnev, ministre du commerce extérieur, signe à Paris le premier accord de commerce à long terme avec la France (1965-1969).

— Le comité central abolit la réforme des structures décidée par M. Khrouchtchev en 1962. Il élit MM. Chelostine et Chelost au présidium (bureau politique).

1965  
MARS. — Réunion à Moscou pour préparer un « sommet » communiste dont la tenue nécessitera encore de nombreuses consultations entre P.C.

— Le comité central augmente les investissements dans l'agriculture.

AVRIL. — L'appui soviétique au plan de paix de M. Pham Van Dong marque le début des efforts faits par Moscou pour tenter de suppléer à l'absence d'influence de Pékin.

SEPTEMBRE. — Pourrait-on son action en Asie, M. Kossyguine joue les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan : il réunira à Tachkent en janvier les chefs de gouvernement de ces pays pour régler leur différend.

OCTOBRE. — Adoption de la réforme économique et pour une amélioration de la gestion industrielle.

DECEMBRE. — M. Nicolas Podgorny devient chef de l'Etat en remplaçant M. Mikoyan comme président du présidium du Soviet suprême.

1966  
FÉVRIER. — Le procès des écrivains contestataires Stalinevski et Dzelmar marque le début d'une longue lutte des intellectuels pour la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Cette lutte mènera aux internements arbitraires dans des asiles psychiatriques, à l'expulsion d'Alexandre Soljenitsyne et aux banissements déguisés d'autres non-conformistes. La déstalinisation empêchera pas l'apparition de l'édition clandestine Samizdat ni une meilleure information de l'étranger.

MARS. — M. Brejnev reçoit le titre de « secrétaire général » au cours du vingt-troisième congrès du P.C. ; MM. Mikoyan et Chervik quittent le présidium du parti.

MAI. — Le quinzième congrès du Komсомol tente de secouer l'apathie politique des jeunes.

JUIN. — Voyage triomphal du général de Gaulle à Moscou. M. Kossyguine viendra à Paris en novembre.

DECEMBRE. — Le secrétaire aux affaires de M. Brejnev est célébré avec éclat.

1970  
15 OCTOBRE. — M. Leonid Brejnev devient premier secrétaire du parti communiste à la place de M. Khrouchtchev, auquel succède M. Alexis Kossyguine en qualité de chef de gouvernement.

NOVEMBRE. — M. Brejnev, ministre du commerce



LA MORT  
de la stabilité

LEONID BREJNEV

du parti

a analysé sans complaisance toutes les insuffisances, peut-être même qu'il se range parmi les réformateurs. L'homme a pris de l'assurance. Il est maintenant bien au-dessus des « apparatchiki » qui l'ont hissé au pouvoir. Il est le chef suprême non seulement du parti, mais du pays. L'inspiration des volontés du P.C. commence à vouloir faire sa politique, qu'on peut schématiquement résumer ainsi : pour que l'U.R.S.S. occupe son rang de seconde puissance du monde, nous devons trouver dans l'Occident développés les concours dont nous avons besoin. La politique internationale, aurait-il dit, est le problème numéro 1 de la politique intérieure.

Problème numéro un en ce sens que les membres du bureau politique ne partagent pas tous les conceptions de leur secrétaire général. Une opposition, animée sans doute par M. Cholest, refusait une détente qui aurait fait la part belle à l'ennemi de classe. Pour M. Brejnev, comme naguère pour M. Krouchtchev, la coexistence des Etats ne signifie pas la fin de la lutte idéologique. Elle appelle même à l'intérieur du camp socialiste un renforcement de cette lutte. Mais elle exige des concessions pour amadouer l'adversaire-partenaire. On recroira M. Nixon, bien que ses avions bombardent le territoire de l'allié nord-vietnamien. On expulsora des contestataires, surtout des juifs, alors qu'en d'autres temps on les aurait tous enfermés, pour apaiser le Congrès des Etats-Unis.

M. Brejnev a même pris de plus en plus de risques. Alors qu'au moment de sa chute, M. Krouchtchev s'était vu amèrement reprocher d'avoir cherché à s'entendre avec Bonn, son successeur fit négocier un traité avec l'Allemagne fédérale, et il assista, en août 1970, à la signature de ce document. Un an plus tard il reçut dans le châtelet de la rue de la Harpe, dans sa résidence d'Orléans, un Crimée, et la presse soviétique fit une large publicité à l'événement. Dès ce moment, le secrétaire général est devenu une vedette internationale. Il recroira (par deux fois) M. Nixon, puis M. Ford, et en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Yougoslavie. Le chef du gouvernement, le président du Soviet suprême, qui participait naguère à

toutes les réjouissances, se tiennent à l'écart. Caricatures même la presse soviétique donne l'impression à ses lecteurs que toute la politique mondiale gravite autour de M. Brejnev. C'est lui d'ailleurs qui donne le la, qui mène, assisté de M. Gromyko, le jeu soviétique au Proche-Orient, rappelle la volonté de vivre en paix avec le peuple chinois, tout en rejetant les prétentions des dirigeants de Pékin.

Il n'avait pas, comme son prédécesseur, le don — ou le toupet — de la formule qui étourdit. A l'entendre ou à lire ses discours, on s'assoupissait parfois tant il avait souci d'empêcher les remous. Mais s'il n'avait pas de style, il s'est découvert dans la dernière période de son règne un tempérament. Puisqu'il voulait tenir un rôle de vedette, il lui fallait montrer enfin quel homme il était. Il a confié ou fait confier aux journalistes qu'il était entiché de sport, qu'il éprouvait le plus grand plaisir à conduire des voitures rapides. Quand il vint aux Etats-Unis, il fallut même jouer au cow-boy.

Ces dernières années, affaibli par la maladie, il avait considérablement ralenti ses activités et espéré ses voyages à l'étranger. Bien qu'incapable de remplir en totalité les obligations qui incombaient au chef du parti — chef de l'Etat, il n'avait rien abandonné de ses prérogatives et avait même ajouté de nouveaux titres à ceux qu'il collectionnait. On le fit maréchal de l'Union soviétique, prix Lénine de littérature. Pourtant on avait l'impression, surtout depuis la mort de Sousslov en janvier 1982, que le réalisme du pouvoir commençait à lui échapper. En tout cas, des escarmouches de la presse soviétique, son entourage et jusqu'à des membres de sa famille.

Etrange courbe de carrière que la sienne. Il suscita l'inquiétude quand il prit la place d'un personnage souvent déconcertant mais humain. Il fit naître la désespérance quand il remit en marche, chez lui et chez ses voisins, la mécanique glacée du parti. Mais peu à peu le bon vivant qu'il était semble dépolluer l'apparatchik. Il apparaît même à certains comme un de ceux que le pouvoir a finalement bonifiés. C'est un cas.

BERNARD FÉRON.

LES RELATIONS  
AVEC LA CHINE

M. Brejnev bénéficie-t-il d'un préjugé favorable de la part des Chinois lorsqu'il accède au pouvoir à l'automne 1964 ? Si oui, ce fut pour très peu de temps. Trois mois à peine après la chute du précédent numéro un soviétique, la presse de la République populaire commençait à dénoncer la survivance en U.R.S.S. du « Krouchtchevisme sans Krouchtchev ».

Il est certain, en revanche, que la nouvelle direction soviétique a fait de gros efforts pour rétablir des relations normales avec la Chine. Au mois de février 1965, M. Kossyguine s'arrêta à deux reprises à Pékin et

Des invectives au rapprochement

s'y entretint avec M. Zhou Enlai et le président Mao Zedong.

M. Brejnev ne joue pas à cette époque un rôle de premier plan dans les rapports avec la Chine, mais il est clairement associé aux multiples démarches entreprises pour renouer le dialogue avec la direction chinoise et la rassurer sur les intentions de Moscou.

Entre les deux pays, cependant, l'atmosphère se détériore rapidement. Non seulement la presse chinoise ne modère nullement ses attaques mais l'offensive américaine contre le Vietnam du Nord devient une pomme de discorde supplémentaire.

taire, chacun accusant l'autre de ne pas soutenir comme il le faudrait l'allié nord-vietnamien. Au mois de novembre 1965, Pékin dénonce « la collaboration russo-américaine pour la domination du monde ». Cette fois, la Pravda réplique et, après plus d'un an de silence, dénonce à son tour « les colonnes vulgaires » des gouvernements chinois.

En transit à Pékin au mois de janvier 1966, M. Alexandre Chépine, membre du bureau politique du P.C. soviétique n'a aucun entretien politique. Les relations soviéto-chinoises se détériorent encore au mois d'août après des manifestations monstres devant l'ambassade d'U.R.S.S. à Pékin qui provoquent une note de protestation de Moscou. M. Brejnev, à cette époque, prend personnellement la parole pour accuser la Chine d'encourager l'impérialisme américain. Il revient à plusieurs reprises sur ce thème entre l'automne 1966 et l'été 1967.

Le rôle de M. Brejnev, qui a part de cette époque dépasse clairement les autres membres de la troïka soviétique, est sans doute déterminant dans cette recherche d'un nouveau modus vivendi avec les volants chinois. Mais ses efforts son grand dessein est ailleurs : en Europe, où il va sceller la réconciliation avec l'Allemagne fédérale. Plus à l'Ouest encore, où il cherche à fonder sur des bases solides la coopération avec Washington. Périodiquement, toutefois, M. Brejnev rappelle que l'U.R.S.S. souhaite normaliser ses relations avec la Chine. Souhaitable.

M. Brejnev, au fond, s'accommodait d'autant mieux de cette situation que le différend soviéto-chinois ne gênait pas sérieusement ses principales entreprises diplomatiques, par exemple, lorsqu'il s'appliquait à resserrer les liens avec le Vietnam, sur les marches de la Chine, et parvint à enrôler Hanoi dans le camp de l'U.R.S.S.

Ce qu'il a dit de...

**STALINE**

« Le camarade Staline conjugue de manière brillante un gigantesque travail d'Etat avec le développement créateur du marxisme-léninisme. Staline est l'architecte génial du communisme. C'est un grand bonheur pour notre patrie qu'à la tête de la lutte populaire pour l'épanouissement du pays et le triomphe du communisme se trouve le plus grand homme de notre époque, le sage chef et maître Iosif Vissarionovitch Staline ».

(Discours au dix-neuvième congrès du P.C. soviétique, octobre 1952.)

**KHROUCHTCHEV**

« Nous devons nous succéder à ce fait que le comité central est dirigé par le remarquable homme d'Etat et du parti Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev. Son énergie infatigable, son esprit révolutionnaire passionné, nous inspirent à tous une activité combattive. Le camarade Khrouchtchev a une immense foi dans le peuple, dans la force de notre parti, il possède une fermeté sans failles dans l'application de la ligne du parti ; il est intrinsèque envers les ennemis du communisme ; il mène avec une grande compétence la politique intérieure et extérieure du parti et de l'Etat soviétique ».

Ces qualités sont foncièrement propres au caractère du camarade Khrouchtchev. Léninisme fidèle qui développe en créateur et avec esprit de suite la grande doctrine du marxisme-léninisme.

(Intervention au vingt-deuxième congrès du P.C. soviétique, octobre 1961.)

**DE GAULLE**

« De Gaulle est notre ennemi. Le parti communiste français, étroit dans ses conceptions, talisme impérialiste. De Gaulle est notre ennemi et nous le savons. Le parti communiste français, étroit dans ses conceptions, et qui ne voit que ses propres intérêts, a cherché à nous tromper contre de Gaulle. En attendant qu'avons-nous obtenu ? Un affaiblissement de la position des Américains en Europe. Et ce n'est pas tout. De Gaulle est un rusé renard. Lui-même veut s'assurer l'hégémonie en Europe et cela, bien entendu, contre nous. Mais à nous entendre agir avec souplesse. De toute façon, les conceptions européennes de de Gaulle n'ont aucune chance d'aboutir parce qu'il y a en Europe des pays socialistes trop puissants qui ne l'admettent jamais ».

(Concertation à Berlin-Est, en 1967, avec MM. Gomułka et Ulbricht.)

Dix-huit ans de règne

1976

- 10 JANVIER. — Arrivée à Vienne du mathématicien Leonid Plokhitch, interné pendant plus de deux ans dans un hôpital psychiatrique pour son opposition au régime et libéré grâce, pour une large part, à la solidarité internationale des mathématiciens.
- 24 JANVIER-25 MARS. — Vingt-cinqième congrès du P.C. M. Marchais n'y assiste pas.
- 15 MARS. — Déclaration par l'Egypte du traité d'amitié et de coopération conclu avec l'U.R.S.S. en 1971.
- 30 AVRIL. — Nomination d'un civil, M. Oustinov, membre du Politburo, comme ministre de la Défense à la place du maréchal Gretchko, décedé. Il est promu colonel-général puis, le 29 juillet, maréchal.
- 3 MAI. — Nomination de M. Brejnev au grade de maréchal.
- 28 MAI. — Signature conjointe du traité américano-soviétique interdisant les essais nucléaires pacifiques d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes.
- 16 JUILLET. — Signature d'un accord franco-soviétique pour la « prévention du détachement d'éléments non autorisés » d'armes nucléaires.

1977

- 9 FÉVRIER. — Rétablissement des relations diplomatiques — rompues depuis 1959 — entre l'Espagne et l'U.R.S.S.
- 14 MARS. — Réception à la Maison blanche du diplomate soviétique Vladimir Boukovski.
- 23-30 MARS. — Eclat de la première visite à Moscou de M. Cyrus Vance. M. Brejnev rejette les deux propositions américaines pour la conclusion d'un nouveau accord sur la limitation des armements stratégiques.
- 19-21 MAI. — Rencontre Vano-Gromyko sur les armements stratégiques à Genève. Des progrès ont été accomplis pour la poursuite et la « conclusion rapide » des négociations SALT.
- 24 MAI. — Plénum du comité central du P.C. soviétique ; assaut de M. Podgorny du bureau politique. Approbation du projet de Constitution présenté par M. Brejnev pour remplacer la « Constitution de Staline » appliquée depuis 1936.
- 4 JUNE. — Publication d'un projet de Constitution. La création d'un poste de premier vice-président du présidium permettra à M. Brejnev de cumuler les fonctions de chef de l'Etat et de chef du parti.
- 23-24 SEPTEMBRE. — Troisième rencontre soviéto-américaine : un projet sur les SALT ; accord pour poursuivre des efforts pour la

réunion de la Conférence de Genève sur le Proche-Orient.

23-30 SEPTEMBRE. — Voyage de M. Bazar en U.R.S.S.

7 OCTOBRE. — Adoption par le Soviet suprême de la nouvelle Constitution qui entre immédiatement en vigueur. M. Kossyguine est élu, à sa démission, au poste de premier vice-président du présidium du Soviet suprême.

1978

- 10 MARS. — Le général contestataire Giorzenko est déchu de sa nationalité soviétique.
- 15 MARS. — M. Rostropovitch et sa femme Galina Vicharskaya sont déchués de leur nationalité.
- 4-6 MAI. — Voyage de M. Brejnev à Bonn.
- 15-18 MAI. — Condamnation du physicien Youri Orlov, fondateur du groupe soviétique de surveillance des activités d'espionnage à sept ans d'emprisonnement plus cinq ans de rélegation. Ce verdict provoque le boycottage des relations avec l'U.R.S.S. de plusieurs centaines de scientifiques.
- 27 NOVEMBRE. — Réunion du comité central du P.C. : M. Masourov quitte le bureau politique. Y entrent les anciens d'officiels, M. Tchernomir (Staline), M. M. Tchernomir (Staline), M. M. Tchernomir (Staline) et Chevtchenko (suppléant).

1979

- 31 JANVIER. — Exécution de trois dissidents arméniens accusés de terrorisme.
- 5 FÉVRIER. — La Chine propose à l'U.R.S.S. des négociations sur les relations bilatérales après avoir dénoncé, le 3 avril, le traité d'amitié conclu en 1950. La première phase des discussions a lieu en octobre et novembre sans apporter de résultats concrets.
- 27 AVRIL. — Cinq dissidents, dont Alexandre Guimbour, sont échangés contre deux espions soviétiques détenus aux Etats-Unis.
- 28 AVRIL. — Signature d'un programme décennal de coopération à l'issue de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing à Moscou.
- 15-16 JUIN. — M. Brejnev et Carter signent l'accord SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques. Le Congrès américain est divisé sur la ratification du traité.
- 18 SEPTEMBRE. — Le premier ministre afghan, M. Hafizullah Amin, renverse le président Taraki, qui a été tué au cours du coup d'Etat.
- 6 OCTOBRE. — M. Brejnev annonce le retrait de R.D.A. de vingt mille hommes et de mille chars, puis, le

8, « met en demeure » les membres du P.O.A.N. de renoncer à l'installation de missiles « de théâtre » en Europe.

27 NOVEMBRE. — M. Nicolas Tikhonov, premier adjoint de M. Alexei Kossyguine, malade depuis la mi-octobre, est élu, à sa démission, au poste de membre du bureau politique.

12 DÉCEMBRE. — L'implantation de missiles « de théâtre » américains en Europe est acceptée par les pays membres de l'Alliance, inquiets du renforcement du potentiel militaire du pacte de Varsovie.

27 DÉCEMBRE. — M. Babrak Karmal prend le pouvoir à Kaboul avec l'aide des militaires soviétiques. Le président Hafizullah Amin est exécuté.

1980

- 4 JANVIER. — Le président Carter annonce des sanctions contre l'I.R.A.N. pour protester contre l'intervention, fin décembre 1979, des troupes soviétiques en Afghanistan et décide notamment un embargo sur les livraisons de céréales.
- 14 JANVIER. — L'Assemblée générale des Nations unies demande, par cent voix contre dix-neuf, le cessez-le-feu immédiat et inconditionnel des troupes étrangères d'Afghanistan.
- 19 JANVIER. — La Chine, jugeant sa sécurité « menacée » par l'invasion, suspend « sine die » les négociations engagées avec l'U.R.S.S. en octobre 1979 pour renouveler le traité signé en février 1959 entre les deux pays, qui expire le 11 avril.
- 20 JANVIER. — Le président Carter demande que les Jeux olympiques de Moscou soient transférés ou annulés si l'U.R.S.S. ne retire pas ses troupes d'Afghanistan dans le délai d'un mois.
- 22 JANVIER. — L'indépendance de l'Arménie est envoyée en exil à Gori et M. Vladimir Kiriline renonce à ses fonctions de vice-président du conseil des ministres.
- 5 FÉVRIER. — M. Giscard d'Estaing et Schmidt avertissent l'U.R.S.S. que la poursuite de la détente est liée à un retrait soviétique d'Afghanistan.
- 12 FÉVRIER. — Le Comité international olympique refuse à l'unanimité d'envoyer le boycottage ou le transfert des Jeux à Moscou.
- 22 FÉVRIER. — M. Brejnev estime que, si les Etats-Unis et les volants de l'Afghanistan « garantissent » la non-ingérence dans ce pays, « il n'aura plus besoin de l'aide soviétique ».
- 14 MARS. — Le président Carter déclare, le 26, qu'il est favorable à cette proposition.
- 18 MARS. — Les Etats-Unis apportent de nouvelles restrictions aux exportations de haute technologie vers l'U.R.S.S., tandis qu'est ren-

due publique la liste des équipements militaires qui pourront être vendus à la Chine.

14 MAI. — Le gouvernement afghan propose l'ouverture de pourparlers avec l'Iran et le Pakistan, et suggère que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis garantissent un règlement qui conduirait à l'évacuation des forces soviétiques.

15-16 MAI. — La célébration, à Vienne, du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat autrichien donne lieu à des rencontres entre les principaux ministres des affaires étrangères occidentaux, et M. Gromyko.

16 MAI. — A l'issue d'une rencontre imprévue avec M. Brejnev à Varsovie, M. Giscard d'Estaing propose la réunion en 1981 d'un « sommet des principaux pays responsables » et estime qu'il existe chez les Soviétiques une volonté politique de solution à son problème afghan.

24 MAI. — Clôture des inscriptions aux Jeux de Moscou : quatre-vingt pays ont répondu favorablement, mais cinquante-dix comités nationaux ont décliné l'invitation soviétique, dont ceux des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale, du Japon, du Canada et de la Chine.

16 JUILLET. — Leonid Brejnev, accueillant M. Babrak Karmal à Moscou, affirme que « le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible » et accuse les Etats-Unis de « s'engager dans une nouvelle guerre froide ».

19 JUILLET. — Cérémonie d'ouverture des dix-neuvièmes Jeux olympiques : les délégations des seize pays occidentaux refusent de défilé et obtiennent que leur drapeau national ne soit jamais hissé. L'U.R.S.S. remporte 195 médailles sur les 605 décernées.

14 AOUT. — Les dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grève après le licenciement d'une responsable non officielle.

24 AOUT. — La presse soviétique dénonce l'activité subversive d'éléments antisocialistes en Pologne.

23 OCTOBRE. — La démission de M. Alexei Kossyguine, chef du gouvernement, et son remplacement par M. Nicolas Tikhonov sont annoncés par M. Brejnev devant le Soviet suprême.

30 OCTOBRE. — A la visite amicale de M. M. Kanis et Plokhitch à Moscou, ils s'entretiennent avec M. Brejnev et Tikhonov.

5 DÉCEMBRE. — Les dirigeants des pays du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, renouvellent leur confiance à M. Kanis pour remettre de l'ordre, mais rappellent que « la Pologne a été et restera un Etat socialiste ».

1981

- 20 JANVIER. — Le président Ronald Reagan entre en fonctions.
- 3 MARS. — M. Leonid Brejnev lui ayant proposé, le 23 février, un « son et t » américain-soviétique, M. Ronald Reagan répond que l'U.R.S.S. doit d'abord faire preuve d'un « désir de modérer son impérialisme ».
- 4 MARS. — Les dirigeants soviétiques et polonais se rencontrent à Moscou à l'issue du vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique : l'U.R.S.S. demande que le « cours des événements » soit renversé en Pologne.
- 9 MARS. — Le président Reagan se déclare prêt à fournir des armes aux résistants afghans.
- 24 AVRIL. — Le président Reagan annonce la levée de l'embargo américain sur les livraisons de céréales à l'U.R.S.S., déferé en janvier 1980 en représailles contre l'intervention soviétique en Afghanistan.
- 3-5 JUILLET. — Le communiqué final, publié à l'issue de la visite à Varsovie d'Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, réaffirme que « la Pologne était, et est, un pays libre » et sera un allié durable de la communauté socialiste.
- 14 JUILLET. — MM. Kanis et Jaruzelski rencontrent M. Brejnev en Crimée. Le communiqué publié le 15 dénonce les « différentes actions destructrices des forces hostiles au socialisme ». En fait, les dirigeants polonais acceptent la version soviétique des événements en Pologne et donc de normaliser la situation.
- 5-20 DÉCEMBRE. — Le premier congrès de Solidarité tient à Gdansk la première phase de ses travaux. Les syndicalistes demandent un référendum sur l'autogestion, adressent un message aux ouvriers des pays de l'Est exprimant leur soutien « aux militants pour les syndicats libres » et exigent des « élections libres ». L'agence Tass décrit ce congrès comme une « orgie antisocialiste et antisoviétique ».
- 14 SEPTEMBRE. — Un message de Moscou exige que Varsovie « prenne immédiatement des mesures énergiques et radicales » contre les « manifestations d'antisoviétisme ».
- 20 OCTOBRE. — M. Tassé Ararat, en visite à Moscou, obtient que l'U.R.S.S. accorde le statut diplomatique à la représentation de P.O.L.P.
- 30 OCTOBRE. — L'U.R.S.S. présente ses « regrets » à Stockholm après l'échec, le 27, d'un sous-marin soviétique dans les eaux territoriales et dans une zone militaire suédoise.
- 20 NOVEMBRE. — Le contrat prévoyant la livraison de 20,5 mil-

liards de mètres cubes par an de gaz sibériens est signé deux jours avant la visite de M. Brejnev à Bonn.

22 NOVEMBRE. — M. Brejnev, en visite à Bonn, se dit prêt à un « geste de bonne volonté » comportant une réduction unilatérale des armements nucléaires soviétiques « moyennant une réduction des armements de la Chine, et parvint à enrôler Hanoi dans le camp de l'U.R.S.S.

9 DÉCEMBRE. — M. Andreï Sakharov et sa femme Elena cessent la grève de la faim qu'ils avaient « commencé » le 22 novembre. Mme Lisa Alexeïevna, leur belle-fille, a été autorisée à échanger aux Etats-Unis.

13 DÉCEMBRE. — « Etat de guerre » déclaré en Pologne.

18 DÉCEMBRE. — A l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de M. Brejnev, réunion des pays « frères » à Moscou. Le général Jaruzelski remercie M. Brejnev de sa « compréhension ».

1982

- 29 JANVIER. — M. Brejnev prononce l'éloge de Michel Sousslov.
- 10 MARS. — Visite à Moscou du général Jaruzelski. M. Brejnev assure de son appui total.
- 16 MARS. — M. Brejnev annonce que l'U.R.S.S. n'installera plus en Europe de nouveaux missiles SS-20.
- 24 MARS. — A Tashkent, M. Brejnev renouvelle ses offres de négociation avec la Chine, « sans préalable aucun ».
- 18 AVRIL. — M. Brejnev propose de rencontrer M. Reagan « en octobre » dans un pays tiers.
- 18 MAI. — M. Brejnev rejette les propositions américaines sur les armements stratégiques.
- 24 MAI. — M. Youri Andropov est nommé secrétaire du comité central au poste laissé vacant par la mort de Michel Sousslov.
- 8 JUILLET. — M. Brejnev met en garde les Etats-Unis contre l'envoi de forces au Liban.
- 2 AOUT. — M. Brejnev demande à M. Reagan d'« user de son influence » pour empêcher les Israéliens d'« élargir la population de Beyrouth ».
- 27 OCTOBRE. — M. Brejnev dénonce devant les chefs des forces armées de l'U.R.S.S. l'« aggravation de la situation internationale » et souligne, dans ce contexte, l'importance considérable des relations sino-soviétiques.
- 7 NOVEMBRE. — A l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire de la révolution soviétique, M. Brejnev menace d'« agresseur potentiel ». Il pécède sur la place Rouge la traditionnelle défilé militaire. C'est sa dernière apparition en public.



# LA MORT DE LEONID BREJNEV

## Les favoris pour la succession

### Constantin Tchernienko

#### Ideologue et organisateur

Avec son visage un peu poupin, facilement rougissant, sa voix hésitante, ses manières timides, M. Constantin Tchernienko n'a rien d'un tribun ni d'un meneur d'hommes. Mais cet apparatchik apparentement réservé s'est montré un organisateur efficace doublé des dernières années d'un idéologue avisé.

M. Tchernienko a fait toute sa carrière au sein du parti communiste. Il y est entré à l'âge de vingt ans en 1931, après deux années passées aux Jeunesses communistes (Komsomol), et en a gravi lentement tous les échelons. On ne sait rien de son enfance ni de son adolescence, sinon qu'il serait né en 1911 en Sibérie d'une famille de paysans pauvres et aurait travaillé dans des fermes au service de paysans aisés. Il est entré dans la vie active sans le moindre diplôme : ce n'est qu'en 1945 qu'il achève un cycle de deux ans à l'école supérieure du parti, avant de recevoir en 1953, à l'heure où d'autres sont au front, il est secrétaire du parti pour le territoire de Krasnoïarsk, toujours en Sibérie, puis, de 1954 à 1958, pour la région de Penza, en Russie centrale.

Survient alors le tournant de sa carrière : nommé chef du département d'agitation et de propagande du comité central de Moldavie, il y

rencontre deux ans plus tard, en 1950, M. Leonid Brejnev, premier secrétaire de cette république de 1950 à 1952. Son ascension commence : en 1956, il vient à Moscou, où il est chargé de mission auprès du comité central, toujours pour les questions d'agitation et de propagande. En 1960, il entre officiellement au cabinet de M. Brejnev lorsque celui-ci est nommé président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'Etat. En 1965, alors que M. Brejnev est devenu l'année précédente secrétaire général, il est placé à la tête de la direction des affaires générales du comité central, ce qui lui assure à la fois la connaissance des principaux dossiers et celle des cadres les plus importants. En 1966, il est élu membre suppléant du comité central, dont il deviendra membre titulaire en 1971. Enfin, il accède aux organes dirigeants du parti, d'abord au secrétariat en 1976, puis au bureau politique, comme suppléant en 1977 et comme titulaire en 1978, parcourant en trois ans, grâce à la protection de M. Brejnev, le cycle que d'autres ont mis beaucoup plus longtemps à accomplir.

#### La « mafia moldave »

M. Tchernienko fait ainsi partie de la « mafia moldave » du secrétaire général, c'est-à-dire du groupe de ceux que M. Brejnev a distingués au cours de son activité en Moldavie, l'autre groupe important du numéro un soviétique étant constitué par ses anciens collaborateurs de Dniepropetrovsk, en Ukraine. Il est

d'ailleurs élu au Soviet suprême de la ville de Kichinev, capitale de la Moldavie.

Considéré comme le directeur de cabinet de M. Brejnev, ou, si l'on préfère, comme le premier de ses assistants, M. Tchernienko s'est fait une spécialité du « travail idéologique et organisationnel » dans le parti. Dans ce double domaine, il a suppléant peu à peu ses rivaux pour devenir l'incontestable numéro deux du P.C. après le vingt-sixième congrès de février 1981. Dans le domaine de l'organisation, il a pris la place de M. Kirilenko. Dans celui de l'idéologie, il est apparu comme un concurrent de M. Souslov, puisqu'il a été chargé notamment de la rédaction du nouveau programme du parti, avant que la mort de l'idéologue en chef du Kremlin en janvier 1982 ne lui laisse la voie libre.

En même temps il s'est intéressé aux problèmes internationaux, accompagnant M. Brejnev dans certains de ses voyages, en particulier à Helsinki en 1975, recevant à Moscou des délégations étrangères ou se rendant aux congrès de partis frères, à Athènes en 1976, à La Havane en 1980, à Paris en 1982.

Depuis le vingt-sixième congrès, M. Tchernienko s'est manifesté par de nombreux textes et discours, dont le plus remarqué fut prononcé en avril 1981 à l'occasion de la traditionnelle commémoration de la naissance de Lénine. Il a publié à l'automne 1981 une brochure de plus de deux cents pages sur les droits de l'homme en Union soviétique qui fut largement diffusée en plusieurs langues par l'agence de presse Novosti. Il a écrit plusieurs articles dans les revues du parti, en particulier dans *Kommunist*, l'organe théorique et politique du comité central.

Ces diverses contributions ne permettent pas de se faire une idée précise de ses opinions personnelles. M. Brejnev a salué, à l'occasion des soixante-dix ans de M. Tchernienko en septembre 1981, son « approche audacieuse et créatrice » des problèmes. Il est vrai qu'il a dénoncé à plusieurs reprises le « bureaucratisme », le « formalisme », le « dogmatisme » qui entravaient le développement du parti, qu'il a invité les syndicats à être plus à l'écoute des masses et qu'il ne cesse de prôner le développement de la critique et de l'autocritique. Même si ces appels font partie du ton propre au langage du P.C., le ton de M. Tchernienko n'en est pas moins assez nouveau pour certains voient en lui un moderniste, voire un réformateur. D'autres le considèrent au contraire comme un conservateur resté fidèle à la ligne orthodoxe en politique intérieure et à l'orientation la plus intransigeante en politique extérieure.

Cette ambiguïté vient de ce que M. Tchernienko était trop lié à M. Brejnev pour ne pas apparaître, à l'image de celui-ci, comme un « centraliste » qui continuait à la fois des éléments les plus durs et des courants les plus novateurs. Situé au point d'intersection des différentes tendances, M. Brejnev avait réussi à maintenir entre elles un fragile équilibre. Nul ne sait si la personnalité de M. Tchernienko est à la mesure d'une telle tâche.

THOMAS FERENCZI.

### Youri Andropov

#### La diplomatie, le parti et la police

Chef de la police secrète de 1967 à 1982, M. Youri Andropov n'a pas été seulement pendant quinze ans « le premier filic » d'U.R.S.S. Il est surtout un homme politique qui avait déjà connu une carrière de premier plan avant d'accéder à la direction des services de sécurité et qui espérait bien la continuer aux plus hauts postes. Cet homme grand, au regard plutôt terne derrière ses lunettes et à l'élocution neutre, n'en aura pas moins battu un record de longévité au moins pour la période post-stalinienne comme président du K.C.B. fonction à laquelle il a été nommé en 1967.

Né en 1914 dans la région de Stavropol, fils d'un employé des chemins de fer, M. Andropov a commencé sa vie politique aux côtés d'Otto Kuusinen, qui présida pendant près de vingt ans, de 1940 à 1958, le présidium du Soviet suprême de la République de Carélie-Finlande. Après avoir exercé quelques petits métiers (ouvrier, télégraphiste, assistant opérateur de cinéma, maronnier sur la Volga) et passé un diplôme d'ingénieur des eaux, il est en effet premier secrétaire du Komsomol de Carélie-Finlande de 1940 à 1944, puis tour à tour deuxième secrétaire de la ville de Petrozavodsk et deuxième secrétaire du parti (auquel il a adhéré en 1939) dans cette même république. En 1951, il entre dans les services administratifs du comité central à Moscou, qu'il quitte à la mort de Staline.

Il se tourne alors vers la diplomatie. Chef de département au ministère des affaires étrangères, puis conseiller d'ambassade, il est ensuite de 1954 à 1957 ambassadeur à Budapest, où il joue un rôle important

dans l'écrasement de l'insurrection de 1956. A son retour à Moscou, alors qu'Otto Kuusinen est devenu membre du présidium et du secrétariat du parti, il est placé à la tête du département du comité central chargé des relations avec les P.C. au pouvoir : à ce titre, il entre lui aussi en 1962 au secrétariat du parti, tout en conservant ses fonctions au comité central. Il exerce ainsi des responsabilités majeures dans la direction du mouvement communiste international, ce qui le conduit à s'intéresser particulièrement, sous la tutelle de M. Souslov, aux questions idéologiques. Au Plénum de juin 1963 par exemple, il sera au nombre des orateurs qui souligneront les divergences du P.C. soviétique avec le P.C. chinois.

En 1967, M. Andropov remplace comme président du comité pour la sécurité d'Etat (K.G.B.) M. Semichastny, un proche de M. Chelepine dont le déclin commence. A ce poste, il mène une répression efficace contre les dissidents, dont le mouvement a pris son essor dans ces années, en particulier après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

En 1973, M. Andropov devient membre titulaire du bureau politique dont il était suppléant depuis 1967. En même temps que lui sont promus le maréchal Grechko, alors ministre de la défense (M. Oustinov lui succédera à sa mort en 1976), et M. Gromyko, ministre des affaires étrangères. Il s'agit alors pour M. Brejnev d'associer à sa politique de détente les chefs de ces trois grandes institutions que sont la police, l'armée et la diplomatie, dont il pouvait craindre qu'elles restent attachées à une ligne plus intransigeante.

En mai 1982, M. Andropov est nommé secrétaire du comité central au poste laissé vacant par la mort de Souslov, dont il reprend, semble-t-il, une partie des attributions. Il devient ainsi le principal rival de M. Tchernienko dans la course à la succession.

#### Une image d'intellectuel

En dépit de ses activités antérieures tant à Budapest qu'à Moscou, M. Andropov n'a pas la réputation d'un « dur », en particulier auprès des intellectuels. Il a su, tout en les tenant en bride, leur ménager une petite marge de liberté, en autorisant, par exemple, l'ouverture d'une galerie pour les peintres non conformistes. Il s'est attaché, d'autre part, à se donner lui-même une image d'intellectuel, notamment dans ses deux discours solennels commémorant au Kremlin la naissance de Lénine, le premier en 1976, le second en 1982.

S'il passe pour un « modéré » au sein du bureau politique, c'est surtout parce qu'il était un proche de M. Brejnev, dont il était, dit-on, l'ami personnel. A l'occasion de son sixième-vingtième anniversaire, il a reçu de celui-ci un hommage particulièrement chaleureux, comme une « personne intègre et irréprochable », « un travailleur d'une honnêteté et d'une abnégation extrêmes », « un homme à la pensée créatrice ». Il est apparu comme un digne continuateur du secrétaire général. Il en a certainement l'ambition et probablement, à en croire même ses adversaires, la capacité.

THOMAS FERENCZI.

## Vers un nouveau système collectif ?

(Suite de la première page.)

Formé dans le génie, grand responsable de la politique d'armements de l'U.R.S.S., le maréchal Oustinov a commencé sa carrière sous Staline et a été imposé non sans mal par le parti à des généraux plus prestigieux que lui pour prendre la tête du ministère de la défense à la mort du maréchal Grechko.

On peut considérer déjà comme acquis que le même homme ne sera plus en charge de la direction du parti et de la direction de l'Etat (président du présidium du Soviet suprême). Si la nomination du premier doit être approuvée par le comité central, celle du second d'après la Constitution soviétique, relève du Parlement qui doit entrer bientôt sa session d'hiver.

Les arguments en faveur d'une solution transitoire collective sont d'autant plus forts que Brejnev lui-même a toujours été un homme à l'initiative toujours susceptible d'être critiquée par un concurrent. Le dossier le plus chaud est sans doute celui des relations soviéto-américaines. Mais, depuis le discours prononcé par M. Brejnev le 27 octobre devant les chefs de l'Armée rouge, un ton nouveau a déjà été donné à Moscou : c'est celui de

pareil des hommes qui lui devaient tout, il n'en consultait pas moins ses principaux collègues du bureau politique dans les grandes affaires.

Les tâches qui attendent le ou les successeurs de M. Brejnev sont d'autant plus grandes que l'équilibre du pouvoir soviétique est tenu par M. Brejnev avait conduit le régime à une sorte de paralysie sur le plan intérieur. La situation économique en particulier est catastrophique, aucune réforme sérieuse n'ayant pu être effectivement menée à bien en dépit de plusieurs projets.

Sur le plan international, les dossiers sont innombrables, mais il ne faut pas s'attendre à court terme à une évolution des positions soviétiques. Les marges de manœuvres sont restreintes et le climat qu'engendre une lutte pour la succession ne favorise pas habituellement des initiatives toujours susceptibles d'être critiquées par un concurrent.

Le dossier le plus chaud est sans doute celui des relations soviéto-américaines. Mais, depuis le discours prononcé par M. Brejnev le 27 octobre devant les chefs de l'Armée rouge, un ton nouveau a déjà été donné à Moscou : c'est celui de

la résistance au « défi américain », de l'exploitation des divergences euro-américaines et du mouvement pacifiste. On voit mal comment cette ligne nouvelle pourrait être rapidement abandonnée. Autre dossier complémentaire dans une certaine mesure : celui des relations sino-soviétiques. Là aussi, un ton nouveau, plus conciliant, avait été récemment adopté par Moscou. Il y a peu de chances pour qu'il soit abandonné. Même chose en ce qui concerne la Pologne, thème brûlant par excellence, et à propos duquel aucun candidat à la succession ne se risquerait à se faire accuser de faiblesse.

Les deux domaines dans lesquels pourrait intervenir à moyen terme quelque évolution restent l'Afghanistan et le Proche-Orient. L'Afghanistan parce que des Soviétiques y meurent et que l'U.R.S.S., sans s'y engager à la vietnamienne, n'obtient aucun succès déterminant. Le Proche-Orient parce que après l'étrange passivité de Moscou dans la guerre du Liban, les nouveaux dirigeants auront peut-être à cœur d'ébaucher une politique qui ne soit pas qu'attendiste.

JACQUES AMALRIC.

## Moscou et le P.C français

(Suite de la première page.)

Lors de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague, fin 1968, en application de la doctrine Brejnev de la « souveraineté limitée » des pays de l'Est, le P.C.F. avait exprimé sa « réprobation », puis sa « désapprobation ». La décision des Soviétiques mettait les communistes français, engagés dans un processus de rapprochement avec la gauche non communiste, dans une situation difficile. En juin 1969, M. Marchais, à dirigeant la délégaration française à la conférence des P.C. réunie à Moscou (M. Waldeck Rochet étant tombé malade), alignait le parti français sur la thèse de la « normalisation » en Tchécoslovaquie défendue par les Soviétiques.

Installé à la direction du parti, M. Marchais, à partir de 1974, une politique d'éloignement vis-à-vis du parti soviétique. Il se rapproche des positions eurocommunistes lors de la conférence de Berlin, en juin 1976, ne passe plus ses vacances à l'étranger, « boude » M. Brejnev lors de la visite de celui-ci à Paris, en juin 1977. Après la diffusion de la télévision d'un film sur un camp de détention à Riga, le P.C.F. pose des questions aux Soviétiques. M. Pierre Juquin sème la main, lors d'un meeting, à M. Leonid Pouchot.

En 1977, Jean Kanapa, responsable de la politique extérieure du P.C.F., prononce, à l'Assemblée centrale du parti, une conférence dans laquelle il met en cause la politique de l'Union soviétique vis-à-vis des pays de l'Est. Les intérêts d'Etat, observe

le responsable français, l'important sur ceux du socialisme. On atteint là le point extrême de la critique du P.C.F. : l'Union soviétique — c'est la logique de la thèse — agit à la façon d'un Etat comme les autres, mène une politique de puissance ; c'est la notion même de la souveraineté internationale » qui est mise en doute.

La rupture de l'union de la gauche entraîne un revirement progressif, puis brutal, des communistes français, qui ne peuvent s'isoler à la fois sur le plan intérieur et sur le plan extérieur. Opposant aux critiques des régimes de l'Est l'affirmation de leur « bien globalement positif », la direction du P.C.F. se rapproche des Soviétiques, jusqu'à la rencontre de M. Marchais et de Leonid Brejnev, en janvier 1980, à Moscou. Le communisme qu'ils signent fait état de « divergences », dont M. Marchais explique ensuite qu'elles portent sur la démocratie, mais le secrétaire général du P.C.F. appuie l'intervention soviétique en Afghanistan. Les communistes français s'alignent, la même année, sur les dirigeants polonais confrontés à un mouvement social d'exceptionnelle ampleur. Ils appuient, en décembre 1981, la démission du général Jaruzelski en dénonçant les « surenchères » du syndicat Solidarité.

Le voyage de M. Marchais en Chine, le mois dernier, montre la volonté des dirigeants communistes de s'inscrire dans les rapprochements entre les Chinois et la communauté du mouvement communiste, qui, dit M. Marchais, avait au tort, dans les années 60, de marginaliser à Pékin. Quel parti la direction du P.C.F. fait-elle sur la base de l'autonomie de ses différentes composantes ? Il est difficile de le dire. Ce qui est sûr, c'est que ce parti leur coûte cher, en ce qui lui impose de se montrer solidaire d'une politique soviétique que l'opinion française juge négative.

PATRICK JARREAU.

## L'AFFAIRE CHTCHARANSKI

### Le CRIF exprime sa « surprise » après les déclarations de M. Marchais

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exprime sa « surprise » après les déclarations faites dimanche devant le Grand Jury R.T.L.-Le Monde par M. Georges Marchais, chef du parti communiste, d'un citoyen condamné pour espionnage au profit des Etats-Unis. « Je n'ai aucune raison de croire absolument à ces affirmations, je n'ai aucune raison de ne pas y croire », avait dit M. Marchais. (Le Monde du 9 novembre.)

Sous le titre « Une mauvaise querelle », l'Humanité écrit dans son numéro du 11 novembre : « Retablissons les faits dans leur vérité... »

Le secrétaire général du P.C.F. avait indiqué que les autorités sovié-

tiques avaient répondu à ses « demandes pressantes » en faveur de Chitcharanski, en grève de la faim depuis le 27 septembre, en affirmant qu'il n'y avait « pas de raison de se préoccuper de son état de santé et qu'il s'agissait d'un citoyen condamné pour espionnage au profit des Etats-Unis ». « Je n'ai aucune raison de croire absolument à ces affirmations, je n'ai aucune raison de ne pas y croire », avait dit M. Marchais. (Le Monde du 9 novembre.)

1) Georges Marchais a déclaré à R.T.L. qu'il n'avait pas cessé d'in-

tervenir en faveur de Chitcharanski et qu'il venait justement à son sujet de recevoir une réponse officielle des Soviétiques ; 2) Il a fait état de cette réponse des Soviétiques dans laquelle ceux-ci déclarent que Chitcharanski a été condamné pour espionnage et qu'à l'heure actuelle il est en bonne santé.

Voilà ce que sont les interventions pressantes du comité de défense des libertés et des droits de l'homme présidé par Georges Marchais et voilà ce qu'est la réponse officielle des Soviétiques. Quant aux avocats, même s'ils se muient en procureurs, ce qui n'est pas leur vocation, ils devraient au moins avoir à cœur de respecter la vérité.

## Comment est désigné le chef du parti

Le secrétaire général du parti communiste est, en U.R.S.S., et dans la plupart des pays socialistes, le dirigeant le plus important, même s'il n'exerce pas toujours des fonctions de premier plan dans l'appareil d'Etat. Ce poste ne fut créé en Union soviétique que quatre ans après la révolution. Lénine était le chef du gouvernement, et bien entendu il était considéré comme le chef réel du parti. Mais la direction appartenait au bureau politique. Un secrétaire, confié d'abord à Hélène Stassova, était chargé des questions administratives. Ce secrétaire du comité central était composé de cadres qui, tel Molotov, n'avaient pas encore beaucoup de poids. Dépourvu d'autorité, il travaillait sans efficacité.

A la fin de la vie de Lénine il fut décidé de renforcer ce service pour mieux coordonner l'activité des organisations du parti. A sa tête fut placé un secrétaire général qui appartenait en même temps au bureau politique (et au gouvernement). Staline fut nommé secrétaire général lors du onzième congrès, en mars 1922. Ses

collègues, souvent plus brillants que lui, n'étaient pas mécontents de le laisser à la « cuisine » du parti, alors qu'ils s'occupaient de la grande politique. Ils n'avaient pas pressenti que le secrétariat, organe d'exécution subordonné au bureau politique, deviendrait rapidement le centre réel du pouvoir.

Staline occupa le poste de mars 1922 à octobre 1952. Le dix-neuvième congrès, qui se tint quelques mois avant sa mort, supprima le titre de secrétaire général sans qu'aucune explication fut donnée. Aussitôt après la mort de Staline, la direction de l'appareil du parti fut confiée à M. Malenkov. Mais quelques jours plus tard (14 mars 1953) celui-ci fut invité à se consacrer entièrement à la direction du gouvernement, tandis que Nikita Khrouchtchev devenait rapidement le chef du secrétariat. En septembre de la même année, le comité central donna à M. « K » le titre de premier secrétaire qui lui conserva jusqu'en octobre 1964.

M. Brejnev lui succéda au poste de premier secrétaire du comité central. Puis le vingt-troisième congrès (1966) décida que le responsable de l'appareil du parti aurait le titre de secrétaire général du comité central. En même temps, le présidium reprit l'appellation de bureau politique (Politburo) qu'il avait à l'époque de Lénine et de Staline, jusqu'en octobre 1952.

Les membres titulaires et suppléants du comité central sont élus au bulletin secret par le congrès, qui est convoqué une fois tous les cinq ans. La comité central se réunit en général deux fois l'an. Il décide des grandes orientations, approuve ou désapprouve l'action de ses dirigeants et surtout il fixe par vote à main levée la composition du bureau politique et du secrétariat. Pratiquement, il ratifie les modifications qui sont demandées par la majorité des membres du bureau politique.

Il lui est arrivé une seule fois depuis la mort de Staline de se prononcer avec éclat contre la majorité du présidium (ou bureau politique). En juillet 1957, la plupart des membres de la direction suprême décidèrent de changer de premier secrétaire. Nikita Khrouchtchev convoqua immédiatement le comité central, qui renversa la vapeur. Les chefs de file de la tendance opposée à Khrouchtchev (M.M. Malenkov, Molotov, Kaganovitch et Sabourov) furent chassés du présidium. D'autres dirigeants qui s'étaient prêtés à la manœuvre (M.M. Bouguine, Vorochilov et Perboukhine) furent limogés un peu plus tard. La liquidation d'un peu plus tard fut menée en plusieurs étapes : sans doute pour ne pas révéler trop brutalement que sept membres titulaires (sur onze) du bureau politique avaient pris position contre le premier secrétaire.

Cette expérience servit de leçon aux collaborateurs de Khrouchtchev devenus ses adversaires. En octobre 1964, la plupart des membres du bureau politique résolurent de limoger le premier secrétaire. Ils prirent la précaution de faire approuver cette décision par le comité central alors que M. « K », en vacances, ne se doutait de rien. Le numéro un fut alors invité à rentrer à Moscou pour examiner des questions importantes. Dès qu'il arriva dans la capitale il fut mis devant le fait accompli.

### LA COMPOSITION

#### DES ORGANES DIRIGEANTS

Après la mort de M. Brejnev, les organes dirigeants du parti communiste soviétique sont ainsi composés (nous indiquons entre parenthèses l'année de naissance des dirigeants) :

**BUREAU POLITIQUE.** — Titulaires : M.M. Andropov (1914), Gorbatchev (1931), Grichine (1914), Gromyko (1909), Kirilenko (1906), Kouzaev (1911), Pelche (1899), Romanov (1923), Tikhonov (1905), Oustinov (1908), Tchernienko (1911), Chitcharanski (1918). Suppléants : M.M. Aliiev (1923), Demitchev (1918), Kisselov (1917), Kouznetsov (1901), Ponomarev (1905), Rachidov (1917), Solomentsev (1913), Chevarnadze (1928).

**SECRÉTARIAT.** — M.M. Andropov, Kirilenko, Tchernienko, Gorbatchev, Ponomarev, Kapitonov (1915), Dolguikh (1924), Zimianine (1914), Roussakov (1909).

Tous les membres du bureau politique ne sont pas d'égale importance. Certains siègent à l'instance suprême du parti en qualité de premier secrétaire d'une république ou d'une région. Ils participent moins que leurs collègues à la mise en œuvre de la politique fédérale. Les plus influents sont ceux qui cumulent les fonctions de membre du bureau politique et de secrétaire du comité central, ou encore ceux qui dirigent de grands ministères, notamment M. Gromyko qui est depuis 1957 à la tête des affaires étrangères, le maréchal Oustinov, ministre de la défense depuis 1976, et bien entendu M. Tikhonov, qui est devenu chef du gouvernement peu avant la mort de Kossyguine en 1980.

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

Le mot d'ordre de grève... mais des manifestations ont eu

552 من الاموال



EUROPE

Pologne

Le mot d'ordre de grève générale a été peu suivi mais des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes

Varsovie. - C'était la première grève nationale décidée par la direction clandestine de Solidarité depuis l'instauration de l'état de guerre, et ce fut l'échec que l'on présentait, indiscutable échec, car s'il y eut (plus nombreux sans doute qu'on ne le sait pour l'instant) des débrayages ici ou là, des tentatives ailleurs, les entreprises ont tourné du matin au soir, et notamment ces grands bastions ouvriers que sont les chantiers de Gdansk, les aciéries de Nowa-Huta ou les usines de tracteurs d'Urus. L'atmosphère était tout, sauf enthousiaste. Elle était lourde. Sinistre presque, et l'on sentait l'amertume. « Nous avons eu peur », murmuraient un ouvrier à la sortie d'Urus. « Nous ne pouvions pas », entendait-on à celle du chantier Lénine. Le premier bilan des manifestations de l'après-midi - plus de huit cents arrestations et vingt-sept blessés, dont deux grièvement - dit assez que c'est une bataille tout court et non pas une bataille d'idées qui a gagné le pouvoir.

La réalité est pourtant là : cette journée du 10 novembre aura marqué la fin d'une étape, celle de l'espoir envers et contre tout entretenu par Solidarité depuis le coup d'Etat qu'il serait possible - par la seule force de l'expression démocratique de la nation, par la seule expression répétée de ses sentiments profonds - d'amener le régime à composer.

Le régime n'avait pas instauré l'état de guerre pour céder ce qu'il avait, de repli en offensive, obéissant refusé dans ses moments de plus grande faiblesse. Après onze mois de prudente patience, on a en quelques heures mis Solidarité hors la loi. Même pour ceux, et ils étaient la majorité, qui n'avaient pas voulu voir, c'était dès lors clair : il n'y avait ni négociation, ni compromis, ni « entente nationale ».

A l'appareil syndical reconstitué dans la clandestinité, il ne restait à ce moment-là qu'une arme, toujours qualifiée d'« ultime » depuis la signature des accords de Gdansk, et cette arme, la grève, les ouvriers n'ont pas voulu s'en saisir.

Au soir du mercredi 10 novembre, le porte-parole du gouvernement polonais s'est félicité de l'échec de la grève générale décidée par la direction clandestine de Solidarité. Il estime que ce qu'il appelle le « bilan positif » de cette journée pourrait permettre de lever prochainement, peut-être avant la fin de l'année, « l'état de guerre ». Cependant, de nombreuses manifestations ont eu lieu le même jour dans le pays. Et quelque huit cents personnes auraient été arrêtées.

De notre envoyé spécial

Quand des commissaires militaires surveillent les entreprises, quand on peut être emprisonné ou simplement licencié sans secours possible, quand les militants soupçonnés d'être liés à la clandestinité ont été avertis qu'ils auraient à répondre pour l'ensemble de leurs camarades, quand le jour même encore, à la prise du travail, la menace plane comme à Nowa-Huta, alors on hésite devant l'épreuve de force. On pèse le pour et le contre, et lorsqu'on a réalisé qu'elle est vaine, on ne l'engage pas.

Un millier d'amateurs de baguettes

15 heures, mercredi, devant le palais de justice de Varsovie, lourd bâtiment de style stalinien devant lequel la clandestinité a appelé à manifester. C'est ici qu'il y a juste deux ans une foule en délire criait sa joie après l'enregistrement de Solidarité. A première vue, personne, des passants seulement et une longue queue devant une boulangerie privée, célèbre pour ses baguettes à la française. Un bon millier d'amateurs de baguettes, c'est trop. Les Zomos patrouillent, les canons à eau font mouvement. D'une voiture sonorisée de la milice, une voix claque : « Disperser-vous ! Tous les rassemblements sont interdits ! Des sanctions sont prévues. » Les traits se durcissent, mais personne ne bouge. Les Zomos commencent à repousser les gens, entraînant certains pris au hasard vers les paniers à salade.

La sono : « Nous allons contrôler les identités. » On sait ce que cela signifie. On commence à refuser en bon ordre pour s'arrêter 20 mètres plus bas, aux quatre coins d'un grand carrefour. Manifestants et passants sont mêlés. Dans les tramways qui passent, les passagers font le V de la victoire, et l'on s'applaudit mutuellement. Soudain les slogans fusent : « A bas la junte ! », « Libérez Lech ! », « Solidarité vit et vivra ! ». En un instant, un cortège se forme, gros maintenant d'environ trois mille personnes et descend vers l'hôtel de ville. On ne peut s'empêcher d'être impressionné par le courage de ces hommes et de ces femmes. Tirs nourris de grenades lacrymogènes, charges, éclatement du cortège. Les grenades fusent dans les quartiers périphériques de Varsovie jusqu'à 20 heures passées.

GDANSK, 15 heures. Un lourd dispositif policier a pris position autour du chantier Lénine pour la sortie de la première équipe. Une manifestation était prévue. « Ce serait du suicide », entend-on. Et, en tout petits groupes, on va déposer fleurs et

bougies au pied du monument à la mémoire des victimes de décembre 1970.

NOVA-HUTA, la banlieue ouvrière de Cracovie, 14 heures : le premier rassemblement a lieu à la sortie des aciéries ; il se disperse de lui-même devant le barrage policier. Un second rassemblement, deux à trois mille personnes, se forme un peu plus tard et marche vers l'hôtel de ville. Il faudra le disperser par la force et les échauffourées dureront deux heures dans un épais nuage de gaz.

POZNAN, 15 heures : on converge vers un autre monument, aux victimes de 1956 celui-là.

Pour la suite, on ne sait encore trop ce qui s'est passé, mais au même moment à Wrocław éclatent des affrontements qui se prolongent encore peu avant minuit, mercredi. Des barricades ont été dressées, un tram renversé, dit-on. Il y a eu d'importants dégâts, et, suivant les témoignages, entre cinq et quinze mille personnes (deux mille selon les autorités) se sont rassemblées, mais le bilan donné par le dernier journal télévisé faisait état, à côté des trois cents arrestations de Varsovie, de deux cent cinquante à Wrocław, de cent quarante à Poznan, de vingt-neuf à Lodz, soixante à Legnica, et seize à Dzierzow. Entre-temps le général Jaruzelski avait fait une visite filmée par la télévision aux usines Roka-Luxemburg de Varsovie. Dans la matinée, des rassemblements avaient eu lieu sans que la milice intervienne dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur à Cracovie, Wrocław, Varsovie, et une « tentative » avait été faite à l'académie de médecine de Poznan. La grande académie Bierut de Cracovie était, elle, paralysée par une grève de plusieurs ateliers névralgiques.

Des petits riens qui laissent révéler

On parle d'un sabotage ou d'une grève dans la nuit de mardi à mercredi à Huta-Warszawa, les aciéries de Varsovie : le porte-parole du gouvernement, M. Urban, ne voulait, dans la conférence de presse qu'il tint vers 18 heures, « ni confirmer ni démentir ». Il avait, d'humour caustique, dit d'emblée que le travail avait été « normal » et que la consommation électrique en témoignait « objectivement ». « Le bilan est positif », le manque de succès ses mots d'ordre est un succès pour la politique du gouvernement », va-t-il déclaré en conclusion.

Avant cela, il aura énuméré avec

un détachement ironique une série de faits qu'il se donne l'élégance d'apprendre lui-même aux journalistes. Ce sont de petits riens qui finissent tout de même par laisser révéler : « Arrêt de travail » à Bogatynia ; « beaucoup de tentatives de grève forcée », tentative d'incendie dans une usine électrique à Polonice ; boules pointues dans une entreprise de Poznan ; pneus d'autobus crevés à Wodzislaw ; pierres jetées contre un car de ramassage à Lublin ; sabotage de la chaîne et essais de manifestation aux usines automobiles F.S.O. dans la capitale ; banderoles sur le Palais de la culture de Varsovie, où un conducteur de tram a brusquement abandonné son véhicule, provoquant une grave embouteillage ; « beaucoup de tracts », dit-il encore.

Ce « bilan positif » va-t-il favoriser une levée de l'état de guerre ? Réponse : « Certainement (...). On peut avoir l'espoir qu'il sera, conformément aux déclarations du général Jaruzelski, possible de le lever avant la fin de l'année si les conditions sociales et économiques sont favorables. Peut-on demander le correspondant des Izvestia, définir les résultats de la journée d'aujourd'hui comme une pleine défaite des forces extrémistes de la clandestinité ? ». Oui, répond M. Urban, après un long développement où l'on sent nature des réserves, et il conclut ainsi : « Cela donne de bons espoirs pour l'avenir que nos adversaires ne réussissent pas à déstabiliser la Pologne. Mais (il marque un temps d'arrêt), je ne peux me prononcer que pour la journée d'aujourd'hui. »

BERNARD GUETTA.

Grande-Bretagne

Pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. Geoffrey Prime a été condamné à trente-huit ans de prison

De notre correspondant

Londres. - Tous les bons auteurs de romans d'espionnage le savent, les agents secrets les plus efficaces doivent mener une vie apparemment normale pour passer inaperçus dans les grilles de leurs contemporains. C'est pour ne pas avoir respecté cette règle que Geoffrey Prime s'est fait prendre. Il s'était sorti sans problème de deux enquêtes de routine, mais c'est son penchant pour les petites filles qui a permis de le démasquer comme espion soviétique de haute volée.

Prime a été condamné, le mercredi 10 novembre, à trente-huit ans de réclusion par le tribunal de l'Old Bailey, trente-cinq ans pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. et trois ans pour attentat à la pudeur.

L'importance des renseignements fournis par Prime n'est pas clairement établie. Le président a indiqué que la « trahison de Prime a causé des dommages exceptionnels à la Grande-Bretagne, ses alliés et ses amis », mais il a ajouté qu'aucune preuve n'avait été donnée que Prime aurait passé des informations sur l'armement nucléaire occidental. Toutefois, selon des sources américaines, les dégâts seraient les plus sérieux depuis la défection de Philby il y a vingt ans.

Dans les années 60, Geoffrey Arthur Prime sert à Berlin dans la Royal Air Force. L'étude du russe le pousse à s'intéresser à l'U.R.S.S. pour laquelle il éprouvera une véritable fascination. A un point de passage entre les deux secteurs de l'ancienne capitale allemande, il fait des offres de service à un officier soviétique. Quelques jours plus tard, il a son premier contact, dans une gare, avec Igor et Valia, deux agents du K.G.B. Il commence par donner des renseignements sur la disposition des effectifs occidentaux à Berlin.

En 1968 il entre au centre de communications de Cheltenham, un

Albanie

UN AN APRÈS LE SUICIDE DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

M. Enver Hodja accuse Mehmet Shehu d'avoir été un agent des services secrets américains, yougoslaves et soviétiques

Correspondance

Vienne. - Le premier secrétaire du Parti du travail albanais, M. Enver Hodja, a, dans un discours prononcé mercredi 10 novembre à Tirana, accusé la Yougoslavie d'avoir organisé le tentative de débarquement sur le littoral albanais du 25 septembre. D'autre part, selon le numéro un albanais, l'ancien premier ministre, Mehmet Shehu, qui se serait suicidé en décembre 1981, aurait été successivement un « agent » de la C.I.A., des services secrets yougoslaves et du K.G.B.

M. Hodja, qui a pris la parole dans une assemblée électorale (les élections à l'assemblée du peuple auront lieu le 21 novembre), a affirmé que « des documents ont été découverts, qui prouvent que Mehmet Shehu avait déjà travaillé pour les services secrets américains avant la deuxième guerre mondiale ». Pendant la guerre, et après la libération de l'Albanie, Mehmet Shehu aurait poursuivi ses activités « à la solde de l'étranger ». Il aurait été, selon M. Hodja, recruté ensuite par les services secrets yougoslaves et plus tard par le K.G.B.

L'objectif de Mehmet Shehu et « du groupe de comploteurs coopérant avec lui », aurait été « de détruire le parti communiste et l'Etat albanais, et de mettre l'Albanie sous domination de l'étranger ». Pour appliquer « les plans subversifs établis par leurs patrons à Washington, Belgrade et ailleurs », Mehmet Shehu et son groupe avaient encore, selon M. Hodja, reçu l'ordre de « le tuer, lui-même et d'autres leaders du parti ». Ils ne pouvaient cependant exécuter leurs intentions criminelles « par peur du peuple et du parti qui les auraient immédiatement démasqués ». Il ne

restait donc à Mehmet Shehu d'autre solution que la « voie honteuse », a déclaré M. Hodja.

Le débarquement du 25 septembre

Le suicide de l'ancien chef du gouvernement albanais avait été annoncé le 18 décembre 1981 par Radio-Tirana. Le communiqué officiel publié à ce sujet faisait état d'une dépression nerveuse. Dans les milieux diplomatiques de Tirana, on n'exclut pas, cependant, à l'époque, que Mehmet Shehu ait été poussé au suicide à la suite d'un sérieux désaccord au sein du parti communiste albanais sur une éventuelle « ouverture », notamment d'ordre économique, du pays vers l'Occident.

Dans ce même discours, M. Hodja accuse la Yougoslavie d'avoir organisé le débarquement du 25 septembre dernier sur la côte albanaise d'un « gang de criminels » dirigé par un certain Xhevdet Mustafa. « Nous avons la preuve que ce gang avait été envoyé par les titistes yougoslaves », a dit M. Hodja, mais nous l'avons arrêté sans pitié avant de lui donner le temps de respirer ou de voir le soleil se lever sur l'Albanie. » M. Hodja affirme « qu'au moment approprié le monde apprendra les détails de cette affaire ».

En septembre, un communiqué officiel imputait « aux milieux de l'émigration albanaise », la responsabilité de la tentative de débarquement.

M. Hodja regrette qu'« un pays ami de l'Albanie héberge Leka Zogu, trafiquant d'armes et leader de ce groupe criminel de terroristes et l'autorise même à donner des interviews à la presse ». A Paris, le prétendant au trône d'Albanie, Leka I, fils de l'ex-roi Zog d'Albanie, avait en effet affirmé dans une interview à France-Soir qu'il connaissait Xhevdet Mustafa, un responsable de l'armée nationale de libération de l'Albanie.

D'autre part, M. Hodja a une fois encore dénoncé la politique de Belgrade au sujet de la minorité albanaise du Kosovo, provinces autonome de Serbie. Il dénonce les « persécutions dont sont victimes les membres des minorités albanaises du Kosovo » et réclame le respect des droits de la minorité.

Pour compléter son acte d'accusation contre les ennemis extérieurs de l'Albanie, M. Hodja va jusqu'à soupçonner les « révisionnistes belgrado-russes amis des Grands Serbes de vouloir attaquer l'Albanie pour occuper la partie albanaise de la côte adriatique ».

Ce discours violent pourrait être une mise en garde à tous les partis au sein du P.C. albanais d'une politique d'ouverture.

DANIEL VERNET.

Il a fait tout seul la grève générale

Varsovie (A.F.P.). - Le préposé à la chaudière d'un sanatorium de la localité de Gieradow, au sud-ouest de la Pologne, a fait mercredi 10 novembre, la grève générale tout seul.

Selon l'Agence polonaise de presse PAP, le préposé, répondant à l'appel des dirigeants clandestins de Solidarité, a éteint la chaudière de l'établissement et s'est ensuite enfermé dans la chaudière, après avoir accroché à la porte une inscription : « Grève générale ».

Le préposé n'a repris le travail que lorsque la direction l'eut menacé de le remettre aux mains des pensionnaires frigorifiés.

Un cas analogue a eu lieu mercredi à Varsovie, où, selon le porte-parole du gouvernement, un conducteur de tramway a subitement quitté son véhicule en plein trafic, provoquant un immense embouteillage dans l'une des principales artères de la capitale.

La télévision polonaise a annoncé mercredi soir l'arrestation d'un « espion américain ». M. Roman Laba, boursier de l'Institut de sociologie et de philosophie de l'université de Varsovie. Selon la télévision, M. Laba entretenait des rapports étroits avec les mouvements dissidents KOR (Comité d'autodéfense des citoyens), ROPCIO (Comité pour la défense des droits de l'homme) et avec « l'alle extrémiste » de Solidarité. La télévision n'a pas précisé la date de son interrogatoire. A l'ambassade des Etats-Unis à Varsovie, on a déclaré ne pas connaître M. Laba. (A.F.P.)

Gabon

PROCES D'OPPOSANTS. - Le procès d'une quarantaine d'opposants s'est ouvert mercredi 10 novembre à Libreville devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les débats ont cependant été rapidement interrompus et repoussés au 17 novembre, les avocats de la défense, commis d'office peu avant l'ouverture du procès, ayant réclamé à la cour un délai supplémentaire pour l'étude des dossiers. Accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, les inculpés se réclament du mouvement de redressement national (Morena), qui s'était distingué ces derniers mois par la diffusion sur le territoire gabonais de tracts hostiles au président Bongo. (A.F.P.)

Nigeria

BILAN DES EMEUTES RELIGIEUSES. - 206 personnes ont trouvé la mort (188 civils et 18 policiers), et 635 personnes ont été arrêtées, au cours des émeutes dans le nord du Nigeria, du 26 au 30 octobre. (Le Monde du 2 novembre). Selon un communiqué officiel publié, mercredi 10 novembre, à Lagos. Les émeutes de Maiduguri (nord-est du pays), capitale de l'état du Borno, au cours desquelles des adeptes de la secte de maïtatsine se sont affrontés pendant quarante-huit heures, à la population et à la police, ont notamment provoqué la mort de 133 civils et de 16 policiers. La police a arrêté 411 personnes. (A.F.P.)

du soleil, une mer bleue, des sites admirables... la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !

Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur !

Office National du Tourisme Tunisien - 32 av. de l'Opéra - 75002 Paris - Tel. 742.72.67 - à Lyon: 12 rue de Saxe - Tel. (7) 852.35.86

**TENNIS**

• Entraînements tous les jours, tous niveaux, tous terrains.

• 6 courts couverts aux portes de Paris.

**Tél. 345.22.20**

**PROTENNIS**

21 Bd Poincaré - 75012 PARIS

ProtENNIS joue avec adidas



# PROCHE-ORIENT

### De notre correspondant

(1) Editions Robert Laffont, 1982  
(le Monde du 16 avril).

هكذا من الاول

## La polit

[illegible]



LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les communistes acceptent d'examiner la situation ville par ville

Les délégations du parti socialiste et du parti communiste, qui se sont rencontrées pendant plus de quatre heures, mercredi 10 novembre, au siège du P.S., ont décidé de créer un groupe de travail pour examiner, ville par ville, les problèmes posés par la composition des listes de gauche en vue des élections municipales de mars 1983.

Ce groupe de travail, composé de MM. Marcel Debarge et Jean Popereau, membres du secrétariat national du P.S., de M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, et de M<sup>me</sup> Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., doit se réunir la semaine prochaine, vraisemblablement le 16 novembre. Les socialistes comptent que ce groupe aura deux ou trois séances de travail avant la réunion de leur comité directeur, les 20 et 21 novembre.

La création de ce groupe de travail a été proposée aux communistes par M. Lionel Jospin, dans la déclaration qu'il a faite en ouverture de la discussion. Dans sa réponse, M. Georges Marchais a plaidé pour la reconstitution des maires sortants dans les villes gérées par la gauche, tandis que le premier secrétaire du P.S., tout en admettant de tenir compte des données locales, a souligné qu'il ne peut être question d'ignorer les résultats des élections présidentielle et législatives de l'an dernier.

La délégation communiste s'est employée à obtenir de ses interlocuteurs un pas dans le sens de l'acceptation du principe de la reconstitution des maires. La discussion s'est prolongée sur cette ques-

tion, dans un bon climat, sans donner lieu à un débat sur la situation politique générale. Finalement, après une interruption de séance de plus de trois quarts d'heure, les communistes ont accepté la création d'un groupe de travail, sans que soit tranchée l'opposition de principe entre les deux arguments.

Il s'agit de savoir, maintenant, si cette solution est destinée, aux yeux des communistes, à faire avancer les choses ou bien, au contraire, à prolonger le blocage général des négociations locales. M. Laurent, après la conférence de presse au cours de laquelle M. Debarge et lui-même avaient brièvement commenté la déclaration commune des deux partis, semblait moins soucieux que les socialistes d'aboutir avant la fin de l'année.

L'argument principal des communistes est que le changement de candidat à la mairie, dans les villes qu'ils dirigent et où le P.S. les avait devancés l'an dernier, aurait pour effet de démolir leur électorat. C'est un argument auquel certains dirigeants socialistes, considérant l'état de l'opinion de gauche vis-à-vis de la politique gouvernementale, ne sont pas insensibles. Ceux-ci estiment en tout cas que le P.S. ne doit revendiquer la tête de la liste de gauche que là où les résultats électoraux sont clairement en sa faveur. Ils ne pourront faire prévaloir ce point de vue au sein de leur parti que si les discussions du groupe de travail font apparaître que les communistes ne sont pas, eux non plus, figés sur leur position.

PATRICK JARREAU.

M. JOSPIN : respecter les changements enregistrés par le vote populaire

M. Lionel Jospin a ouvert la discussion entre les délégations du P.S. et du P.C.F. par un propos liminaire. Le premier secrétaire du P.S. a notamment déclaré :

« Nous sommes à quatre mois des élections municipales et il nous semble difficile de rester beaucoup plus longtemps dans l'expectative. [...] Nul doute, comme vous l'avez déclaré vous-mêmes, que la droite va aborder [ces élections] avec un esprit de revanche et qu'elle s'efforcera, dépassant l'addition des enjeux locaux, d'en faire un test national contre le gouvernement d'union de la gauche et sa politique. Nous ne devons en rien — et je pense que vous en conviendrez — lui faciliter les choses. Cela suppose de ne pas laisser la droite prendre trop d'avance dans la constitution des listes d'opposition et de ne pas lui laisser le privilège de la dynamique de l'union. Ce qui veut dire, pour nous, que nous devrions, maintenant, arriver rapidement à un accord.

« Un tel pas en avant est d'autant plus nécessaire que la situation est difficile. L'approfondissement spectaculaire de la crise mondiale, les risques de dérapage économique (heureusement conjurés), ont amené le gouvernement de la gauche à prendre des mesures de redressement, selon nous équitables, mais exigeantes.

« Dans ce contexte, des discussions qui avanceraient rapidement entre nous, des accords par ville qui se concluraient par dizaines ou par centaines et seraient entrainés par nos fédérations et par nos directions nationales, créeraient un climat favorable. Ils provoqueraient la mobilisation et la confiance, et nous donneraient plus de chance pour les élections municipales. Cela serait, en tout cas, conforme à l'accord de gouvernement signé le 23 juin 1981 entre nos deux partis et qui prévoyait que nos deux formations étaient décidées à promouvoir la politique nouvelle choisie par les Français et les Françaises en élistant François Mitterrand à la présidence de la République » et qu'elles le feraient à l'Assemblée nationale, au gouvernement, dans les entreprises, dans les assemblées locales et régionales.

« Au contraire, des atermoiements, des lenteurs excessives, pire, des désaccords publics ou des disputes trop longtemps prolongées pourraient désorienter nos électeurs et, en tout cas, n'aident pas notre gouvernement dans sa tâche. Il est normal que chacun de nos partis ait le souci de ses intérêts légitimes. Mais nous devons penser à notre responsabilité commune depuis le 10 mai.

« Vous affirmez, a déclaré le premier secrétaire du P.S., que la seule voie est de reconduire, à gauche, les maires élus il y a six ans, sans accepter, donc, de prendre en compte les évolutions très importantes qu'a provoquées, tous particulièrement en 1981 et 1982, le suffrage universel. Vous semblez bien, même, étendre ce raisonnement à la constitution des listes, si j'en juge par la déclaration que vient d'adopter votre comité central et si j'interprète exactement les positions défendues par vos représentants dans les négociations locales. Une telle attitude a, d'ailleurs, conduit à un blocage presque partout.

« En disant cela, je passe sur les arguments politiques parfois invoqués par certains d'entre vous. Ce n'est pas sans surprise, en effet, que nous avons entendu évoquer le résultat des élections de mai et juin 1981 comme ayant un « caractère exceptionnel ». Est-ce vraiment exceptionnel ? le processus qui conduit à la défaite de la droite, à la victoire de la gauche, à l'élection d'un président socialiste et à l'entrée, pour la première fois depuis 1947, de ministres communistes au gouvernement ? Je ne peux le croire.

« Nous pensons, au contraire, qu'il est indispensable — pour des raisons de principe (seul le suffrage universel peut évaluer des positions et des revendications qui, sinon, risqueraient d'être purement subjectives, voire arbitraires) et pour des

raisons d'efficacité politique (les Français et particulièrement les électeurs de gauche ne comprendraient pas que les formations politiques qui se réclament d'eux ne prennent pas en compte les choix qu'ils ont clairement affirmés) — de respecter les changements enregistrés par le vote populaire. C'est une position constamment affirmée par les partis démocratiques, notamment par le nôtre en 1971 et en 1977. Et avouez qu'il serait paradoxal de refuser à la gauche et à ses partis le jeu de la proportionnelle, au moment même où nous l'instituons pour tous, et donc, aussi, pour les partis de droite ! »

M. Jospin a réaffirmé que les socialistes sont « prêts à tenir compte, aussi, d'un certain nombre de réalités locales et des gestions communes », et, notamment, de ce que les communistes appellent le « crédi personnel du maire ». « En fait, nous sommes prêts à discuter, a-t-il dit, j'ai à l'esprit la déclaration du comité central du P.C.F., qui rappelle que, dans quelques cas, le parti communiste a accepté, en 1971 et en 1977, que le parti socialiste garde la tête de liste dans certaines mairies où le suffrage universel avait placé en tête le parti communiste. J'ai apprécié cette déclaration, parce qu'elle n'est pas dogmatique, dans son appel de votre attitude en 1971 et 1977, de l'esprit qui est celui des socialistes à la veille des élections municipales de 1983. Et peut-être offre-t-elle, donc, une base de discussion. »

Le premier secrétaire a proposé qu'un « groupe de travail » soit mis en place, pour examiner les cas où : la répartition des sièges entre [les] deux formations est difficile à établir. « Pour sa part, a ajouté M. Jospin, le parti socialiste réunit son comité directeur les 20 et 21 novembre prochain. Nous devrions, en mesure, à ce moment-là, de faire le bilan et de prendre les décisions nécessaires. Cette date est, pour nous, importante, puisque, en raison

des fêtes de fin d'année, il ne nous restera plus que trois mois utiles avant l'échéance des municipales. A ce moment-là, il sera indispensable à nos candidats, à nos responsables et à nos militants d'être en mesure de mener campagne. »

Le premier secrétaire du P.S. a déclaré en conclusion : « Je ne veux pas douter que, d'ici là, nous aurons beaucoup avancé sur la voie d'un accord général entre nous. Il devrait nous permettre d'aborder ensemble le premier tour des élections municipales. Si ce n'était pas le cas, le premier tour ne pourrait que servir à nous départager, avant de mener en commun la bataille du second tour. [...] Il est clair que, dans notre esprit, il est préférable de faire dès l'abord ce que l'on devra, de toute façon, faire ensuite. Mais nous nous adaptons aux circonstances. »

« Les accords doivent être conclus dans les meilleurs délais » souligne la déclaration commune

Les délégations ont adopté la déclaration commune suivante :

Les élections municipales de mars 1983 seront un moment important de la vie démocratique de notre pays. Grâce à la gauche, les minorités seront désormais prises en compte dans les conseils municipaux et, par la décentralisation, les responsabilités des conseils municipaux et des maires sont élargies.

Ceux qui ont fait ces réformes sont les mieux qualifiés pour les appliquer ; en confiant aux forces de gauche la responsabilité de très nombreuses communes, les citoyens donneront plus de moyens à la démocratie en ce pays, d'autant plus que le bilan d'activité de la gauche dans les communes est incontestablement positif.

La droite n'a d'autre programme que de chercher une revanche, de remettre en cause les grandes ré-

formes actuellement accomplies par la majorité nouvelle. Cette prétention sera mise en échec : pour cela, toutes les forces populaires, toutes les forces de changement doivent se rassembler.

A l'issue de leur nouvelle rencontre du 10 novembre, les deux délégations du P.S. et du P.C.F., conduites par MM. Lionel Jospin et Georges Marchais, ont constaté que les discussions sont engagées dans les localités et les départements. Elles doivent se poursuivre dans un climat unitaire, avec partout la volonté d'aboutir.

Afin de favoriser la conclusion, dans les meilleurs délais, de ces accords, les deux délégations décident de constituer, au plan national, un groupe de travail commun aux deux partis. Ce groupe de travail se réunira dès la semaine prochaine.

La politique salariale et sociale du gouvernement inquiète certains socialistes

Le comité directeur du P.S., qui se réunit les 20 et 21 novembre à Paris, ne sera pas seulement consacré à la préparation des élections municipales, contrairement à ce qui était prévu, mais aussi à un débat sur la

politique économique et sociale du gouvernement. Ainsi en ont décidé le bureau exécutif et le secrétariat national du P.S. réunis conjointement mercredi 10 novembre.

lon lui, à « rester à la maison » lors des prochaines consultations électorales.

M. Debarge, qui considère que les petits et moyens salaires ne peuvent pas être touchés plus qu'ils ne le sont, a cependant pris acte, comme ses amis, des déclarations faites par M. Pierre Mauroy, mercredi devant l'Assemblée nationale, selon lesquelles le « léger retard » de la hausse du pouvoir d'achat du SMIC — qui ne lui paraît pas « anormal » — serait rattrapé en 1983. (Lire page 18.)

Soupçons sur M. Joxe

Il reste que les déclarations des uns et des autres — du moins celles qui ont été formulées en public — laissent des traces, notamment celles de M. Laignel. En s'étonnant, lundi 8 novembre à Marseille, du « timoré » provoqué par les déclarations de M. Mauroy sur la politique économique et sociale du gouvernement, M. Mitterrand ne s'adressait pas seulement au patronat, mais aussi à certains socialistes. M. Lionel Jospin, premier secrétaire, a renouvelé devant le bureau exécutif sa condamnation de l'initiative prise par M. Laignel. Elle lui semble inopportune, et il souhaite que de tels débats ne soient pas étalés sur la place publique. M. Laignel ne participait pas à cette réunion. Les amis de M. Mauroy ont été, comme cela s'était déjà produit mardi 9 novembre devant le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, les plus sévères à son égard.

Mardi, devant le groupe, M. Arthur Notebaert, député du Nord, avait, en vain, demandé qu'une sanction soit prise à l'encontre de

M. Laignel. Mercredi, devant le bureau exécutif, M. Roger Fajardie, membre du secrétariat national et proche du premier ministre, a jugé dangereux de contester l'action de M. Mauroy au moment où il fait face aux mécontentements du patronat et des syndicats. M. Fajardie se refuse à considérer la déclaration de M. Laignel comme un simple « faux pas » et s'inquiète d'une certaine obstination, dans l'entourage de M. Joxe (dont M. Laignel fait partie), à semer d'embûches la route du premier ministre. « Ce n'était pas la peine d'oublier les clivages du congrès de Metz pour en susciter de nouveaux (1). Trop, c'est trop », a-t-il dit.

Les amis de M. Mauroy ne sont pas seuls à soupçonner M. Pierre Joxe de s'être engagé délibérément dans une opération de positionnement à deux niveaux : la préparation du congrès du P.S., qui aura lieu à l'automne 1983, et la succession de M. Pierre Mauroy à la tête du gouvernement.

MM. Joxe et Laignel contestent bien entendu cette analyse. Le second s'irrite des accusations selon lesquelles il « roulerait » systématiquement pour le compte du premier. Celui qui l'on appelle méchamment depuis longtemps, dans l'entourage de M. François Mitterrand, le « Joxe terrier », en plaisantant tout de même. Il a proposé au président du groupe socialiste de publier un communiqué commun, ainsi rédigé : « Aucun de nous deux n'est responsable des dettes de l'autre. »

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) A l'issue de ce congrès, réunis en avril 1979, les courants Mauroy et Rocard forment la minorité du parti.

ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Pascal Copeau est mort

Notre confrère Pascal Copeau a trouvé la mort dans un accident de la route, le 9 novembre, à Foully-en-Auxois. Ses obsèques auront lieu, le 15 novembre à 14 h 30, à Pernand-Vergelesse (Côte-d'Or).

Pascal Copeau était né à Paris le 23 octobre 1908. Fils de l'écrivain et comédien Jacques Copeau, fondateur du Vieux-Colombier, cofondateur de la Nouvelle Revue française (N.R.F.), il avait débüté comme journaliste au Petit Journal et aux Nouvelles Littéraires, dont il fut le correspondant à Berlin de 1933 à 1936.

De 1936 à 1939, il occupa le poste de rédacteur en chef du journal Lu et en même temps celui de directeur des émissions radiophoniques en langue allemande à la Radio nationale. Dès 1935, il avait eu l'idée de créer à la radio française un service destiné à répondre à la propagande nazie de Paul Ferdonnet, le « traître de Stuttgart ».

Après l'armistice de 1940, il commença une action de résistance, emprisonné à Pau, s'évada et, à partir de mai 1941, collabora au mouvement Libération-Sud et au journal clandestin Libération. Il est membre du comité directeur des mouvements unis de résistance, du Conseil national de la résistance. En 1944, il entre au bureau permanent du Conseil national de la résis-

tance. De mai à août 1944, il est chargé, avec le colonel Fouché, de l'exécution du M.L.N. pour la zone sud.

Membre de l'Assemblée consultative provisoire en novembre 1944, soutenu par le P.C., Pascal Copeau est élu député de la Haute-Saône le 21 octobre 1945. Il siège dans les deux Assemblées constituantes au groupe de l'Union républicaine et résistante, appartenant au groupe communiste. Fin 1946, il cesse toute activité politique pour se consacrer au journalisme. Il collabore au Journal parlé de la Radiodiffusion française et dirige au Maroc les services d'émissions de langue française. Puis, de retour en France, il est nommé, en 1966, député à la délégation régionale Bourgogne-Franche-Comté de l'O.R.T.F.

En avril 1970, Pascal Copeau est chargé d'une mission itinérante pour l'établissement des programmes régionaux de la troisième chaîne. Quand, en 1977, Henri Frenay, fondateur de Combat, accuse Jean Moulin (dans son livre l'Enigme Jean Moulin) d'avoir été un « homme du parti communiste », Pascal Copeau rectifie : « Ce n'est pas lui qui a été le compagnon de route ; c'est lui qui a amené les communistes à être les compagnons de route du gaullisme. » (Le Monde du 13 octobre 1977.)



# POLITIQUE

## LA DISCUSSION DU BUDGET DE L'INTÉRIEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**M. DEFFERRE : assurer la sécurité des Français et accompagner financièrement la décentralisation**

L'Assemblée nationale a adopté mercredi 10 novembre les crédits du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation.

M. Laignel (P.S., Indre), rapporteur de la commission des finances, estime que la dotation pour 1983 forme « globalement un bon budget ». Il a souhaité, toutefois, que soit réduit le décalage de deux ans qui existe actuellement entre l'acquisition par les collectivités locales de la T.V.A. sur les dépenses d'équipement et le remboursement de cette taxe par l'intermédiaire du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A.).

Rapporteur au nom de la commission des lois sur la sécurité, M. Delanoë (P.S., Paris), appelle de ses vœux la préparation d'une loi-programme sur la police afin que soient mieux définies les missions et les moyens de ce corps.

Intervenant dans la discussion générale, M. de Hauteclocque (R.P.R., Paris) regrette que, dans un climat d'insécurité, on fasse douter les policiers de leur mission, et ajoute : on les a démotivés et démotivés... pour éviter une grave dégradation de ce corps d'Etat, qui pourrait constituer un danger pour notre démocratie, il faut prendre d'urgence des décisions courageuses. Malheureusement, votre budget n'en fait aucune, malgré les promesses électorales.

M. Boyer (N.I., Indre-et-Loire) indique qu'il votera le budget de l'Intérieur et de la décentralisation qu'il juge « encourageant ».

M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, déclare que le budget de son département s'inscrit dans la ligne du précédent, à savoir : « assurer la sécurité des Français et accompagner financièrement la décentralisation ».

Sur ce dernier point, il note que le budget 1983 comporte la création d'une dotation globale d'équipement (D.G.E.) qui regroupera, à terme, l'ensemble des subventions d'investissement aux collectivités locales.

## Le moral des troupes

M. Gaston Defferre a le succès modeste. Il ne connaît pas de « budget parfait », celui-ci n'est d'ailleurs pas un « budget idéal », il dira simplement que c'est un « bon budget ». Modeste, car il sait la partie facile. C'est peu de dire que ce budget-là, celui du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation et plus particulièrement de la police nationale qui en couvre près de la moitié, ne fut guère éreinté, lors de sa discussion, mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale.

Ce fut la paix des urnes : quel député oserait, à quelques mois d'une échéance électorale, critiquer vertement l'effort gouvernemental en faveur de la police et de la sécurité ? Qui le nierait d'ailleurs, une rallonge était même annoncée en séance par M. Joseph Franchesi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique : deux mille trois cents emplois créés - au lieu des mille huit cent quatre-vingts prévus au projet de budget - dont mille huit cent trente-sept pour les personnels actifs, avec, en particulier, un effort pour les inspecteurs en civil.

Bravo ! Ce fut, bien sûr, dit dans la majorité. M. Philippe Marchand, député (P.S.) de Charente-Maritime, salua cet effort de dix-huit mois, supérieur à celui de dix-huit années précédentes. Mais l'approbation vient aussi de l'opposition : un « budget encourageant » qu'il soutiendra par son vote, dit M. Jean Royer, député (non-inscrit) d'Indre-et-Loire, et maire de Tours ; « des mesures qui vont dans le bon sens », selon M. Emmanuel Aubert, député (R.P.R.) des Alpes-Maritimes. Et ce dernier ajouta qu'en la matière, « au fond, il n'y a pas une grande différence de discours entre l'opposition et la majorité ».

Or ce compliment n'interrompt pas la nature du succès d'estime de MM. Defferre et Franchesi : en quoi la gauche est-elle porteuse de valeurs spécifiques dans ce domaine de l'ordre public ? Question que soulève aussi bien le débat budgétaire que les décisions en matière de lutte antiterroriste ou de droit d'asile. Entre cette gauche qui di-

sait, hier, nous ferons la police « autrement » et cette majorité qui dit, aujourd'hui, nous la faisons « mieux », on a plus grand nombre et avec plus d'efficacité, l'usage du pouvoir et l'air du temps se sont glissés.

L'évolution est aussi un calcul : cette police, que l'on sait tenue en quelque mesure à l'écart pour son discipline, il faut la rassurer. M. Franchesi est pressé au moral des troupes, ce qui lui convient bien. Qui nierait l'urgence de mesures sociales, longtemps attendues et cette fois obtenues par les policiers, notamment en matière de retraite ? Cependant ce calcul est peut-être sélectif.

## Une autre attente

Croire que l'on peut acheter la patience des gardiens de la paix par des mesures matérielles, n'est-ce pas sous-estimer leur propre attente qualitative, en matière d'organisation du service, de concertation dans le travail, de pesanteurs hiérarchiques ? Et reporter sans cesse des transformations de structure à une loi-programme - dont le principe est accepté par M. Defferre, mais dont l'échéance n'est pas fixée - n'est-ce pas prendre le risque de la paralysie ou, pis, de l'affrontement ? Car la police nationale, dont M. Franchesi voudrait réconcilier les différents corps, reste profondément divisée par un jeu complexe de corporatismes, de rivalités de services et de catégories. Entre un gardien de la paix et un commissaire chef de service, il y a sept niveaux hiérarchiques, notait récemment, un syndicaliste devant la commission des lois.

Dans ce dédale, transformer et rénover ne peut se faire sans bousculer des habitudes et des prérogatives : la volonté démocratique, qui prétend-on, n'est pas abandonnée, supposerait de refuser parfois le consensus et d'assumer les risques d'un mécontentement. C'est cette volonté politique que l'on n'a pas sentie, ce mercredi, dans l'hémicycle.

EDWY PLENEL

## LES ACTIVITÉS DE M. GISCARD D'ESTAING

### L'obligation de réserve s'impose-t-elle à l'ancien président de la République ?

« Si des textes mettent en cause les institutions de la République, et notamment celles qui concernent son unité, j'irai siéger au Conseil constitutionnel », a déclaré M. Giscard d'Estaing, mardi 9 novembre, à Obernai (Bas-Rhin). « Je suivrai la règle du conseil qui impose l'obligation de réserve et je n'abandonnerai de toute déclaration publique sur le contenu de ses délibérations. Ma décision sera prise en fonction de la saisine du Conseil constitutionnel », a ajouté l'ancien président de la République. Il a précisé, mercredi 10 novembre, qu'il pouvait siéger au Conseil à l'occasion de l'examen, par la haute juridiction, du nouveau statut des départements d'outre-mer qui, selon lui, pourrait mettre en cause l'intégrité du territoire et l'unité de la République.

Cette déclaration du président de la République qui, selon l'article 56 de la Constitution (1), est membre de droit du Conseil constitutionnel, révèle une polémique qui avait éclaté à deux reprises en 1981. Tout d'abord après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, la question avait été posée de savoir si M. Giscard d'Estaing pouvait siéger au Conseil et poursuivre en même temps une activité politique (le Monde du 12 mai 1981).

En décembre 1981, on prêtait l'intention à M. Giscard d'Estaing de siéger au Conseil lorsque celui-ci aurait à se prononcer sur le projet de loi relatif aux nationalisations. L'ancien président de la République avait fait savoir (le Monde du 17 décembre) que, étant juge et partie, il renonçait à participer aux travaux de l'Assemblée du Palais-Royal.

Plusieurs professeurs de droit constitutionnel se sont prononcés sur cette question. M. Maurice Duverger considère que M. Giscard d'Estaing « a le droit de choisir les moments où il va siéger. Soit il ne siège pas du tout, comme le général de Gaulle, soit il siège tout le temps. Sinon, en choisissant, il va politiser les jugements sur les questions qu'il va choisir », a rappelé M. Duverger, mardi 9 novembre, à TF1 (2).

La difficulté de ce débat tient au fait que l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ne contient aucune disposition particulière concernant les membres de droit « à vie », c'est-à-dire les anciens présidents de la République.

Un ancien président de la République ne prête pas serment devant le président de la République et n'est donc pas soumis à l'obligation de réserve prévue à l'article 3 de la loi organique, qui prévoit que les membres nommés jurent d'exercer leurs fonctions « en toute impartialité (...), de garder le secret des délibérations et des votes et de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil ». L'article 4 prévoit, d'autre part, que « les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement ou du Parlement ou du Conseil économique et social ».

Dans le Monde du 14 mai 1981, M. François Luchaire, professeur à Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel, écrivait : « La sanction de ces obligations, c'est la démission d'office constatée par le Conseil constitutionnel lui-même (article 10 de l'ordonnance) ; or cette sanction est inapplicable à un ancien président de la République, qui ne peut ni démissionner ni être démissionné de sa qualité de membre du Conseil. Il s'agit donc d'obligations sans sanction ou, si l'on veut, qui ne trouvent de sanction que dans la conscience de l'intéressé ou dans l'opinion publique ».

La déclaration qu'a faite le 9 novembre M. Giscard d'Estaing respecte-t-elle l'esprit des textes constitutionnels ? On peut à cet égard rappeler que M. Mitterrand avait souligné, le 4 novembre 1981, que les membres du Conseil « ne peuvent pas prendre part à des controverses politiques ». Le président de la République avait fait cette mise au point après la mise en cause du président du Conseil constitutionnel, M. Roger Frey, par un député socialiste, M. Berson (le Monde du 5 novembre 1981).

D'autre part, l'article 7 de la loi organique stipule que les obligations (3) imposées aux membres du Conseil « doivent notamment comprendre l'interdiction, pour les membres du Conseil constitutionnel, pendant la durée de leurs fonctions, de prendre aucune position publique sur les questions ayant fait ou susceptible de faire l'objet de décisions de la part du Conseil ».

ou de consulter sur les mêmes questions ». Enfin, l'article 10 de la loi organique, auquel fait référence M. Luchaire, prévoit la démission d'office de « celui de ses membres » qui aurait exercé une activité ou accepté une fonction ou un mandat électif incompatible avec sa fonction. Des lors, plusieurs questions continuent de se poser : M. Giscard d'Estaing est-il ou non soumis à l'obligation de réserve qui s'impose aux membres (donc à tous les membres) du Conseil ?

En déclarant qu'il siégera au Conseil si des textes mettent en cause les institutions de la République et en laissant entendre, par avance, que ce serait le cas du nouveau statut des départements d'outre-mer, M. Giscard d'Estaing n'est-il pas déjà juge et partie ? L'obligation de ne prendre « aucune position publique » sur des questions « susceptibles de faire l'objet de décisions » s'impose-t-elle ou non à lui ?

L. Z.

(1) L'article 56 de la Constitution dispose : « En sus des neuf membres (nommés) (...), font de droit partie de vie du Conseil constitutionnel les anciens présidents de la République ».

(2) Dans l'avis qui le ramenait, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 mai 1981, de Bordeaux à Paris, la veille du premier tour de l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing avait confié aux journalistes qu'il accompagnait que l'« on » pouvait parfaitement être membre de droit du Conseil constitutionnel, y siéger un temps, interrompre ses fonctions, par exemple pour briser un mandat électif, et, par la suite, ce mandat lui-même interrompu ou échu, reprendre des fonctions effectives dans cette instance.

(3) Le décret du 13 novembre 1959 sur les obligations « des membres du Conseil constitutionnel » prévoit que ceux-ci « ont pour obligation générale de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions » (article 1). L'article 5 prévoit que le Conseil apprécie, le cas échéant, si « l'un de ses membres » a manqué « aux obligations générales et particulières ». Pour l'application des dispositions de ce décret, le Conseil peut recourir à la procédure prévue à l'article 10 de l'ordonnance précitée.

## A la Réunion

### MANIFESTATION ET CONTRE-MANIFESTATION A L'OCCASION DE LA VENUE DE M. EMMAUILLI

(De notre correspondant) Saint-Denis-de-la-Réunion. — A l'occasion du voyage que doit effectuer dans l'île, du 12 au 15 novembre, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, deux manifestations sont prévues : l'une à l'initiative de l'opposition (elle doit se dérouler dans la principale artère de Saint-Denis), l'autre (à l'aéroport) en signe de protestation.

Les élus de l'opposition, majoritaires dans l'île, ont en effet décidé d'exprimer une nouvelle fois leur refus de la mise en place d'une assemblée unique élue à la proportionnelle et destinée à remplacer les actuels conseils général et régional. A l'initiative du maire de Saint-Denis et président du conseil général, M. Auguste Legros (R.P.R.), et du président du conseil régional et de l'association des maires de l'île, M. Yves Barau, une opération « île morte » a été décidée pour le 12 novembre, jour de l'arrivée du secrétaire d'Etat.

La plupart des mairies seront fermées, le ramassage scolaire et la préparation des repas dans les cantines ne seront pas assurés. Plusieurs maires ont décidé de mettre des autocars à la disposition de leurs administrés pour qu'ils se rendent à la manifestation qui doit se dérouler. Celle-ci doit permettre à l'opposition de donner un coup d'envoi solennel à sa campagne électorale régionale et municipale.

Les partis de gauche ont vigoureusement protesté contre ce qu'ils considèrent comme un « abus » et un « détournement » de pouvoir, invitant les parents d'élèves et le personnel communal à « protester sous toutes les formes et à refuser de se prêter à une manœuvre politique ». Les partis de gauche ont appelé les Réunionnais à « contre-manifester », en venant accueillir le secrétaire d'Etat à sa descente d'avion.

H. B.

## En Alsace, le « message d'espoir »

Des femmes au petit déjeuner, des élus locaux - R.P.R. et U.D.F. - au déjeuner, des agriculteurs ou des jeunes au goûter, les socialistes professionnels au dîner, quelques anciens combattants pour le 11 novembre, et du bouillabaisse. Tels ont été le programme et le menu de M. Giscard d'Estaing tout au long des trois journées qu'il a consacrées à l'Alsace mardi 9, mercredi 10 et jeudi 11 novembre.

Dans les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, l'ancien président de la République a voulu à la fois « remercier » ceux qui lui avaient manifesté leur soutien fidèle, « s'inspirer de l'état d'esprit et des préoccupations » de l'opinion publique, enrichir à son contact sa « réflexion pour l'avenir ».

Que ce soit à Obernai, Handschuenheim, Brumath, Strasbourg, Reichelsheim, Barr (Bas-Rhin), ou à Colmar et Eguisheim (Haut-Rhin), l'accueil a été chaleureux, et M. Giscard d'Estaing, très détendu et souriant, s'est souvenu avec un plaisir visible aux bords de foule.

Il n'y eut pas de grands discours politiques - ils sont réservés à la convention nationale des clubs Perspectives et Réalités le 14 novembre et au congrès de l'U.D.F. les 27 et 28 novembre - mais, par petites touches, il a donné des précisions sur le rôle qu'il entend jouer en « ex-président de la République », quelques jugements et un « message d'espoir » : « Il y aura à nouveau un avenir de progrès, d'influence, de rayonnement, de bonheur pour la France. Nous devons le préparer ensemble. Il ne peut se réduire à l'action d'une personne, fût-elle bonne », a-t-il dit.

## De notre envoyée spéciale

Colmar. — M. Valéry Giscard d'Estaing, à plusieurs reprises, a évoqué l'organisation locale de l'opération en une « majorité alsacienne » regroupant les élus R.P.R. et U.D.F., « dans le respect des sensibilités », pour la donner en modèle à l'opposition nationale qui, espère-t-il, aura l'occasion bientôt de « manifester son union ». Interrogé sur la possibilité d'une rencontre avec M. Chirac, il a répondu : « C'est une bonne idée ».

L'ancien président de la République a déploré que l'on oppose continuellement en France la droite et la gauche, en « exaltant la division ». « Si l'on parle de coupeure, a-t-il dit, c'est de celle qui existe entre le passé et l'avenir. Sur le passé, il n'est pas nécessaire de continuer à s'interroger. Cette tâche doit être confiée aux historiens. C'est l'avenir qu'il faut savoir préparer ». M. Giscard d'Estaing a affirmé : « Je ne souhaite pas exister en France dans une France divisée. J'ai été président de la République, je ne peux pas chercher la division ».

Si M. Giscard d'Estaing a refusé de parler d'un programme « Quand un couple s'engage sur l'avenir, ce n'est pas sur un programme », il a souligné, cependant, la nécessité de proposer un projet « porteur d'avenir », mais, a-t-il précisé : « Il ne faut rien dire qui ne puisse intéresser au moins 70 % des Français : quand on gouverne avec 51 %, on est pris à la gorge ».

L'ancien président de la République a estimé que l'opposition ne pouvait se contenter d'évoquer les problèmes économiques : « Elle doit s'interroger sur les choix de société ». L'enseignement et l'audiovisuel étant, selon lui, les sujets les plus « préoccupants ». Après avoir souhaité qu'il l'avenir la liberté de

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## LE JUGEANT INCONSTITUTIONNEL

### Le Sénat repousse le projet de décentralisation des DOM

Le Sénat a débattu, mercredi 10 novembre, en nouvelle lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire, du projet de loi portant adaptation de la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer.

En première lecture, les sénateurs, suivant leur rapporteur, M. Louis Virapoulle (Un. centr.), la Réunion, avait repoussé ce texte, qui, selon l'expression du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Emmanuelli, supprime « la dualité d'assemblées identiques », créant, outre-mer, pour le département et pour la région, une assemblée unique élue au scrutin proportionnel.

Le Sénat, une nouvelle fois, a repoussé le projet en votant, par 196 voix contre 105 (19 sénateurs, M.R.G.), une motion d'ordre, P.S., M.R.G.). « Votre texte, a déclaré en substance le rapporteur, est manifestement inconstitutionnel. Il crée une entité bizarre, le département-région ; il institue pour les DOM un mode de scrutin spécifique ; il dissout des assemblées qui viennent d'être élues ; il prend adapter des lois métropolitaines (qui n'existent pas encore) à des situations particulières, alors qu'aux termes de la Constitution de 1958 ces lois s'appliquent aux DOM de plein droit ».

Au secrétaire d'Etat, qui justifie cette réforme juridique par l'existence d'une situation géographique particulière, M. Virapoulle répond en affirmant que la Constitution exige qu'il existe un lien direct de cause à effet entre la situation géographique et l'adaptation juridique.

Le Conseil constitutionnel, estime-t-il, est qualifié pour vérifier l'existence de ce « lien direct ». « Le gouvernement, conclut-il, s'est placé délibérément en dehors de la Constitution. (...) C'est parce que nous voulons que le drapeau français flotte avec la même force et la même justice sur l'ensemble du territoire national que nous demandons au Sénat d'opposer l'exception d'irrecevabilité au projet de gouvernement ».

Dans la discussion qui s'engage

A. G.

## Le Monde

### La nouvelle politique

La nouvelle politique de M. Defferre... (Texte partiellement visible et flou)

### Les frontières

Les frontières de la France... (Texte partiellement visible et flou)

La tradition républicaine et son application... (Texte partiellement visible et flou)

## LE COMITÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

### La tradition républicaine et son application

Le Comité du Conseil des Ministres... (Texte partiellement visible et flou)

## Le Monde

Le Monde... (Texte partiellement visible et flou)



## La nouvelle politique française d'extradition

Le gouvernement a décidé de revoir sa politique d'extradition. Au cours de la communication qu'il a faite, mercredi 10 novembre, au conseil des ministres, M. Badinter a expliqué que la France ne pouvait persister dans la voie qui était la sienne depuis le changement de majorité. Tout en réaffirmant son attachement au droit d'asile, le gouvernement français entend désormais faire preuve de meilleure volonté à l'égard de ses partenaires européens notamment.

La loi française de 1927 qui régit l'extradition ne sera pas modifiée. En revanche, le gouvernement prévoit les auteurs de violences « inacceptables » commises dans un pays démocratique qu'ils risquent l'extradition, dès lors que la justice française aura donné son feu vert. Le mobile politique ne saurait tout excuser. Telle est la philosophie qui anime désormais le gouvernement français.

Changement de cap. En revanche, aucune réaction officielle n'avait encore été enregistrée à Rome ce jeudi matin.

Cette attitude conciliante de la France pourrait faciliter les discussions ouvertes le mois dernier à Luxembourg sur le projet français de nouvel espace judiciaire européen, projet dont l'annonce avait été accueillie sans enthousiasme par les interlocuteurs de M. Badinter.

## Les frontières de l'« inacceptable »

Oreste Scalzone et Maria-Grazia Barberio ne seront pas extradés. En revanche, les Basques espagnols meurtriers de gardes civils ou poseurs de bombes risquent de l'être bientôt. C'est ce qu'il faut comprendre à la lecture du communiqué du conseil des ministres de mercredi et de diverses informations recueillies depuis.

Cette nouvelle politique constitue un net inflexionnement de la doctrine qui prévalait jusqu'ici. M. Badinter l'avait toutefois laissé entendre dès le 15 octobre au Sénat, déclarant que la France pourrait bientôt revoir « l'accès au droit d'asile », et sa position de cour pénale européenne visait à démontrer que le gouvernement de M. Mauroy était désormais sensible aux nouvelles règles du jeu imposées par le terrorisme international.

Plus que dans la victoire des socialistes espagnols, c'est dans les tentatives de l'été qu'il faut chercher l'origine de ce changement de cap. Bien sûr, M. Felipe Gonzalez ne peut qu'être sensible à ce geste de M. Mitterrand, mais la réflexion du gouvernement français est antérieure aux élections espagnoles. Cette réflexion peut se résumer ainsi : que dirait la France si — donnant donnant — l'Espagne refusait d'extrader des meurtriers de la rue des Rosiers qui auraient été arrêtés sur son territoire ?

Au fil des sommets européens des ministres de la justice — en mai à Athènes et le mois dernier à Luxembourg — M. Badinter a pu mesurer l'exaspération que suscitait chez les partenaires de l'extradition la communication d'extradition transgénéraliste et solitaire. Bien sûr, la France ne gardait rien. Elle reste attachée, souligne le communiqué du conseil des ministres, à la « tradition républicaine » du droit d'asile, mais le gouvernement nuance aujourd'hui la position qui était la sienne jusqu'ici et qui remonte à une déclaration de M. Mau-

roy au « Club de la presse » d'Europe 1 le 8 juin 1981.

Joignant le geste à la parole, le gouvernement avait presque aussitôt remis en liberté les Basques purs et durs détenus en France, dont Tomas Linaza, militant présumé de l'ETA, accusé de sept assassinats, dont ceux de six gardes civils espagnols. Ce qu'une certaine solidarité socialiste à l'égard de M. Felipe Gonzalez rend nécessaire, le réalisme le commandeait déjà, estime aujourd'hui le gouvernement français qui se repense sans le dire de l'angélisme qui, à ses yeux, prévalait il y a dix-huit mois et dont bénéficiaient avec les Basques espagnols et parmi d'autres, les militants d'Action directe.

### Révision

Révision délicate dont l'exigence du communiqué du conseil des ministres permet de fixer l'étendue, mais aussi les limites. Comme il est de règle en droit pénal, la nouvelle doctrine d'extradition ne vaut que pour le futur. Cela signifie que les Basques espagnols que la gauche a refusé de livrer jusqu'ici à Madrid n'ont rien à craindre, à l'inverse de ceux qui seraient arrêtés et jugés demain en France. Les ultimes bénéficiaires de cette non-rétroactivité seront Oreste Scalzone et Maria-Grazia Barberio dont le sort est toujours en suspens, mais dont le gouvernement a déjà décidé, sans le dire, qu'ils ne seraient pas extradés.

M. Scalzone bénéficie d'une garantie supplémentaire qui résulte de cette phrase courtoise du communiqué du conseil des ministres : « Le gouvernement continuera de refuser l'extradition des personnes bénéficiant de l'asile politique en France, dès lors qu'elle sera réclamée pour les faits à raison desquels cet asile a été accordé. » Tardif mais culpe lorsqu'on se rappelle que M. Scalzone a été arrêté à Paris un mois

après avoir obtenu le ministère de l'intérieur, qu'il ignorait rien de ses antécédents, l'asile en France, en l'espèce une carte de séjour en bonne et due forme.

Le vrai changement réside dans la menace qui pèse désormais sur les ressortissants d'un pays démocratique, où ils se seraient livrés à des actes de violence « inacceptables ». Ceux-là ne pourront plus invoquer comme excuse le mobile politique de leurs actes. Dès lors que la justice aura donné son feu vert à leur extradition, le gouvernement français les livrera à leur pays.

Là réside la vraie nouveauté, la France de M. Mitterrand s'étant jusqu'ici toujours opposée à l'extradition des militants politiques auteurs de violences graves, cette doctrine ayant, pour des raisons de circonstances, trouvé seulement à s'appliquer dans le cas de Basques espagnols.

Qu'est-ce qu'une violence « inacceptable », et plus encore qu'un Etat démocratique ? Répondre à ces questions, c'est mesurer le changement de cap auquel s'est résolu le gouvernement. A cette interrogation, le communiqué du conseil des ministres apporte des réponses nuancées. Son tolérance à ses yeux, faut-il comprendre, la mort ou l'attentat contre des personnes visées étaient un acte de violence manifestement disproportionnés avec le but politique recherché.

Si l'on se réfère à ce critère, il ne fait aucun doute que les assassinats d'Aldo Moro et de Hans-Martin Schreyer seraient automatiquement extradés par le gouvernement d'aujourd'hui, de même que les auteurs de l'attentat de Bologne, qui fit quatre-vingt-cinq morts. En revanche, un attentat commis dans un pays d'Amérique latine, où la torture est pratique quotidienne, inciterait certainement la France à opposer une fin de non recevoir au gouvernement de ce pays. Tout est question de proportion. La loi ne justifie pas n'importe quel moyen, même si certains fins rendent excusable le recours à certains moyens, explique en filigrane le communiqué du conseil des ministres.

### Feu vert

A ce critère, la nouvelle doctrine française en ajoute un autre, le caractère démocratique du pays en cause. Plus précisément, le gouvernement est décidé à fonder sa décision sur « la nature du système politique et judiciaire de l'Etat demandeur ». La

## DES CONTACTS ENTRE MM. MAUROY ET CALVO SOTELO SERAIENT A L'ORIGINE DE L'ARRESTATION DE QUATRE BASQUES ESPAGNOLS

Des contacts entre Paris et Madrid sont à l'origine de l'arrestation. Il y a quelques jours, au Pays basque français, de quatre militants présumés de l'ETA militaire deux dirigeants de cette organisation (nos dernières éditions). Il semblerait que ces arrestations soient liées aux préparatifs d'un attentat qui aurait pu être commis contre le pape, lors de sa visite à Loyola, le 6 novembre.

La veille, les services français des renseignements généraux avaient appris que des nationalistes basques s'étaient donné rendez-vous à Loyola et s'apprêtaient à pénétrer dans la ville d'Azpeitia, où le pape devait séjourner. Alertés par le R. G. français, la police espagnole modifia alors l'itinéraire de Jean-Paul II et procéda, à toutes fins utiles, à une fouille de l'aéroport d'Azpeitia.

Selon le journal espagnol *Diario 16*, ce serait M. Felipe Gonzalez qui aurait informé directement M. Mauroy de ce projet, non confirmé, d'attentat. Cette information a été démentie, mercredi 10, par l'abbé Matignon dans un communiqué qui déclare : « Pierre Mauroy ne s'est entretenu, le 5 novembre, qu'avec son homologue espagnol, à la demande de celui-ci. C'est donc avec M. Calvo Sotelo qu'a eu lieu cette conversation téléphonique dont le communiqué de l'abbé Matignon ne précise pas la teneur. »

## DÉFENSE

### AVANT L'EXAMEN PAR LES DÉPUTÉS DU PROJET DE BUDGET MILITAIRE

## Un ministre au pied du mur

par JACQUES ISNARD

M. Charles Hernu ne doit entretenir aucune illusion avant le débat, vendredi 12 et samedi 13 novembre, au Palais Bourbon, sur le projet de budget de la défense pour 1983. A la différence de ce qu'il s'est passé l'an dernier, pour le vote des crédits militaires de 1982 au Parlement, où députés et sénateurs, toutes tendances confondues, ont approuvé ses propositions ou se sont abstenus, le projet de budget de la défense pour 1983 ne sera pas, cette fois-ci, adopté par l'opposition. L'unanimité nationale n'y est plus, à en juger par les réactions défavorables de l'opposition en commission à l'Assemblée nationale.

Quelle mouche a donc piqué le R.P.R. ou le P.L., dont les représentants, l'an dernier encore, se plaignaient à souligner le fait que, contrairement à l'opposition d'avant mai 1981, ils avaient tenu, eux, à contraindre — en dépit de leur défaite aux élections présidentielles et législatives — à donner aux armées françaises, par leur vote au Parlement, les moyens financiers d'assurer la défense du pays ? Que s'est-il passé, en un an, pour que l'ancienne majorité revienne ainsi sur son attitude ?

Deux faits, essentiellement, expliquent sans doute que l'actuelle opposition ait préféré jouer désormais son rôle de contestation, même en matière de défense nationale. Le premier est la décision du premier ministre, M. Pierre Mauroy, de ne pas tenir finalement sa promesse de relever, de 3,89 % en 1982 à 3,94 % en 1983, la part du produit intérieur brut marchand (P.I.B.M.) consacrée aux dépenses militaires. Le second fait d'ordre financier a trait à l'annulation par le ministre du budget, sur l'initiative de M. Mauroy, d'importantes crédits attribués, en 1982, à des commandes de matériel militaire, nucléaires et classiques. A tort ou à raison, de nombreux parlementaires de l'opposition, échaudés par ces deux précédents, estiment que le projet de budget de la défense pour 1983 n'a pas plus de chances d'être exécuté, dans la forme où il est aujourd'hui présenté, que celui de 1982, puisqu'il est patent, de leur point de vue, que les engagements ne sont pas tenus.

### Inquiétudes

Or, dans la mesure où une politique de défense se traduit avant tout dans une volonté appuyée par des contrats financiers, il est naturel que l'opposition puisse s'émouvoir de ce qui lui paraît être une baisse de sa garde par la France ou la remise en cause d'une construction militaire édifiée, avec opiniâtreté, par les fondateurs de la Ve République. Pour elle, l'esprit de changement l'emporterait sur la continuité.

A ces inquiétudes ou à ces procès d'intention, le gouvernement réplique qu'il s'agit, d'abord, préoccupé d'apurer la gestion de ses précédents en matière de défense, comme dans tous les autres domaines. Un plan sexennal (1977-1982) d'équipement militaire était en cours au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, et il ne faudra pas moins de deux années — 1982 et 1983 — pour achever l'exécution des grands programmes.

De surcroît, les tergiversations du pouvoir précédent devant les choix inéluctables qui s'imposent, pour des raisons financières, aux armées françaises jusqu'à la fin de ce millénaire n'ont pas contribué à éclairer le débat. Au contraire. Ces tergiversations ont retardé les décisions, et une ironie de l'histoire veut que, par exemple, en matière de renouvellement de l'arsenal de la dissuasion, les arbitrages relatifs, aujourd'hui, de responsables issus d'un parti politique dont le moins qu'on puisse écrire est qu'il n'a pas été, jusqu'à mai 1981, un avocat déterminé et passionné du nucléaire.

Parce qu'il se débat dans d'importantes difficultés économiques qui le contraignent à rogner sur les dépenses militaires et à étaler dans le temps l'exécution d'un plan d'équipement dont même ses auteurs concèdent, à l'époque, qu'il était particulièrement ambitieux, le gouvernement actuel est suspect à la nouvelle opposition, qui feint d'oublier sa propre responsabilité. Faut-il rappeler, en effet, que des experts de l'ancienne majorité avaient eux-mêmes tiré, en leur temps, la sonnette d'alarme lorsqu'il est devenu évident, à mi-parcours de son application, que le plan d'équipement militaire 1977-1982 ne serait pas respecté dans toute sa rigueur ?

A vrai dire, l'inquiétude que l'on est en droit d'éprouver et que l'on constate, du reste, dans les milieux militaires à d'autres origines, sinon d'autres raisons objectives d'être. Devant les accusations dont il est

Le contrôleur des armées Jacques Bonnet a été promu contrôleur général des armées par le conseil des ministres du mercredi 10 novembre, sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense.

## LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

### La tradition républicaine et son application

Voici le texte du communiqué du conseil des ministres du mercredi 10 novembre relatif à la nouvelle politique française d'extradition :

- Le conseil des ministres a entendu une communication du garde des sceaux, ministre de la justice, sur les modalités d'application de la législation française en matière d'extradition.
- Le droit d'asile appartient à la tradition républicaine et démocratique de notre pays. Il contribue largement au rayonnement de la France dans le monde. Il repose sur des principes et des textes qu'il ne saurait être question de remettre en cause :

- 1) le Préambule de la Consti-

tution de 1946, confirmé par la Constitution de 1958 ;

- 2) les conventions internationales auxquelles la France est partie, notamment celle de Genève en 1951 sur les réfugiés ;

- 3) la loi de 1927 qui fixe les règles de l'extradition et laisse à l'autorité judiciaire le soin d'exercer sa mission de « gardienne de la liberté individuelle » que lui confère l'article 6 de la Constitution.

En raison de ces considérations, le gouvernement continuera de refuser l'extradition des personnes bénéficiant de l'asile politique en France, dès lors qu'elle sera réclamée pour les faits à raison desquels cet asile a été accordé.

Dans cet esprit, les demandes d'extradition seront appréciées au regard de quatre critères dont chacun peut fonder un refus d'extradition :

- La nature du système politique et judiciaire de l'Etat demandeur ;
- Le caractère politique de l'infraction poursuivie ;
- Le mobile politique de la demande d'extradition ;
- Le risque d'aggravation, en cas d'extradition, de la situation de la personne concernée, en raison notamment de son action ou de ses opinions politiques, de sa race, de sa religion ;

Toutefois, et sous le bénéfice des observations précédentes, la nature politique de l'infraction ne sera pas retenue, et l'extradition sera en principe accordée, sous réserve de l'avis de la chambre d'accusation, lorsque auront été commis dans un Etat respectueux des libertés et droits fondamentaux, des actes criminels (prises d'otages, meurtres, violences ayant entraîné des blessures graves ou la mort, etc.) de nature telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier la mise en œuvre de moyens inacceptables.

Le gouvernement a décidé de mettre ces principes en œuvre pour les demandes qui lui seront désormais soumises. Ces règles applicables à partir de ce jour ne seront pas rétroactives.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75247 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
324 F 519 F 715 F 910 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
364 F 600 F 835 F 1 070 F

2 - SUISSE, TUNISIE  
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.



# DÉFENSE

REPLACÉ PAR LE VICE-AMIRAL D'ESCADRE LACOSTE

## M. Marion quitte la direction des services secrets après dix-sept mois seulement d'exercice

Dix-sept mois, à peine, après sa nomination à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), M. Pierre Marion a, si l'on en croit des informations de source officielle, demandé à être déchargé de ses fonctions de « patron » des services secrets français de renseignements et il a été remplacé par le vice-amiral d'escadre Pierre Lacoste qui était, à l'origine, destiné à occuper les fonctions d'inspecteur général de la marine nationale après le départ, comme cadre de réserve, de l'amiral Philippe de Gaulle.

C'est à l'issue du conseil des ministres du mercredi 10 novembre que cette décision a été prise (nos dernières éditions), tandis qu'a été rendu public, par la présidence de la République, un communiqué rendant hommage aux brillantes qualités de réorganisation de M. Marion, appelé, a-t-on aussitôt précisé, à de nouvelles et importantes fonctions. Son successeur n'est pas un spécialiste du renseignement, du moins tel qu'on l'entend habituellement dans un service secret. Mais le vice-amiral d'escadre Lacoste a eu l'occasion, entre 1975 et 1980, du temps où il a été au cabinet militaire du ministre de la défense (M. Yvon Bourges), puis du premier ministre (M. Raymond Barre), de se familiariser avec ces dossiers secrets, alors, par M. Alexandre de Marenches qui dirigeait le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), appellation précédente de la D.G.S.E.

Polytechnicien, travailleur infatigable qui avait même fait installer un équipement radio spécial à bord de son voilier ancré dans un port de Corse pour rester en liaison permanente avec ses services durant ses courtes périodes de repos, célèbre pour ses colères aussi subites que violentes, M. Marion avait été recommandé, en juin 1981, à M. François Mitterrand par le ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui est l'autorité administrative de tutelle de la D.G.S.E. et qu'une longue amitié a toujours lié à cet ancien directeur à Air France et à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA).

### Une structure industrielle

La tâche du nouveau directeur général était de réorganiser l'ancien SDECE, marqué par la forte personnalité de M. de Marenches, qui a exercé, entre 1970 et 1981, le plus long des mandats de directeur des services secrets depuis leur création en 1948. Après sa nomination, des proches de M. de Marenches, tels MM. Michel Roussin, Yves Recours ou René Dalmès, ont dû, en toute logique, quitter le service en même temps que quelques dizaines de fonctionnaires civils et militaires, remplacés par quatre vingt-deux jeunes officiers recrutés en juillet 1982 et par quelques fonctionnaires de la police nationale.

Mais deux des principaux responsables opérationnels du SDECE, le général de brigade Jacques Sylva Fouilland, directeur du renseignement, et le colonel Jean-Albert Singland, ancien chef du contre-espionnage, sont demeurés en place, avec des missions plus importantes, directement auprès de M. Marion.

Pour être l'un des têtes du nouveau directeur général a-t-il été de s'inspirer, pour la D.G.S.E., de structures d'organisation et de commandement trop voisines de celles d'une industrie. La structure adoptée offre le désavantage de mettre le directeur général trop en avant, au premier rang, en concentrant sur lui tous les pouvoirs qu'il ne délègue pas, avec le risque, en cas de « bavure » inévitable dans ce genre de service, d'être le premier atteint par les « éclaboussures ».

D'autre part, le gouvernement avait demandé à M. Marion de réorienter les activités de la nouvelle D.G.S.E. dans le sens d'un accroissement de ses missions offensives et d'une plus grande indépendance vis-à-vis des services alliés conduits, parce qu'ils sont les mieux placés en direction de l'Est, à fournir des renseignements à la France en échange d'autres informations recueillies par des agents français.

### Manque d'expérience

Le service du renseignement - environ 1 500 personnes - a si souvent été sollicité de s'intéresser à toutes les informations politiques, scientifiques, économiques, techniques, militaires ou industrielles en « marquant » des sources à l'étranger qu'il n'a pas été assez discret dans leur travail et ont suffisamment éveillé l'attention des services locaux pour que la France reçoive des demandes d'explications d'un pays allié inquiet de tels agissements.

De son côté, le contre-espionnage a été invité à infiltrer les centrales

étrangères et les réseaux terroristes. Pour cela, il a reçu des renforts, et ses effectifs sont passés de l'ordre de 200 fonctionnaires à environ 350 par prélèvement sur les autres divisions de la D.G.S.E., qui emploie, non compris le personnel des unités dites rattachées, un total de 2 800 fonctionnaires répartis presque pour moitié entre civils et militaires. La division « action », elle aussi, a été réorganisée, et son chef, le général Georges Grillo, a été remplacé.

Tous ces bouleversements, y compris dans le réseau dit des « honorables correspondants » ou H.C. du service, ont naturellement mis à mal la qualité de la « production » de la D.G.S.E., parfois accusée de livrer aux autorités - et essentiellement au chef de l'Etat qui reçoit, chaque mardi soir, un bulletin hebdomadaire de renseignements - trop de notes de synthèse et d'évaluation - assimilées à de la littérature - et pas assez d'informations opérationnelles, précises, directement exploitables et régulièrement mises à jour, sur les cibles surveillées. D'autant que la D.G.S.E. a été sollicitée, dans le même temps, de fournir des renseignements dans un domaine, la lutte antiterroriste, où son expérience était encore mince.

Les partisans de M. Marion considèrent que le gouvernement attendait peut-être trop et trop rapidement d'un service dont il a, lui-même, ordonné la réorganisation et qui n'est qu'un instrument, parmi tant d'autres sources de renseignements. Le 18 novembre prochain, le ministre de la défense présidera à Paris la cérémonie de la passation des pouvoirs entre M. Marion et le vice-amiral d'escadre Lacoste, auquel M. Hernu demandera sans doute, dans le cadre de la participation des armées à la lutte contre le terrorisme international, de mettre l'accent sur le caractère opérationnel de la division « action » chargée des opérations ponctuelles. - J. I.

[Né le 23 janvier 1924 à Paris, Pierre Lacoste s'engage dans la marine en mai 1943, après s'être évadé de France par l'Espagne, où il fut, un temps, interné. Admis en avril 1945 à l'Ecole navale, il est ensuite affecté en Indochine jusqu'en 1949.]

Après avoir occupé plusieurs fonctions à bord de bâtiments de guerre, il entre à l'Ecole supérieure de guerre navale, d'où il sortira, comme breveté, pour occuper différents postes d'état-major. En novembre 1962, il prend le commandement de l'escorte rapide le *Provence* et, en décembre 1967, celui de l'escorte d'escadre *Jaurguerry*. Il est ensuite au Centre d'évaluation et de prospective du ministère des armées, où il est chargé de la programmation et de la planification budgétaire.

En 1971, il commande la 3<sup>e</sup> division d'escorteurs d'escadre et l'escorte *Mutile-Bre*.

Nommé, en 1975, adjoint au chef du cabinet militaire de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, Pierre Lacoste est promu contre-amiral en 1976 et commandant de l'Ecole supérieure de guerre navale. En octobre 1978, il devient chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Raymond Barre, et il est promu vice-amiral en décembre 1979. En septembre 1980, il est nommé commandant de l'escadre de la Méditerranée : il a été élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre en février dernier.

C'est la première fois qu'un marin dirige les services secrets depuis la création du SDECE en 1946, mais c'est le quatrième officier général à le faire après les généraux Paul Grosin (octobre 1951-janvier 1962), Paul Jacquet (février 1962-décembre 1965) et Eugène Guibaud (janvier 1966-octobre 1970).

# ÉDUCATION

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Nouvelles mesures pour l'intégration des vacataires

Lors du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, vendredi 5 novembre, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a fait adopter un amendement précisant que « les emplois d'assistant et une partie des emplois d'adjoint d'enseignement créés par la loi de finances pour 1983 peuvent être réservés à la nomination de vacataires ou d'autres personnels chargés à titre temporaire, sans occupation d'emplois budgétaires, de fonctions d'enseignement dans des établissements d'enseignement supérieur ».

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983 prévoyait la création de 200 emplois (100 assistants non agréés et 100 adjoints d'enseignement chargés d'enseignement) pour permettre la nomination de personnels vacataires (le Monde du 23 octobre). Cette mesure fait suite aux décisions prises en 1982 pour permettre la « stabilisation d'une partie des 1.200 enseignants vacataires ».

# POLICE

## La nomination d'un préfet à la tête de la D.S.T.

M. Yves Bouquet, quarante sept ans, a été nommé mercredi 10 novembre, en conseil des ministres, directeur de la surveillance du territoire (D.S.T.), l'un des services de contre-espionnage français. Ce préfet, dont le dernier poste fut celui de représentant du gouvernement à Mayotte, remplace au policier, M. Marcel Chalet, qui avait fait toute sa carrière à la

D.S.T. et la dirigea de 1976 au 7 novembre 1982.

La D.S.T. - dont deux sous-directeurs doivent être prochainement désignés - a été dirigée pendant quelques jours, par intérim, par M. Armand Marimbet, sous-directeur du service administratif. Les autres services de la

D.S.T. sont ceux du contre-espionnage, de la sécurité (subversion, anti-terrorisme, et des installations techniques).

La nomination d'un préfet à la tête de la D.S.T. renoue avec la tradition. Elle risque cependant de heurter un service habitué à vivre en circuit fermé, sous le sceau du « secret-défense ».

## Des contre-espions très secrets

Les très bonnes années, ce sont près de cinquante nouvelles recrues qui rentrent à la direction de la surveillance du territoire. Cinquante jeunes gens, tout juste sortis des écoles de police, qui entrent dans la carrière du contre-espionnage comme d'autres entrent dans les ordres. Pour la plupart, ils ont écouté avec intérêt quelques cours sur la D.S.T., précisément donnés pour éveiller leur intérêt. Ils sont allés voir leurs professeurs, ont demandé le privilège d'entrer à la D.S.T. et ont montré toute blanche. Leurs candidatures ont été examinées, ils ont été sélectionnés. Sur quels critères ? « Secret-défense ».

Lorsqu'ils pénétrèrent pour la première fois dans les locaux de la

définir comme « la SAMU de la collectivité nationale ». Bref, une sorte de scoutisme très sérieux, avec des inspecteurs et des commissaires « toujours prêts ».

La D.S.T., avec sa tradition et ses méthodes, est sans doute une mère possessive. On sait que « l'esprit maison » y est très présent. On devine que le service est un peu monacal. Sur cent policiers qui y font leurs premières armes, quatre-vingt-trois y resteront toute leur carrière, certains d'avoir fait le bon choix, convaincus de servir là mieux qu'ailleurs. La D.S.T. vit dans la police à sa manière, hypercentralisée, échappant aux pesanteurs administratives. Les contre-espions n'ont à répondre de leurs faits et gestes qu'à leurs

peu démunie. Dans ces conditions, le contre-espionnage a choisi d'établir une « ceinture de sécurité » autour de grandes firmes industrielles et de certains centres d'études. Enquêtes et contre-enquêtes discrètes y ont lieu. En somme, la D.S.T. attend l'adversaire sur son terrain de chasse inévitable. « Un tel rideau défensif l'entrave », estime-t-on à la direction de la D.S.T.

Plus largement, les policiers qui entrent à la D.S.T. découvrent une maison qui met le « paquet », depuis plusieurs années, sur sa mission d'information et de sensibilisation. Les techniciens, ingénieurs et scientifiques qui sont conduits à prendre connaissance d'informations « top secret », à voyager ou à vivre à l'étranger sont régulièrement mis en garde contre les dangers éventuels qu'ils courent. De nombreuses conférences - près de quinze mille personnes sont touchées chaque année, selon M. Chalet - sont données devant ces cadres. Un service se consacre entièrement à cette tâche. Service nécessaire si l'on en croit les spécialistes, la société française ignorant généralement - soit par inconscience, soit par trait d'ironie tout national - l'étendue et la nature de l'espionnage pratiqué sur notre territoire ou l'hypertrophie...

### Une dimension politique

Une D.S.T. qui prétend pratiquer la défensive, une D.S.T. consciente de ses moyens, telle serait la marque d'un changement engagé il y a déjà plusieurs lustres. A titre d'exemple, M. Wybot cherchait par-dessus tout son service « manipulation ». M. Chalet, pour sa part, a accordé le meilleur de son attention à la création du service d'information-sensibilisation. La D.S.T. des années 50 fut obsédée par « les menées subversives du parti communiste » ; la D.S.T., aujourd'hui, s'est recentrée sur le contre-espionnage. Bref, la D.S.T. - sans nier une certaine continuité - a changé. Près de 60 % de ses hommes sont en poste, dit-on, depuis moins de dix ans.

Est-ce à dire que les enquêtes contre les communistes, présumés espions a priori, que la lutte contre les soldats perdus de l'O.A.S. et que les surveillances de gauchistes « manipulés par des agents de l'étranger », sont oubliées ? Est-ce à dire que tous ces combats font désormais partie d'un passé révolu ? Non, sans doute. Encore récemment, trop de missions eurent peu à voir avec le contre-espionnage ou la subversion. Il suffit de rappeler l'équipée malheureuse et maladroite des « plombiers » poseurs de micros dans les locaux de l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné* (1973), d'évoquer les infiltrations dans les mouvements autonomistes bretons, corsés et basques, et de se remémorer la

chasse aux radios libres (1979-1981)...

Dans la plupart de ces affaires, la D.S.T. a payé, d'une certaine manière, ses bons états de service. Les pouvoirs hier en place, assurés du secret, n'ont en effet pas résisté à faire sortir la D.S.T. de ses terres de chasse habituelles, pour tout dire, par les textes et notamment un décret de 1964. On fait volontiers valoir, aujourd'hui, que la D.S.T. - disciplinée et loyale - devient ce que l'on fait d'elle. Des ordres illégitimes feraient donc de la D.S.T. une pépinière de « coups tordus ». En revanche, des missions dans le droit fil des attributions de ce service de contre-espionnage en feraient « le plus républicain des services ».

Il reste que bien des affaires traitées par la D.S.T. ont naturellement une dimension politique. Quoi que l'on dise. Quoi que l'on pense. C'était vrai lors du « scandale des généraux » (1949) et de l'affaire des fuites (1954-1956). Ce fut encore lors de l'affaire Roger Delpey (1980), quand la D.S.T. arrêta, sortant de l'ambassade de Libye à Paris, le confident de Bokassa, adversaire juré de M. Valéry Giscard d'Estaing. Une dimension politique difficilement contournable, évidente et gênante, qui ressort sans cesse, même quand on s'y attend le moins. Quel dommage ! disent en substance certains responsables du contre-espionnage. La plupart de ces affaires rendues publiques ne rendent pas compte de notre travail. Mais « l'enlèvement arrangé » de l'écrivain roumain Virgil Tanase, auquel il doit la vie sauve, est atypique (1982).

Alors ? Alors, le travail de la D.S.T. serait autre, à 80 % consacré au contre-espionnage pur. Un contre-espionnage rusé, patient, estimé à sa juste valeur par les services de renseignements étrangers et dont les « grands coups » ne sont pas destinés à être connus du grand public. Une affaire d'initié, en somme, car la D.S.T. vit, travaille et rend les coups à l'abri du « secret-défense ». C'est à l'abri de ce rempart qu'elle a pris peu à peu des airs de forteresse, d'Etat dans l'Etat. On peut s'en indigner, souhaiter légitimement, comme l'a recommandé M. Jean-Michel Belorgey, député P.S. de l'Allier et auteur d'un rapport sur la police, que des hauts fonctionnaires habilités aux plus hauts niveaux de « secret-défense » puissent contrôler, quand ils le jugent bon, les activités de la D.S.T. On le peut. Mais il semble que rien n'y fera. Comme si le propre de la D.S.T. est d'encourager le soupçon sans que l'on puisse toujours dire si c'est à tort ou à raison.

Ce poids du soupçon, M. Chalet avait fini par l'admettre, faute de mieux. Le dernier représentant des pionniers du contre-espionnage, après la Libération, regrette cependant d'avoir pu en débarrasser la D.S.T. des années 80 et, avec elle, les jeunes contre-espions de demain.

LAURENT GRELSAMER.

# JUSTICE

LE P.C.F. ET LE GIFCO

## Une mise au point de l'Agence centrale de publicité

Après les informations publiées dans le Monde du 9 novembre sur l'arrestation de M. Roger Sentenac, gérant de la SIAYIT, sur ses rapports avec le GIFCO et sur les liens de celui-ci avec le P.C.F., M. Sylvain Dreyfus, président-directeur général de l'Agence centrale de publicité, nous écrit :

« Vous écrivez : « Le GIFCO avait son stand au centre sportif de Saint-Ouen, lors du vingt-quatrième congrès du P.C.F. au mois de février dernier. A la différence de la fête de l'Humanité, où les stands peuvent être loués à des entreprises totalement étrangères au parti communiste, dans un but de promotion, les stands occupés, à titre gratuit, lors des congrès du P.C.F. le sont par des organisations ou des entreprises proches. »

Or, il se trouve que l'Agence centrale de publicité, régie publique de la presse du P.C.F., assure également, la régie des manifestations politiques liées à l'activité du P.C.F. et de la fête de l'Humanité. Je peux donc vous assurer que les dizaines d'entreprises ou organismes

contactés par nos services commerciaux ont dû être fort étonnés de découvrir, en vous lisant, qu'ils l'ont été sur la base de la « proximité » avec le P.C.F., et que la proposition de présence promotionnelle était « gracieuse ».

En réalité, toutes les firmes présentes commercialement au congrès du P.C.F., sous des formes diverses (stand, publicité-pressé, affichage, « cahier du délégué »), ont conclu avec l'A.C.P., des contrats en bonne et due forme. En voici la liste exhaustive : Crédit agricole, Ricard, Transaxel, Renault-Véhicules industriels, Heuliez, Weisrock, Constructions navales et industrielles de la Méditerranée, Office national interprofessionnel des oléagineux, Laboratoire Goupil, GIFCO, Perrier, Sobes, Monteny, Coignet, Compagnie générale des eaux, Compagnie générale de chauffage, S.G.E.I., E.D.F., ASTER, O.T.V., ministère des P.T.T., Sodacomp, Urbaine de travaux, S.G.E., SCREB, Filod, Maisons Cosmos, Petitjean, Pernod, Itisa Voland, Bonna, Fougère, Plastic Omnium... »

RÉSIDENCES - CLUBS  
**3<sup>e</sup> AGE**  
Spécialiste Côte d'Azur  
**Cabinet INDEXA**  
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE  
Tél. : (93) 80.98.31 - (F.A.M.)

# Le Monde

LES ENSEIGNEMENTS

Un peuple qui se raconte

# Le royaume

U... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)

... (text continues in small columns)



LES ENSEIGNEMENTS DE LA CHINE

Un peuple qui se raconte

TOUS ceux qui s'intéressent à la Chine connaissent déjà dans son édition américaine ce *Peuple de Mao* de Michael Frolo. En voici la traduction française, accompagnée d'une excellente préface de Lucien Bianco. Celui-ci souligne la « sérénité » de témoignages qui évoquent des événements aussi dramatiques que la révolution culturelle « dans des termes beaucoup moins épiques qu'on ne le fait aujourd'hui à Pékin ». Ne serait-ce que pour l'éclairage inhabituel qu'il apporte sur les origines de cet épisode de l'histoire chinoise, l'ouvrage vaut d'être lu.

Le *Peuple de Mao* se présente pourtant avec modestie comme le simple recueil de récits rédigés par Michael Frolo à partir des histoires que lui ont racontées des Chinois, d'âge et de milieu divers, réfugiés à Hongkong. Le fait qu'ils aient fui la Chine populaire pouvait les incliner à en donner une image particulièrement sombre. Tous les services de renseignements savent cela, qui s'efforcent de corriger par d'autres informations les témoignages, par définition partiaux, d'hommes ou de femmes en rupture de patrie.

Le paradoxe est justement que la réalité chinoise qui se dessine à travers cette mosaïque d'aventures et de mésaventures personnelles est moins « noire » qu'elle n'est « rose » à l'inverse par les images que diffusent la propagande pékinoise ou certains auteurs dont le sens critique semble soudain tomber en panne, dès l'instant où ils mettent le pied en Chine. Ce qui amène Lucien Bianco, peu suspect de complaisance excessive pour le régime communiste, à observer que le livre « favorise une perception équilibrée du bilan de la domination communiste » et « fait sentir la complexité des problèmes auxquels ils sont confrontés les révolutionnaires ».

ALAIN JACOB.

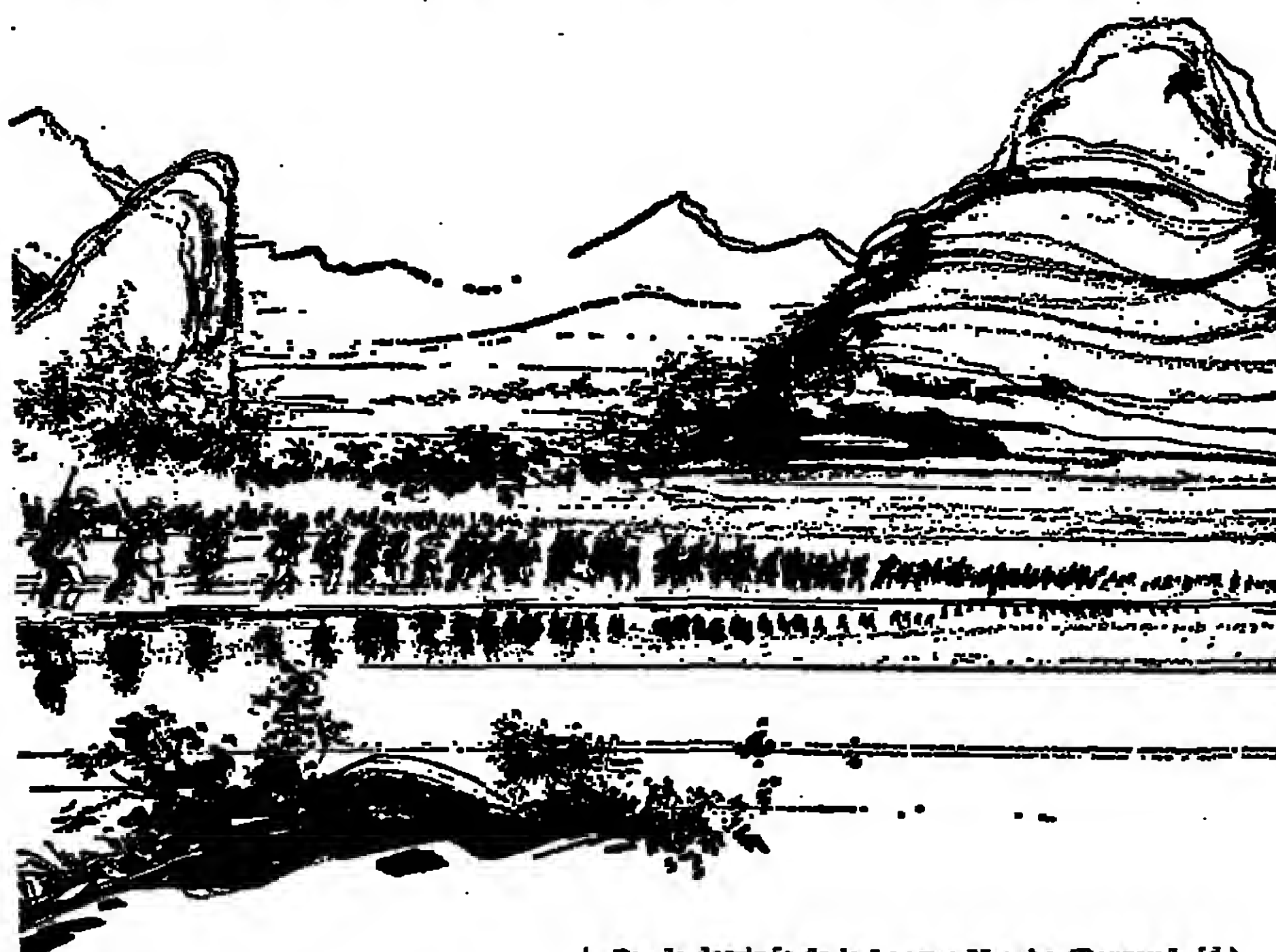
(Lire la suite page 12.)

Le roman de la Longue Marche

UNE année de souffrances, de combats, c'est ce que le romancier Georges Walter et l'historien chinois Hu Chi-hsi, qui appartient au C.N.R.S., entreprennent de nous conter dans le livre *Ils étaient cent mille*. Et c'est vrai que, au départ de Juichin, il y avait cent mille soldats de l'armée

que. En même temps, elle y a découvert son destin : les futures contradictions s'y montraient à vif. L'étonnant est sans doute la dégradation au fil des temps de l'exceptionnel, de l'exaltant, le passage du terrible poème à la prose souvent horrible. J'ai lu, et je pense qu'il faut lire, le livre de Georges Walter

Chou En-lai. Ils décrivent Tchiang Kai-shek et son conseiller von Falkenhayn. Ils décrivent les circonstances illustres, mais ils ont la vertu d'épingler les détails : le manque de sel, l'absence de chaussures, la faim au ventre... Ce qui requiert, c'est d'abord ce rassemblement d'un peuple



\* Bande dessinée de la Longue Marche (Dargand, éd.)

rouge chinoise et qu'il en restait moins de huit mille lors qu'ils arrivèrent à Wuchichien, poursuivis par les troupes nationalistes. Ils se mirent en marche dans la province du Kiangsi le 16 octobre 1934. Ils arrivèrent dans la province du Shensi en octobre 1935. Et l'épopée n'était pas encore terminée à ce moment-là, pas encore repêlée sur elle-même, pas encore portée des germes qui devaient, à terme, détruire son idéal.

Les historiens nomment cette marche extraordinaire la Longue Marche. La Chine communiste s'y est forgée. C'est-à-dire qu'elle y a découvert sa dynami-

que et de Hu Chi-hsi comme une chanson de geste. Ignorez que les historiens pensent de cet ouvrage, eux qui établissent les circonstances, privilégient la politique. Un lecteur de bonne foi ne peut que se laisser emporter et traquer au jour la journée les personnages du drame : le soldat Hsiao, le commandant Yang Teh-chih, le petit « diable rouge », ou le cousin Miki Ezemee.

Le propos de Georges Walter et de Hu Chi-hsi est justement de nous faire suivre avec minutie le point de vue de quelques héros du rang. Les auteurs font paraître Mao, et Lin Biao, et

de combattants auxquels on demande l'impossible, et qui s'en vont à travers des neiges et des marais jusqu'à l'inhumain. C'est ensuite la stratégie — propre à Mao, — contrainte par les enseignements de Moscou, déconstruite par les dogmatiques, donnant le pas à la révolution paysanne sur l'insurrection citadine, valorisant la retraite et la ruse contre l'attaque frontale et la guerre de positions. C'est enfin l'incroyable organisation interne d'armées qui ne sont plus des armées régulières, et qui même chaque homme à se sacrifier dès qu'il le faut.

Le miracle de la Longue Marche, à l'évidence, n'est pas qu'il y ait dix mille survivants, mais qu'il y ait plus de quatre-vingt-dix mille soldats rouges qui acceptèrent la mort. Ce ciment fabuleux, qui est de sang, ramena les débris de la Chine et en fit la nation actuelle. Reste que, entre la nation actuelle et les mandats de la Longue Marche, il y a tout l'écart entre l'épopée et la politique.

Il est significatif que les auteurs de ce livre établissent dès le départ un lien étroit entre leur récit et le fameux roman chinois que nous connaissons depuis sa publication dans la « Bibliothèque de la Pléiade », *Au bord de l'eau*. C'est marquer, dès l'origine, le caractère proprement mythique et généralement poétique (au meilleur sens du terme), d'*Ils étaient cent mille*. Georges Walter a tenu la plume en romancier-poète ; Hu Chi-hsi a vérifié les anecdotes.

Ce mélange de l'histoire événementielle et du souffle lyrique donne un résultat surprenant : un livre de sang, construit avec les humbles. On en suit les péripéties ligne après ligne : l'espace se déplace, le désespoir gagne, l'héroïsme est pain quotidien. Au-dessus de ces hommes, s'il y a la mort, il y a — également — le désir du pouvoir, qui est à prendre. Ce n'est pas le pouvoir qui est fabuleux, c'est la marche au pouvoir qui devient digne des plus belles légendes.

Le roman écrit par Georges Walter et Hu Chi-hsi, s'il semble exact dans sa minutie d'informations, est principalement, comme le fut aux temps jadis *Au bord de l'eau*, une gaisie épique : ces hommes de la Longue Marche sont morts, et, au bout de leurs pauvres fusils, il y avait le pouvoir. Il est bon de se souvenir d'eux. Il est bon, de la même manière, d'examiner le pouvoir et de juger s'il a été digne de tant de sacrifices et de douleurs.

HUBERT JUIN.

\* ILS ÉTAIENT CENT MILLE, de Georges Walter et Hu Chi-hsi, éd. Lattès, 322 pages, 78 F.

(1) Géants et géants de Flandre, Balland.  
(2) St. Christian Bourgois.

Au temps des moines-soldats

FREDERICK TRISTAN a été tôt éveillé au fantastique, par l'entremise des contes et légendes de Flandre qui bercèrent son enfance (1). Ce fantastique, il en refusa l'arbitraire. Il fut requis par le secret que le récit populaire véhicule, ou, si l'on préfère, par son érotisme. Il y a, pour lui, sous l'allégresse du conte, un enseignement capital qu'il n'est pas donné à chacun de découvrir.

Dès lors, il se montra attentif aux messages des sociétés secrètes, et, principalement, surtout dans ce présent ouvrage : la *Cendre et la Foudre*, — à ces sociétés secrètes chinoises qui furent à la fois une réalité historique et un moteur mythique. Il est vrai qu'une société secrète, telle l'association des Turbans rouges, mit fin, au quatorzième siècle, au règne des Yuan au bénéfice des Ming. Il est tout aussi vrai que la littérature populaire — ainsi le cycle consacré par Sax Romer à l'imaginaire Fu Menchu — valorise dans l'esprit public la puissance de ces sociétés (réelles ou supposées). De tout cela, Frederick Tristan, avec une remarquable agilité de plume, fait un mélange qui charme et qui séduit.

Sa connaissance de la littérature, de l'histoire, des idées religieuses de la Chine est évidente. En lisant la *Cendre et la Foudre*, le lecteur évoquera bien certainement *Au bord de l'eau*, de Shi Nsien et Luo Guan-zhong : les moines-soldats de Frederick Tristan ressemblent aux bandes d'honneur du temps de Tang. Surtout, le lien va se faire, pour le lecteur, entre la *Cendre et la Foudre* et ce livre fondamental de la Chine, le *Si Yeou Ki* ou « singe pèlerin »

(dont une version française a été publiée jadis aux Editions du Seuil).

D'ailleurs, Wou Tchiang Ngen, auteur présumé du *Si Yeou Ki*, rédigea son ouvrage, environ, en 1550, sous l'empire Ming, c'est-à-dire vers le temps où Frederick Tristan situe sa propre fresque. Et l'on verra paraître dans chacun des deux écrits la bodhisatva Kouan Yin, dite Dame Bouddha, fondatrice mythique de la dynastie des Ming. Cela sans omettre, bien entendu, le fait qu'un précédent ouvrage de l'auteur, *Le Singe d'or du Ciel* (2), articulait déjà sur une lecture du *Si Yeou Ki*.

La *Cendre et la Foudre* rapporte l'histoire des moines de Shiu Lam, dont le Père abbé a été surnommé *Feu du Ciel*. L'Empire du Milieu, étant en danger, *Feu du Ciel* et ses moines se portent au devant des Eluthes, c'est-à-dire des Kalmouks, menés par un chef de guerre de premier plan, Galdan. Ces événements réels (en ce qui concerne les Eluthes) se situent au dix-septième siècle. A partir de cette base historique, Frederick Tristan construit, édifie sa quête spirituelle.

Les dieux du Tao et les divers Bouddhas vont participer à la lutte des hommes, s'unir dans la sagesse suprême pour maintenir la justice et la droiture du monde. Aux faits du combat quotidien vont se mêler les prodiges et les enseignements secrets. L'opposition des hommes entre eux deviendra le reflet de l'opposition constructive du ying et du yang, des deux principes, des deux dragons toujours affrontant pour une perle qui, sans leur joute, disparaîtrait.

C'est pourquoi *Feu du Ciel* et ses compagnons vont fonder la Grande Triade ou Fraternité des

Hung. Et lorsque la dynastie des Ming s'effondrera, en 1644, au profit de la dynastie mandchoue des Tching, laquelle sera renversée en 1911, seulement, par la République, la Fraternité des Hung poursuivra son travail d'union entre taoïstes et bouddhistes, entre aristocrates progressistes et forces du peuple.

Frederick Tristan affirme, dans sa postface, que les représentants de la société secrète des Hung, dans les villages et les bourgs, favorisèrent les soldats rouges de Mao lors de la Longue Marche. Je lui laisse la responsabilité de cette affirmation, n'ayant pu en vérifier nulle part l'exactitude — mais il est plaisant, en effet, d'imaginer un même fil « rouge » (couleur d'élection des conjurés Hung) qui donnerait à l'histoire de la Chine une cohérence spirituelle magistrale.

Il faut ajouter que Frederick Tristan, s'il entend répondre à notre besoin de fabuleux et à notre goût du mystère, est également un conteur de première force. Rien, ici, n'est pesant ni abstrait. Ce sont des pages emportées, où l'épique se mélange à l'humour. Il ne faut pas oublier en effet que la sagesse, lorsqu'elle est grave, est l'humour, lorsqu'il est exact, ne peut se dissocier. Et il fallait cette légèreté bondissante du style pour permettre aux événements célestes et aux événements terrestres de se mêler dans une série d'entraînés où chaque lecteur trouve son compte — et son plaisir.

H. J.

\* LA CENDRE ET LA FOUDRE, de Frederick Tristan, Balland, 248 pages, 68 F.

(1) Géants et géants de Flandre, Balland.  
(2) St. Christian Bourgois.

la fauvillaton

Un « Cahier de l'Herne », « Fragment de Mémoires »

Drieu La Rochelle ou le temps de l'homme divisé

IL n'y a pas de hasard dans le destin posthume d'écrivains, pas plus que dans leur vie. Si Drieu La Rochelle redevient périodiquement d'actualité, et si nous ramenons chaque fois l'artiste considérable au piètre politicien, c'est que ce grand bourgeois doué et désespéré de voir sombrer son époque, ces promesses dilapidées dans des rêves criminels de chef musclé, et retournées, pour finir, contre elles-mêmes, c'est, crachée, l'Europe des années 30 telle qu'elle a dominé le siècle et qu'elle pèse encore.

On attendait de l'Herne un Malraux, longtemps médité puis abandonné sans explications : c'est un Drieu qui est venu. Comme souvent dans ce genre d'hommage collectif les inconditionnels sont en nombre, et font les préemptifs. Ils décrètent ce que l'auteur a tu, ce qui restera de lui, ce qu'il faut lire ou relire, sous peine d'ignorance crasse. *Feu follet* ou rien ! *Drieu* de voyage ou rien ! Et si vous préférez les *Mémoires de Dirk Raspe*, parce que la fin s'y pressent, en même temps que la maîtrise, gare aux insultes.

Laissons entre eux les bigots dont, par chance, le maître d'œuvre, Julien Hervier, n'est pas. Lisons plutôt certains textes inédits ou mal accessibles — *Ecrits farfelus*, *Ballade du d'accom-*

par Bertrand Poirot-Delpech

billés, *Signes des temps*, *Œil mort*, — les études d'Alain Ciervet et de Marc Dambro, les contributions des biographes attitrés, D. Dessanti, P. Andreu, F. Grover, et les coups de cœur des fervents (à ne pas confondre avec les bigots) : Michel Mohrt, Jean-Marie Rouart.

LES connaisseurs grondent : assez glorieux sur l'homme et ses erreurs, lourdement payés : place aux œuvres ! Mais ils sont les premiers à revenir, des livres, vers l'auteur, pour la bonne raison que les ouvrages les plus imaginaires y renvoient. Comme le rappelle Julien Hervier, ce n'est pas fortuit si la fuite de l'amant et le suicide figurent les deux seuls dénouements des fictions. Le personnage de *Gilles* n'a d'intérêt qu'à raison des confidences dont Drieu le charge. Même dédication dans le *Feu follet*, derrière l'écran du modèle reconnu, Jacques Rigaut.

La conduite des héros avec les femmes ne se comprend que rapportée à celle de l'auteur, et les problèmes de l'auteur, à cet égard, s'éclairent par ceux de ses créatures. Tous éprouvent un même goût pour les filles ou les épouses d'hommes riches, pour les étrangères aussi, et une même peur qui les fait se dérober ou fuir, selon une misogynie dont Malraux a justement confié à Dominique Dessanti qu'elle cachait moins une aversion contre les femmes que la rage de ne pouvoir se passer d'elles.

A moins que Drieu ne déteste, chez elles, la faiblesse qu'il sent en lui-même, comme c'est le cas avec les juifs, coupables de surcroît, à ses yeux, d'adaptation à un monde moderne qu'il exècre (lire à ce propos, les remarques fortes de Dominique Dessanti et de Charlotte Ward).

Dans sa légendaire bonté, Berf a observé (*Interrogatoire*, par Modiano, Gallimard) que l'antisémitisme des années 30 ne semblait plus aussi odieux qu'au temps de l'affaire Dreyfus et n'avait pas encore le caractère monstrueux qu'allait lui conférer le nazisme. Ce qui n'empêchera pas Drieu de persister, en 1941, dans son aberration, en comparant ce qu'il croit être les penchants des Corsets et des juifs pour l'« intrigue » et la « sédition ».

Il est vrai que Berf avouera à Charlotte Ward, dans une lettre inédite de 1973 où il continue de s'interroger sur les préjugés raciaux de ses amis Glide, Morand, Drieu et autres : « J'ai été moi-même un peu con ! »

A en croire un des participants du *Cahier*, on ne se souviendra que peu ou pas que Drieu dévora ainsi une part de son intelligence et de son talent dans le fascisme et l'esthétique de la violence. Il s'agit là d'un vœu agacé, non d'une prévision sérieuse. Le *Cahier* lui-même montre que les lecteurs les plus occupés de Drieu-écrivain se réfèrent sans cesse à ses égarements politiques. Non par refus de les oublier, mais parce que leur origine obsessionnelle aide à comprendre quantité d'autres engagements intellectuels, contemporains du sien ou postérieurs, et dans des sens opposés.

La foi politique de Drieu est connue dès *Genève ou Moscou* (1928) et, en tout cas, depuis *Socialisme fasciste* (1934). Il y revient dans un texte de 1936, à propos de la guerre d'Espagne. Le national-socialisme de type mussolinien lui semble le seul moyen de transcender capitalisme et communisme, de s'arracher aux « molleses » républicaines, d'appliquer ses idéaux de force et d'ordre.

(Lire la suite page 13.)

gérard pussey

# L'AMOUR TOMBÉ DU LIT

« Blondin ne serait pas mécontent de ce neveu imprévu, de cet amour tombé d'un livre. »

ERIC NEUHOF / LE QUOTIDIEN DE PARIS

roman/denoël

JUSTICE

Une mise au point de l'Agence centrale de police



société

# Un peuple qui se raconte

(Suite de la page 11.)

Si tragique que soit le sort des individus — comme « celui qui fut dénoncé par sa petite amie » et se retrouve à quarante ans, tout espoir perdu de renouer avec sa carrière de jeunesse ou seulement de fonder un foyer, — la manière dont ils relatent leur expérience dénote presque toujours comme un soul de faire la part des choses, de comprendre, sans basse rancune, le point de vue des personnages auxquels ils se sont heurtés. A une exception près, toutefois, qui en dit long sur la gravité de ce cancer qui ronge la société chinoise, périodiquement dénommée à Pékin : un sentiment irrésistible de révolte devant les abus de privilèges, la corruption des petits et des grands chefs, les injustices qui en naissent ou s'en trouvent aggravées.

Ce qui « passe », au contraire, c'est, par exemple, la contrainte, acceptée comme le seul moyen de maintenir un peu d'ordre — à commencer par le minimum d'hygiène nécessaire — dans des conditions de surpopulation humaine si compressées qu'elles menacent d'exploser; les auxiliaires consentants du système supportant d'être considérés par leur voisinage comme de « petits flics » dont il faut se méfier.

Tout baigne dans le réalisme d'une Chine à ras des hommes, où l'humour se dégage de l'absurdité à laquelle peut conduire un dessin politique trop souvent

ignorant des exigences de la nature. Sait-on, par exemple, ce que peut coûter l'élevage d'un porc par des fonctionnaires envoyés se faire « rééduquer » à la campagne, et qui ne connaissent rien à ce genre d'activité? Des traditions remontant au fond des âges ne sont guère contestées que pour la forme, au nom du matérialisme officiel, et commandent en fait le comportement d'un vaste peuple de paysans.

Ces quelques récits, écrits par des auteurs qui ont subi la tentative de modernisation de la Chine, aussi bien que des énormes problèmes auxquels cette tâche confronte la nation. Voilà déjà matière à réflexion pour le lecteur occidental mal averti du décalage qui, dans la Chine de Mao, sépare le monde des livres de la réalité du projet de société tel qu'il s'inscrit dans les discours.

Peut-être également a-t-il à découvrir dans ces témoignages toute la nostalgie dont ces expatriés entourent les souvenirs de leur patrie, par-delà les épreuves et les persécution subies. De quoi méditer aussi sur ce qui, à travers leurs heures et malheurs, fait le ciment d'un peuple.

ALAIN JACOB.

\* LE PEUPLE DE MAO, SCENES DE LA VIE EN CHINE REVOLUTIONNAIRE, de Michael B. Peitz. Collection Témoignage/Gallimard, 265 p., 35 F.

enquête

## UN SONDAGE SUR LE LIVRE

# Près de trois Français sur quatre lisent au moins un ouvrage par an

EFFECTUÉ en décembre 1981 et janvier 1982, ce sondage reprend les questions d'une consultation du même type réalisée en 1973 afin de permettre une comparaison. Près de trois Français sur quatre lisent au moins un livre par an. Ils étaient 29 % à n'en avoir lu aucun en 1973. Ce gain est dû à l'augmentation des petits lecteurs (un à quatre livres lus dans l'année). Si les non-lecteurs se rencontrent dans les classes d'âge qui n'ont pas bénéficié d'une longue scolarité, la lecture d'un grand nombre de livres est, toutefois, plus répandue qu'on ne le croit chez ceux qui n'ont pas atteint le niveau du bac. Les plus grands dévotement de livres se trouvent au niveau du baccalauréat ou du CAP, au moins 50 livres par an, les plus assidus se situant parmi les jeunes de quinze à vingt-quatre ans. Les habitants des grandes villes lisent toujours davantage (Paris se plaçant en tête avec 96 % de lecteurs). Le nombre des possesseurs de livres a augmenté (80 % aujourd'hui contre 73 % en 1973). Les moins bien équipés restent les agriculteurs. Le taux de possession de livres chez les O.S., manœuvres et personnels de service est, aujourd'hui, égal à la moyenne nationale, alors qu'il était l'un des plus bas en 1973.

Les livres de poche constituent plus de la moitié de la bibliothèque chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans, chez les Parisiens, étudiants et élèves. Mais leur pénétration est très faible en milieu rural et chez les personnes âgées. « Contrairement à ce qui est souvent avancé, indiquent les enquêteurs, le livre de poche n'a pas démocratisé la lecture. Il l'a simplement facilitée ».

Les Français qui lisent sont de plus en plus nombreux. Pourtant, le livre de poche n'a pas eu d'effet de démocratisation de la lecture. De même, les bibliothèques ont davantage facilité la pratique de la lecture qu'elles l'ont suscité chez les non-lecteurs. Ces constatations surprenantes ressortent d'un sondage réalisé par le service études et recherches du ministère de la culture avec le concours des instituts ARNIE et Laval, sur un échantillon de quatre mille personnes de plus de quinze ans.

chez ceux qui étaient déjà des lecteurs assidus.

Le roman reste le genre préféré pour plus d'un Français sur trois, notamment chez les femmes inscrites de moins de soixante ans, les employés et les Parisiens. Certes, les œuvres de littérature classique entrent dans la composition des bibliothèques, mais leur lecture reste relativement faible. Il s'agit plutôt d'un « patrimoine dormant », estiment les enquêteurs.

Les essais politiques, philosophiques, religieux, ouvrages de psychologie sont présents chez 38 % des possesseurs de livres. On les trouve surtout chez les diplômés, les cadres, les étudiants, les élèves et les Parisiens.

Les bandes dessinées, qui figurent pour 7 % dans le taux de lecture des Français, constituent le genre favori entre quinze et vingt-quatre ans.

La plupart des foyers possèdent des dictionnaires (84 %), des ouvrages pratiques (74 %), deux catégories plus consultées — cela ne surprendra pas — que les autres. La consultation fréquente de dictionnaires est plutôt le fait de personnes non diplômées.

L'achat des livres est en progression, ce que l'on savait déjà par les statistiques annuelles de l'édition. Ainsi 56 % des Fran-

çais de plus de quinze ans ont acheté des livres en 1981 contre 51 % en 1973, mais ce sont surtout des lecteurs « occasionnels » (49 %) plutôt que de gros consommateurs (33 %).

La librairie demeure le type de point de vente le plus habituel, et près d'un acheteur sur deux y a effectué ses emplettes en 1981. La grande distribution vient en seconde position (37 %), à égalité avec les librairies marchandes de journaux. La vente par correspondance touche surtout des adultes de quarante à cinquante-neuf ans, des habitants de communes rurales et des gens au niveau d'études modeste.

## Le succès d'« Apostrophes »

La FNAC reçoit 14 % des achats de livres. Cette clientèle est composée de jeunes de quinze à vingt-quatre ans, de cadres supérieurs et moyens, de professionnels libéraux, d'étudiants et élèves.

Les achats en kiosques de gare (7 %) sont surtout faits par des hommes, pratique évidemment liée aux transports et à l'activité professionnelle.

Parmi les Français âgés de plus de quinze ans, 14 % sont inscrits dans une bibliothèque qu'ils fréquentent d'une à deux fois par mois pour plus de la moitié d'entre eux. « Ce chiffre, estiment les enquêteurs, n'a pas progressé de façon significative depuis 1973. » Peut-être est-ce faute d'animation? Ils notent, de plus, que « les inscrites dans une bibliothèque sont de grands lecteurs, ce qui infirme la thèse selon laquelle les bibliothèques seraient le principal instrument d'une démocratisation de la lecture. » En effet, 63 % des personnes inscrites lisent au moins vingt livres par an, et la proportion de « grands » lecteurs — cinquante livres et plus — est supérieure à la moyenne. « L'insituation, indique le commentaire, comme dans les autres domaines de la culture, semble le plus souvent faciliter la pratique plutôt qu'elle la crée chez les non-pratiquants. »

Les bibliothèques de prêts, quand elles sont gratuites, entraînent 56 % des inscrits, contre 35 % celles qui exigent un droit d'inscription et 10 % celles qui font payer les emprunts. Les bibliothèques municipales enregistrent 57 % des inscrits, les bibliothèques d'entreprise 18 %, les bibliothèques tournantes 3,7 %, les bibliothèques 3,4 %, les bibliothèques privées ou paroissiales 7,9 %.

Notons enfin que l'audience des émissions littéraires à la télévision a progressé (39 % contre 26 % en 1973). Cette progression serait due, « en partie, au succès d'« Apostrophes » et à la place favorable qu'elle occupe dans la grille des programmes, le vendredi soir... » — B.A.

## DANS SON NUMÉRO DE NOVEMBRE

**Le Monde DE L'EDUCATION**

**MATERNELLE**

**LES INQUIETUDES D'UNE ÉCOLE HEUREUSE**

La formation continue dans la banque

**DES RÉPONSES AUX QUESTIONS**

**QUE VOUS VOUS POSEZ**

Le Monde DE L'EDUCATION La publication de référence

**VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER**

**VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE**

**POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F**

Le Monde DE L'EDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F.)

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

11/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

## Où l'on retrouve Chaval

A l'occasion du spectacle Chaval, « les Gros Chiens », qui vient d'être monté au Studio-Théâtre de Montreuil (958-65-33, jusqu'au 14 novembre), les éditions Gallimard rééditent le numéro de Bizarre que Jean-Jacques Pauvert, directeur de la revue, avait consacré à cet artiste en 1966. Il est enrichi d'une préface de Pierre Ajame, qui définit parfaitement le talent insaisissable et poignant de Chaval : « Rien n'a bougé... De sa naissance à sa mort et, bien entendu, au-delà, Chaval n'a pas fait un pas. Quelque part, il y est resté. Il a un peu regardé et écouté autour de lui, en ramenant le moins possible, il en a déduit que mieux valait être sourd et aveugle que de voir et d'entendre, et il s'est supprimé. Reste l'œuvre comme un témoignage gêné de cette immobilité. Et le plus fort est qu'elle fait rire quand elle devrait terrifier. »

Cet album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

de l'album, où l'on retrouve les meilleurs dessins de l'humoriste, se prolonge par un témoignage de Michel Laoué écrit après le suicide de Chaval en janvier 1968, et trois textes posthumes de lui, dont l'un s'écrit : « Vive la mort ! ». Une chronique

## la vie littéraire

d'Alexandre Vialatte consacré au numéro de Bizarre en 1966 cité cet hommage (Gallimard, 110 p., 49 F.)

## Vers un nouveau régime des prix des livres en Belgique ?

Le gouvernement belge est saisi d'un avant-projet de loi du ministre de l'économie, M. Mark Eyskens, qui limite sévèrement la pratique des réductions de prix sur les livres en Belgique. Les librairies traditionnelles réclament depuis toujours la normalisation des prix de vente des livres, car ils s'estiment lésés par les ristournes accordées par les grandes surfaces et, notamment, la FNAC, dont l'implantation récente à Bruxelles avait entraîné une levée de bouillottes. Les responsables de la culture, tant en Flandre qu'en Wallonie, reprochent principalement aux grands distributeurs de sacrifier les livres de diffusion restreinte au seul profit des best-sellers, et ceci au détriment de la rentabilité des librairies, indiquent l'Agence France-Presse. Dorénavant, les prix ne pourraient plus

être réduits par les éditeurs importateurs qu'après un délai d'un an, et à condition d'en avoir informé les détaillants six mois à l'avance. Ils devraient encore s'engager à leur reprendre les titres invendus aux prix d'acquisition.

L'avant-projet de loi prévoit que le prix des livres étrangers serait calculé sur la base du taux de change, en tenant compte d'une marge pour couvrir les frais d'importation.

A la FNAC, on se déclare prêt à se battre « bec et ongles » contre une mesure qui se répercuterait au niveau de la consommation par une diminution des volumes de ventes. Aux arguments avancés par les partisans d'une réglementation plus stricte du prix des livres, la FNAC oppose qu'elle est pratiquement la seule librairie à Bruxelles à offrir à ses clients un éventail de titres aussi large et que les quelques soixante-dix mille ouvrages qu'elle présente dans ses rayons, seuls cinq mille peuvent être qualifiés de best-sellers. D'ores et déjà, elle annonce qu'elle étudiera de nouvelles formules de ventes afin d'être en mesure de pourvoir ses activités dans les meilleures conditions au cas où la loi serait promulguée.

LE GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS DE L'OUEST À BREST ATTRIBUÉ À HENRI POLLES

Pour son dix-septième ouvrage, « Sur le fleuve de sang vient parer le bon navire » (Gallimard), « L'Age d'homme » (Gallimard), le Grand Ouest a été décerné à Yvonne Gwernig pour « la grande tribune » (Grasset). Le Prix régional a été attribué à Daniel Floch pour « Les Ombles de l'île Saint-Paul » (Éditions Ouest-France). Enfin, le prix Kerguelen, décerné par la direction régionale de la jeunesse et des sports, revient à Pierre Leblond, directeur de l'école des beaux-arts de Caen, qui l'on connaissait comme dessinateur, et à un illustrateur, Alain Letort, pour un album intitulé « Contes et légendes en pays normand ».

POUR JAMES JOYCE (1882-1941). — Le British Council, en collaboration avec l'ambassade d'Irlande et le Centre Pompidou, organise un colloque consacré à James Joyce les dimanche 14 et lundi 15 novembre. Les thèmes de l'aspect de l'activité de l'auteur de « Finnegans Wake » seront illustrés par le film, la musique, le théâtre, ainsi que par des débats.

Au programme : « Ulysse », par le Théâtre par le bas de Nanterre (le 14 à 20 heures) ; des extraits de « Brouillon et Dublin », opéra d'après « Ulysse », par Anthony Burgess (le 14 à 17 et 22 heures) ; une discussion avec Hélène Cixous, Jacques Derrida, Jean-Michel Rabaté (vendredi 12 à 14 heures) ; une table ronde sur Joyce et la musique, avec Anthony Burgess, J.-Y. Rossez, John Cage (vendredi 12 à 12 heures) ; des projections de films (vendredi 12 à 22 h 30). (Centre Pompidou, petite salle, entrée libre).

Parallèlement à ces événements :

« Musique pour caméléons », de Truman Capote (Gallimard) ; « Le Nom de la rose », d'Umberto Eco (Grasset) ; « L'Art du retour », de Peter Handke (Gallimard) ; « Le Chemin de Corinthe », d'André Kamie-Wies (Albin-Michel).

« Les prix Médias français et étrangers seront décernés le lundi 22 novembre. Ont été retenus pour les romans français : « Un amour de sept ans », de Serge Douvrousky (Hachette) ; « Vénus et Cie », de Jean-François Josselin (Grasset) ; « La Vie réinventée », d'Alain Joffroy (Grasset) ; « Le Gouverneur de Morée », de Bruno Zevi (Grasset).

Parmi les romans étrangers :

« Musique pour caméléons », de Truman Capote (Gallimard) ; « Le Nom de la rose », d'Umberto Eco (Grasset) ; « L'Art du retour », de Peter Handke (Gallimard) ; « Le Chemin de Corinthe », d'André Kamie-Wies (Albin-Michel).

« Les prix Médias français et étrangers seront décernés le lundi 22 novembre. Ont été retenus pour les romans français : « Un amour de sept ans », de Serge Douvrousky (Hachette) ; « Vénus et Cie », de Jean-François Josselin (Grasset) ; « La Vie réinventée », d'Alain Joffroy (Grasset) ; « Le Gouverneur de Morée », de Bruno Zevi (Grasset).

Parmi les romans étrangers :

« Musique pour caméléons », de Truman Capote (Gallimard) ; « Le Nom de la rose », d'Umberto Eco (Grasset) ; « L'Art du retour », de Peter Handke (Gallimard) ; « Le Chemin de Corinthe », d'André Kamie-Wies (Albin-Michel).

« Les prix Médias français et étrangers seront décernés le lundi 22 novembre. Ont été retenus pour les romans français : « Un amour de sept ans », de Serge Douvrousky (Hachette) ; « Vénus et Cie », de Jean-François Josselin (Grasset) ; « La Vie réinventée », d'Alain Joffroy (Grasset) ; « Le Gouverneur de Morée », de Bruno Zevi (Grasset).

# Reims, la Meuse

## Simons et le pastiche

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

« Simons et le pastiche » est un roman de Michel Laoué, paru chez Grasset. Il s'agit d'un roman de pastiche, c'est-à-dire d'un roman qui imite un autre roman. Dans ce cas, c'est le roman de Michel Laoué qui imite le roman de Michel Laoué.

سكتة دماغية



# Reims, la Mecque du polar

Le 1<sup>er</sup> Festival du roman et du film policiers qui vient d'avoir lieu à Reims a rempli son contrat : une exposition Claude Aveline, un colloque autour de Gaboriau, un hommage au cinéaste Jacques Deray, une « foire au polar », la remise de plusieurs prix et trophées, etc. Les invités, l'Américain Harry Whittington et le Britannique Julian Symons, ont fait sensation. On a croisé des auteurs, Vautrin, Malet, Mazarin, des éditeurs, Mosconi, Varoux, Giry, des critiques, Labadie, Schleret, Mespède, des libraires, ceux de l'introuvable et de Choc Corridor.

Les organisateurs, l'association « 813 » (1) et la Maison de la culture André Malraux, ont senti que le Festival, où l'on a lancé des ouvrages

importants, comme le guide de la Série noire, Voyage au bout de la nuit, est arrivé à un tournant. Pour augmenter son audience, il doit échapper à l'amateurisme et multiplier les soutiens. Déjà le directeur de la Maison de la culture a pu annoncer la création d'une médiathèque du policier, dotée de moyens vidéo, et envisager de multiplier les invitations. Plus que jamais, avec une manifestation unique en son genre, Reims entend rester « la Mecque du polar ».

RAPHAEL SORIN.

(1) « 813 », association des amis de la littérature policière, 14, rue de La Garenne, 78330 Les Loges-en-Josas.

## Julian Symons et le pastiche

Il y a du pastiche dans l'air, comme si le policier las du « réel », finissait par être son propre révérent. Ainsi Julian Symons, biographe de Dickens et de Carlyle, après avoir écrit une vingtaine de romans, s'est-il amusé dans les *Grands Détectives*, qui réunissent sept « enquêtes originales ». Des illustrations de Tom Adams contribuent à rendre l'atmosphère lourde de menaces, ce qui est la marque de Conan Doyle ou de Rex Stout.

Symons, qui, derrière sa barbe et sa bedaine, cache beaucoup de malice et d'érudition, disait avoir demandé l'accord des créateurs des grands détectives ou de leurs héritiers. « Si mon roman me le donne, c'est grâce aux auteurs, que je tiens à remercier, j'ai pu réviser, pour la première fois, des figures aussi prestigieuses que Maigret, Miss Marple, Philip Marlowe, Nero Wolfe ou Ellery Queen. »

Sherlock Holmes est l'un des sept détectives retenus par Symons ; on le retrouve dans le *Mémorial*, où Jacques Sautou et Paul Gayot, « énigmatistes » émérites, proposent huit paro-

dies, pastiches et suites qui sont autant d'échantillons de la dévotion holmésienne. Mils Kingston, par exemple, fait enquêter Holmes sur l'identité de Stakespeare, et Paul Anderson l'introduit dans un récit de science-fiction.

Autre nouveauté, *Chandler, la Merle rouge*. Le roman graphique de Steranko met cette fois en scène un créateur qui, avant que son héros, Marlowe, appartienne à la légende. Préface et adapté par Manchette, qui voit chez Steranko l'influence d'écrivains de la « seconde génération » du roman noir. Day Keene ou Lionel White, ce festival de stéréotypes, à l'ère du *food* et des simulacres vidéo, pose le pastiche à son comble, au bord du vide.

R. S.

\* LES GRANDS DÉTECTIVES, de Julian Symons, Ed. Atlas, traduit de l'anglais par Michel Lebrun, 143 pages, 95 F.

\* SHERLOCK HOLMES, MÉMORIAL, Editions Clandier - Goussard, 124 pages, 45 F.

\* CHANDLER, LA MERLE ROUGE, de Steranko, coll. « Les Hémisphères associés », 125 pages, 45 F.

Présentés au Festival

## Le roman criminel

L'HISTOIRE du Roman criminel, que proposent Stefano Benvenuti et Gianni Rizzoni, et que compile Michel Lebrun en faisant la part belle au « néopolar » français, va chercher jusqu'à Zola, de Voltaire, les origines du genre. Plutôt ternes, ce panorama a quand même le mérite de rappeler les vertus des « primitifs » du policier, Gaboriau, Conan Doyle, Wilkie Collins, Mary Roberts Rinehart, etc. Il offre aussi, avec une « introduction », de

Manchette, une de ces spéculations hasardeuses dont les chanteurs de la paratextualité se rendent parfois coupables. D'après Manchette, la fondation de « l'histoire de la détection », par Edgar Poe étant contemporaine du Manifeste communiste (1948), « le capital envahit le monde, extensivement et intensivement, et produit son négatif ».

\* LE ROMAN CRIMINEL, L'Atalante, illustrations couleurs et noir et blanc, 246 pages, 140 F.

## Tout sur la Série noire

La Série noire, ce n'est pas seulement Chandler, Hammett ou Chase. Mais comment s'y retrouver ? Deux fanatiques, Claude Mespède et Jean-Claude Schleret, ont réalisé le livre que tous les lecteurs de la Série noire attendaient : un inventaire des sept cent trente-deux auteurs et de leurs œuvres en Série noire et en Série blanche, suivi d'une filmographie complète. Et, en plus, l'ouvrage publié par Futuropolis, qui a déjà magnifiquement repris la bande dessinée de Hammett-Raymond, *Agent secret X-9*, est superbe.

Mespède et Schleret ont résolu l'épineux problème des pseudonymes. Les détails biographiques qu'ils donnent sont

souvent fournis par les écrivains eux-mêmes. Ils signalent les titres parus dans d'autres collections policières. Enfin, ils citent toujours leurs sources, fanzines, revues, journaux et études.

Ce monument, digne d'une collection qui a presque tout raffiné, de Aarons à Zeckel, on ne le lâche plus quand on a eu l'impression de l'avoir. Les deux fous du roman noir, avec l'air de ne pas y toucher, ont écrit un guide où ils montrent un goût très sûr.

\* S.N. VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT, par Claude Mespède et Claude Schleret, Ed. Futuropolis, 478 pages, illustrations, 165 F.

VIENT DE PARAÎTRE :

Marcel CONCHE

LE FONDEMENT DE LA MORALE

ÉDITIONS DE MEGARE, 14160 VILLERS-SUR-MER

Prix : 81 F

BORIS SAVINKOV

SOUVENIRS D'UN TERRORISTE

ÉDITIONS CHAMPIÈRE

## Harry Whittington, l'individualiste

EDWARD AARONS, Fredric Brown, David Goodie, Frank Gruber, Geoffrey Horne, Frank Kane, Ed Lacy, Jim Thompson, Charles Williams pour tous ces noms, parmi tant d'autres, on peut seulement évoquer les troubles photos trémées qui figurent sur les rabats ou au dos des volumes de la Série noire. La mort leur a cloué le bec.

Harry Whittington, lui, est toujours de ce monde. C'était le type qui aurait su les lecteurs de *Les visages*, en 1957 : cheveux ras, chemise ouverte sur un tee-shirt, menton volontaire. Il ressemblait à un mécano. Vingt-cinq ans après, il se baladait calmement dans le hall du *Frank* ou buvait du champagne chez Rinaut, et on n'en croirait pas ses yeux. Blanc comme un linge, costume strict à fines rayures, cravate discrète, il ressemble à un vieil avocat de ténérif, égaré parmi les fans, films, eux, comme l'as de pique.

Né en 1918 à Ocala (Floride), lié à l'école des écrivains du Sud, Day Keene, J.D. MacDonald et Talmage Power, il se sent surtout proche d'Ernest Caldwell. « Une critique du Monde, dit-il, si y a longtemps, m'a comparé à lui. On ne pouvait pas me faire plus plaisir. Mais à côté de Caldwell, la France, où je mets les pieds pour la première fois, est la patrie des écrivains qui m'ont influencé. J'étais tout jeune quand la dépression et les peurs. À l'heure des repas, on leur de manger, je lisais des traductions de Maupassant, de Balzac, de Flaubert et de Dumas. Quand Galtimard m'a publié, je ne savais rien de la Série noire. Pour moi, Galtimard était l'éditeur d'Albert Camus. »

Les rééditions récentes de *Casse-tête* et de *Vingt-Deux (long rifle)* en Série noire, les *Voyages* de *Ernest Caldwell* du vendredi chez Marabout, ont confirmé la redécouverte de

Whittington, annoncée par un numéro de la revue les *Amis du crime* (1), réalisé par Jean-Jacques Schleret.

Auteur également de nombreux romans westerns, sentimentaux et historiques, Whittington n'a pas passé six mois à Hollywood, engagé par la Warner pour écrire un film, destiné à Gary Cooper qui ne fut pas réalisé. « Mais, précise-t-il, j'ai profité du boom du Livre de poche, au début des années 50. Les magazines qui prenaient nos nouvelles et faisaient vivre des gens comme Day Keene, ont disparu d'un seul coup. C'était dramatique. On allait crever de faim. Le boom m'a permis d'enchaîner livre sur livre. Après il y eut encore une crise et j'ai dû renoncer à écrire. Maintenant, avec le succès des histoires d'amour et du roman historique, je n'arrête plus. J'ai pris un pseudonyme pour chacun des genres. Par exemple, je signe Ashley Carter mes romans « gothiques » sur l'esclavage et Harried Kattrin Meyers mes livres dont l'héroïne est une jeune infirmière. »

Whittington, même s'il préfère raconter des anecdotes sur ses amis, comme Frederick C. Davis, qui fournit un millier d'histoires à des revues populaires (2) et à *Mystère*, dit que ses exigences, « Schleret et Schlegel ont su voir ce que je cherchais à dire dans mes romans noirs. Je suis un individualiste forcené et mes héros, contre la haine et le mensonge, mènent leur combat solitaire. J'ai fait les idées abstraites, les bons sentiments. Je ne condamne pas les salauds ni les gars mais, sous le constat que j'étais, j'espère que l'on devine ma colère et mon indignation. »

R. S.

(1) Série à J.-F. Naudon, 7, rue de l'Abbaye-Grégoire, 92130 Issy-les-Moulineaux.

## roman

## Serge Bramly ressuscite les autodafés de Savonarole

● Une fresque de la vie quotidienne à Florence en 1497.

QUEL spectacle ! Quel tourbillon ! Avec la *Danse du loup*, son troisième roman, Serge Bramly n'a pas lésiné sur les moyens. Il entraîne son lecteur au cœur de l'un des plus étranges carnivals de l'histoire occidentale : celui de Florence, en 1497. Les Médicis viennent d'être chassés, la ville est aux mains du dominicain Jérôme Savonarole. Ce dernier a entrepris de purifier la cité, c'est-à-dire d'en faire disparaître toutes les représentations susceptibles d'incriminer les œuvres du mal. Premiers visés : les tableaux, les sculptures, les livres. On érige des bûchers autour desquels vient se rassembler toute la population.

Savonarole est un malin : il a choisi pour ambassadeurs les enfants. Dans l'esprit du moine, on devine que ces bambins sont l'image d'une certaine pureté. Dans la pratique, il en va tout autrement lorsque ces hordes déchaînées se répandent dans les rues en hurlant. Au nom de Christ, roi de Florence, et de la Vierge Marie, notre reine. »

Prenant appui sur ces faits historiques, Bramly a mis sur pied l'une de ces mystifications dont il a le secret. Pour cela, il a imaginé le personnage de Théophile Ordonné, un érudit byzantin qui, habituellement, vit du commerce des livres. La politique de Savonarole lui porte bien entendu préjudice. Cependant, puisqu'il n'est pas question d'user de la force pour endiguer ce gigantesque autodafé, il rusera. On brûle Hérodote, Hésiode ou Diophante ? Qu'importe. Le Byzanthin, aidé de quelques amis, écrira des textes qu'il signera de leurs noms. On peut deviner la suite. Les siècles passant, l'histoire a fini par intégrer ces faux manuscrits.

BERNARD GÉNIES.

\* LA DANSE DU LOUP, de Serge Bramly, Belfond, 240 p., 59 F.

## Drieu La Rochelle

(Suite de la page 11.)

En préface au *Fragment de Mémoires* politiques que Drieu a dicté vers 1943, et que Gallimard publie ces jours-ci, le spécialiste américain de cette période, Robert O. Paxton, rappelle que le parti unique, réalisé en Russie (1918), en Italie et en Pologne (1926), en Allemagne (1933), en Espagne (1936), en Roumanie (1938), est ouvertement prôné par la droite française d'avant-guerre, dont l'impuissance de la Troisième République alimente l'antiparlementarisme, et pour laquelle le pluralisme n'est pas encore devenu un des acquis sacrés de l'Occident.

Drieu est de ceux qui mettent la victoire allemande à profit pour relancer ce mauvais rêve d'un parti unique. Dès août 1940, il suggère à l'ambassadeur de Hitler, son ami Abetz, et aux dirigeants de Vichy de confier l'organisation à Doriot et à Bergery, ce dernier, le Gilbert irresolu de Gilles, étant placé « sous » l'ancien communiste et leader du P.P.F., dont la « force brute » l'a tellement impressionné. Ainsi se trouverait incarné le couple-au-pouvoir de l'Homme à cheval.

LES interlocuteurs de Drieu n'ont que faire de tels fantasmes. Abetz a reçu instruction de s'appuyer sur les notables conservateurs, plutôt que sur des imitateurs de l'hitlérisme, et d'encourager nos divisions : il choisit Daut, Pétain et Laval, de leur côté, se reposent sur les grands corps de l'administration, bienveillants. Quant aux synarques du « groupe de la banque Worms » vers qui Drieu se retournera, tels Marlon et Pucheu, ils préféreront à ses rêves de « rupture » des carrières ministérielles.

La vérité est que notre stratège amateur a été roulé comme dans un bois. « Il n'a jamais rien entendu de la politique », confirme son ami Bertrand de Jouvenel à Frédéric Grover. Sa conception du monde, de l'homme, de la société et de l'action n'a rien de réfléchi : c'est une réponse émotive à sa haine de la faiblesse et de la décadence, à sa nostalgie du compagnonnage guerrier, à son attirance sado-masochiste pour le féroce aveuglement des foules.

Ainsi s'explique son entêtement dans l'erreur, qu'on dirait voluptueux, alors que les vrais politiques s'adaptent aux nouvelles données mondiales et que des amis lui offrent d'échapper aux conséquences de son mauvais pari. Ce sera l'autopunition du retour au P.P.F., en 1942, le refus de fuir, en 1944, la conversion folle au communisme et, quelques semaines, avant la mort choquée de mars 1945, ce suicide moral et artistique : « Je crois que le temps de la littérature est passé. »

POUR Nimier, cité par Marc Dambre, Drieu a subi la « grande tentation intellectuelle, au sortir des salons, ou du désordre, de trouver l'auditoire simple et franc des militants ». Sans doute a-t-il éprouvé le « petit arrière-fond d'envie » des intellectuels à l'égard des politiciens qu'ils poussent en avant et qui, une fois lancés, « se détachent si bien d'eux » (*Fragment de Mémoires*).

Plus probablement, Drieu a refusé à la fois, comme tant d'autres intellectuels de tous bords, la honte des convictions sans risques, telle que l'exprimait Jacques Rigault — « On ne voudrait pas partir avant de s'être compromis » — et l'existence de l'Autre, les raisons de l'Autre, qui obligent le vrai démocrate à rester douloureusement partagé.

Ce pluralisme au cœur de soi-même était au-dessus de ses forces. D'où l'effarante prophétie, qu'on espère improbable, lors du débarquement allié : « Je souhaite le triomphe de l'homme totalitaire sur le monde. Le temps de l'homme divisé est passé, le temps de l'homme réuni revient. »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

\* DRIEU LA ROCHELLE, CARRIÈRE DE L'HÉROÏNE NO 42, 428 pages, 280 francs.

\* FRAGMENT DE MÉMOIRES (1940-1941), de Pierre Drieu La Rochelle, Gallimard, 138 pages, 57 francs.

## « LE GUIDE 83 DE L'AUTEUR »

« Ce que vous devez savoir pour faire éditer ou éditer vous-mêmes vos ouvrages. »

Ce guide comprend :

1. Une nouvelle édition revue et augmentée du Manuel de l'auteur-éditeur dans laquelle vous trouverez la marche à suivre, les précautions à prendre, les conseils utiles, les formalités à remplir, le point sur les réglementations en vigueur, les organismes à consulter.
2. Des études chiffrées, précises, sur les coûts d'impression et de fabrication. Des devis provenant d'imprimeurs installés dans diverses régions de France.
3. Nos conditions d'édition.

Pour commander, envoyez vos nom et adresse, accompagnés de votre règlement de 148 F (+ 12 F pour frais d'envoi), à : ÉDITIONS DE MEGARE, 14640 VILLERS-SUR-MER.

Après LA GUERRE SECRÈTE de Anthony Cave Brown le deuxième volet de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

LA GUERRE DU PACIFIQUE

John Costello

NOUVELLE HISTOIRE À PARTIR D'ARCHIVES RESTÉES JUSQU'ICI SECRÈTES

Un grand livre aux dimensions de son sujet

PYGMALION GIRAUD WATHELET



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### La grotte-galerie de Claude de Muzac

La passion des beaux objets qui habite Claude de Muzac l'a conduite à savoir les mettre en valeur.

Depuis une vingtaine d'années, elle est la spécialiste la plus inventive de la présentation des objets d'art que lui confient collectionneurs et amateurs.

Cette femme mince et d'aspect fragile, aux grands yeux étonnants, concentre toute son énergie à retrouver la vérité profonde des choses du passé. Cette sensibilité remonte à l'enfance, lorsque - petite-fille rêveuse - elle se promenait solitaire dans cette campagne du Lot qui ressemble à la Toscane.

Installée dans une très ancienne demeure de Saint-Germain-des-Prés, à l'angle de la rue de l'Écluse et de la rue Bourbon-le-Château, Claude de Muzac monte sur socle, surélevée, toujours à la recherche de l'équilibre parfait qui donne aux objets leur place dans l'espace. En plus de ses dalles-supports et chevalets en bois ou en métal, elle propose une vitrine, à poser ou à suspendre, qu'elle a voulue toute transparente.

L'endroit privilégié de son domaine, c'est la « grotte-galerie ». Après avoir descendu un vertigineux escalier en colimaçon, on arrive dans une salle à voûte romane, vestige de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Claude de Muzac y réunit les objets qu'elle aime, découverts avec patience et amour, mis en scène pour séduire leurs spectateurs : yeux d'une statue égyptienne encastrés dans une plaque de verre, éventail déployé dans un boîtier en plexiglas, coiffes antiques suspendues sur une paroi transparente. Sur un fond musical, les faisceaux de mini-projecteurs animent ce monde fascinant.

Des lampes-objets

Depuis un an, Claude de Muzac collectionne des objets, anciens ou modernes, qu'elle transforme en lampes, selon une technique personnelle. « Tout part de l'objet, dit-elle, pour lequel j'éprouve toujours un grand respect. Son montage en lampe n'altère jamais son intégrité. » Ses lampes ont une tige télescopique qui permet d'adapter la

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 11 novembre à 0 heure et le vendredi 12 novembre à minuit :

Un rapide courant perturbé, circulant jeudi matin du centre Atlantique en direction des îles Britanniques, puis du Danemark et des pays baltes, va voir sa trajectoire s'infléchir vers le sud. Vendredi, il traversera la France d'ouest en est, en amenant des pluies, du vent et d'une manière générale, un temps assez médiocre, au moins sur nos régions les plus septentrionales.

Vendredi matin, on prévoit des pluies sur la Vendée, la Bretagne et le Cotentin. Les vents de sud-ouest à ouest-sud-ouest seront assez forts à l'ouest du littoral ; les températures seront alors de 10 à 12 degrés. Le mauvais temps va progresser sur le continent et atteindra, le soir, les Vosges, le Jura, la Savoie. Il s'étendra vers le sud à la fin de la journée, et les températures seront alors de 10 à 12 degrés.

Au cours de la journée, fin des pluies et apparition d'éclaircies sur le Finistère. Ces éclaircies gèneront la région parisienne et le val de Loire. En cours d'après-midi, des nuages avec averses se développeront. Les vents d'ouest seront assez forts à modérés. Les températures maximales, sur une large moitié nord, seront comprises entre 13 et 14 degrés dans l'Ouest, et de 11 à 12 degrés dans l'Est. Sur les régions méridionales, des Pyrénées à la Méditerranée, le temps sera ensoleillé en dépit de nuages passagers. Les températures y seront comprises entre 8 et 11 degrés le matin, et 18 à 20 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 novembre 1982, à 7 heures, de 1 026,2 millibars, soit 769,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 novembre ; le second le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre) : Ajaccio, 20 et 11 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 16 et 13 ; Bourges, 14 et 11 ; Brest, 15 et 10 ; Caen, 14 et 6 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 13 et 8 ; Dijon, 14 et 9 ; Grenoble, 14 et 5 ; Lille, 12 et 6 ; Lyon, 14 et 6 ; Marseille-Marianne, 18 et 8 ; Nancy, 13 et 10 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 5 ; Pau, 16 et 8 ; Perpignan, 18 et 12 ; Rennes, 15 et 5 ; Strasbourg, 15 et 9 ; Tours, 14 et 10 ; Toulouse, 16 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

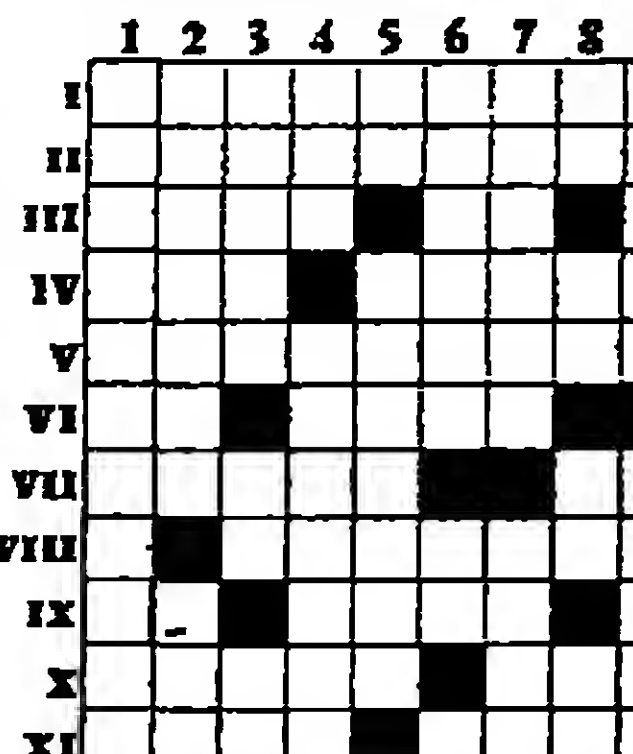
Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 12 et 10 ; Athènes, 16 et 13 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 12 et 9 ; Le Caire, 20 et 13 ; Les Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 12 et 10.

JANY AUJAMÉ.

\* Claude de Muzac, 19, rue de l'Écluse ; « La maison rose », 1, rue de l'Abbaye, 75006 Paris.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3318



HORIZONTALEMENT

1. Ce n'est pas lui qui s'opposerait au culte des images. - 11. Enrichit celui qui la dispense. - 111. Cimetière marin grec. Signal de départ.

## BREF

### ANIMAUX

#### DÉSODORISANT POUR LITIÈRES.

Pour diminuer et prévenir les odeurs émanant des litières pour chats, un produit désodorisant se met dans le fond du bac. C'est une poudre, non toxique, composée de fleur de farine et de sels minéraux et parfumée à l'herbe. La boîte cylindrique de 375 grammes permet de désodoriser une dizaine de kilos de litière : elle est vendue 17 francs environ.

\* « Litière fraîche » Wizard. En vente dans les drogueries, grandes magasins et boutiques d'accessoires pour animaux.

### ENTRAIDE

#### INGÉNIEURS SANS FRONTIÈRES.

Dans le but de financer ses missions en direction des pays en voie de développement, Ingénieurs sans frontières (28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Téléphone : 260-34-13, poste 343) organise le 30 novembre, à la salle Gaveau, un concert de musique classique. Au programme sont inscrites des œuvres de Haendel, Bach, Dvorak, ainsi que la première en France d'une œuvre de Chostakovitch avec la participation de l'orchestre de chambre les Virtuoses français, sous la direction de James Morreau, avec le concours de Chantal de Buchy, au piano.

### EXPOSITIONS

#### MODÈLES RÉDUITS.

La Ville de la Celle-Saint-Cloud (Yvelines) présente, dans le cadre de ses activités artistiques et culturelles, dans les salons d'expositions de l'hôtel de ville, actuellement et jusqu'au 10 décembre, une exposition ayant pour thème les modèles réduits, bateaux, avions. Cette exposition réunit près de cent cinquante modèles, de tous types anciens et contemporains.

### SANTÉ

#### VACCINATIONS A AIR FRANCE.

Le service des vaccinations d'Air France (3, square Max-Hymens, 75015 Paris, deuxième étage), qui se tient à la disposition des passagers pour les conseiller sur les précautions sanitaires à prendre avant leur voyage et pour effectuer les vaccinations obligatoires ou recommandées, est ouvert, depuis le 1<sup>er</sup> novembre, à 9 heures au lieu de 8 h 45, y compris le samedi. L'heure de fermeture (16 h 30) reste inchangée. Le service est assuré, sans interruption, à l'heure du déjeuner, tous les jours de la semaine, à l'exception du samedi (fermeture entre 12 heures et 14 heures).

### VIVRE A PARIS

#### LA CHANSON DANS LE MÉTRO.

La chanson française descendra en force dans le métro parisien, du 24 au 27 novembre, à l'invitation de la R.A.T.P. Une centaine de spectacles sont programmés : à Aubert (3 000 places), à Miramont (300 places), à Nation (300 places) et dans une dizaine d'autres stations, l'après-midi ou en nocturne. La station Châtelet accueillera plutôt des débats et des expositions sur des chanteurs et sur l'histoire du microillon.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gratuit.

André Laurens, directeur de la publication.

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1982)

Jacques Fauvet (1982-1982)

Imprimé au :

« Le Monde »

5, rue de la Harpe

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395-2037.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 NOVEMBRE

« Saint-Séverin », 14 h 30, Église Saint-Séverin (L'art pour tous).  
« Musée Gustave-Moreau », 11 h, 14, rue de La Rochefoucauld (M. Bouchard).  
« Bourg Saint-Germain-des-Prés », 15 h, métro Cité (M. Czarny).  
« Le Sénat », 15 h, 20, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Hôtel de Mondragon », 15 h 3, rue d'Audin (M. Ferrand).  
« Sévres », 15 h, hall d'entrée du musée de Sévres (M. Hauller).  
« Les Croisés vus par eux-mêmes », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).  
« Exposition Oudry », 15 h, Grand Palais (P.-Y. Jastel).  
« Hôtel de Lassay », 15 h 30, 128, rue de l'Université (M. de la Roche).  
« La Madeleine », 15 h, métro Madeleine (Luithe-Voisie).  
« Écouter et philosopher du Père Lachaise », 13 h 30, avenue du Père Lachaise (M. V. de Langlade).  
« Hôtel de Lassay », 15 h, 2, place du Palais-Bourbon (Paris et son histoire).  
« Le couvent des Carmes », 15 h, métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).  
« L'Institut de France », 15 h, 23, quai Conti (Tourisme culturel).  
« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).  
« Exposition Oudry », 11 h, Grand Palais (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

14 h : 117, rue Notre-Dame-des-Champs : « De la guerre à la paix » (Alliance mondiale des religions).  
15 h : Palais de la Découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, M. D. Morrison : « La physique à l'aide des photographes ».  
16 h 30 : 62, rue Saint-Antoine, M. Zejovic : « Les calvaires bretons et endos paroisiers ».  
17 h 30 : 12, rue Cortot, M. M. Sandret : « Que sont devenus les contes de fées à notre époque de bandes dessinées, de romans noirs et de science-fiction ? ».

GUY BROUTY.

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULÉS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

### TRANCHE DES AZALEES

TIRAGE N° 20 DU 10 NOVEMBRE 1982

TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER
1	91 281 831 871 6131	200 500 500 2 000 10 000	5	17 313	10 000
2	062 062 092 492 522 982 212 19631	500 500 500 500 500 500 2 000 1 000 000	6	2776 6966 9266 19126	2 000 2 000 2 000 10 000 000
3	3 93 873 703 743 24713	100 300 600 2 100 2 100 10 000	7	087 397 5117 6597	500 500 10 000 10 000
4	196 796 936 6336	500 500 500 10 000	8	08 08 938 938	200 200 500 10 200
5	295 2595	300 10 000	9	029 219 679 929 6349	300 300 2 000 2 000 10 000
			0	0 0 0 7160	100 300 500 2 100

Prochain tirage le 17 novembre 1982

Tranche de Novembre des Signes du Zodiaque à SAINT-DENIS de la REUNION (Réunion)

7 8 13 22 30 32

NUMERO COMPLEMENTAIRE 23

Prochain tirage le 17 novembre 1982 Validation jusqu'au 16 novembre Après-Midi

## ARLEQUIN

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 71 DU 10 NOVEMBRE 1982

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées pour tous ceux qui ont joué un billet entier
1	Tous les billets terminés par 1 gagnent 70 F dans toutes les séries
25	Tous les billets terminés par 25 gagnent 300 F dans toutes les séries
	Tous les billets terminés par 25 gagnent 200 F dans toutes les séries
	Numéros gagnants dans toutes les séries
	Somme à payer
008	0006 1006 2006 3006 4006 5006 6006 7006 8006 9006
	4 400
008	0080 1080 2080 3080 4080 5080 6080 7080 8080 9080
	800
008	0080 1080 2080 3080 4080 5080 6080 7080 8080 9080
	800
023	0022 1022 2022 3022 4022 5022 6022 7022 8022 9022
	4 000
023	0032 1032 2032 3032 4032 5032 6032 7032 8032 9032
	400
023	0203 1203 2203 3203 4203 5203 6203 7203 8203 9203
	400
023	0230 1230 2230 3230 4230 5230 6230 7230 8230 9230
	400
023	0302 1302 2302 3302 4302 5302 6302 7302 8302 9302
	400
023	0320 1320 2320 3320 4320 5320 6320 7320 8320 9320
	400
	Numéros gagnants
	Somme à payer
0254	0 245
	10 000
0254	0 254
	3 000 000
0254	0 425
	10 300
0254	0 452
	10 200
0254	0 524
	10 000
0254	0 542
	10 000
0254	2 045
	10 000
0254	2 054
	10 000
0254	2 405
	10 000
0254	2 450
	10 000
0254	2 504
	10 000
0254	2 540
	10 000
	Numéros gagnants
	Somme à payer
0254	4 025
	10 300
0254	4 052
	10 200
0254	4 205
	10 000
0254	4 250
	10 000
0254	4 502
	10 000
0254	4 520
	10 000
0254	5 024
	10 000
0254	5 042
	10 000
0254	5 204
	10 000
0254	5 240
	10 000
0254	5 402
	10 000
0254	5 420
	10 000

Prochain tirage le 24 novembre - Tirage télévisé à 19 h 50

## SPORTS

### VOILE

#### Avaries en série sur la Route du Rhum

La mer toujours forte mercredi 10 novembre et la fatigue des concurrents, qui limitent leur temps de repos au minimum dans cette zone fréquentée par les cargos et les bateaux de pêche, ont multiplié les avaries et accentué la sélection en tête de la Route du Rhum. Mercredi, à 20 heures G.M.T., Éric Loizeau, qui a choisi la route la plus au nord avec son petit trimaran *Gauloise-IV*, était le plus proche des Antilles (3114 miles) après avoir failli chavirer pendant son sommeil. *Colt Cars*, le trimaran de Robert James, était pointé, plus au sud, en deuxième position (3123 miles). *Elf-Aquitaine*, le catamaran de Marc Pajot occupait la troisième place (3138 miles), encore plus au sud.

Près de trente voiliers ont fait savoir par radio qu'ils avaient subi des avaries plus ou moins graves au cours des dernières quarante-huit heures. Avec Jean-Yves Trelain, dont le trimaran *Gauthier-III* a démité et dérive sur La Rochelle, d'autres concurrents vont être probablement contraints à l'abandon : Daniel Gillard, dont le petit trimaran *Britanny Ferries* a eu une collision avec un chalutier espagnol ; Paolo Sciaritta qui, après avoir déchiré, au départ, les voiles de son monocoque *Vigorel*, a dû regagner une deuxième fois Saint-Malo, après avoir heurté un rocher en baie de Saint-Brieuc ; Alain Labbé, qui fait route sur Lorient à cause d'une voie d'eau à l'avant de son trimaran *Club Montaner*, et Thierry Caron qui espère rejoindre La Rochelle, après avoir perdu la dérive et déchiré le génie de son trimaran *Filtrasol*. Enfin, Daniel Le Mené a renoncé à repartir de Saint-Malo, il n'a pu réparer la coque de son catamaran *Edonil*, heurté au départ par un bateau de plaisanciers.

### FOOTBALL

#### LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR LES PAYS-BAS (2-1) Trésor et Platini sur le chemin des records

Pour fêter sa sixième-troisième sélection en équipe de France et égaler le record établi voilà vingt-trois ans par Roger Marche, Marius Trésor méritait mieux que ce stade de Rotterdam abritant, mercredi 10 novembre, moins de dix mille spectateurs dans une enceinte de soixante-cinq mille places. La rencontre s'annonçait, il est vrai, insolite, entre une équipe néerlandaise très jeune et une sélection française presque entièrement renouvelée après une cascade de forfaits (1). L'insolite était toujours de mise au coup de sifflet final où l'équipe des Pays-Bas, invaincue à domicile depuis plus d'une décennie, devait laisser la victoire par 2 buts à 1 à cette équipe de France qui n'avait jamais réussi à s'imposer sur le terrain d'un grand pays de football depuis la prise de fonctions de Michel Hidalgo en 1976.

Tout au long de ses onze années de vie en bleu, Trésor, qui a connu trois entraîneurs nationaux, cent-deux coéquipiers et des adversaires de trente pays différents, a rarement passé une soirée aussi sereine. Derrière Maxime Bossis, promu stoppeur avant de lui succéder probablement au poste de défenseur libre, Trésor n'a jamais eu à faire étalage de ses qualités athlétiques - puissance, détente, souplesse - qui ont fait de lui un joueur d'exception au niveau mondial.

Dix ans de conquêtes et deux finales de Coupe du monde consécutives, en 1974 et en 1978, avec la génération des Crujeff, Neeskens, Haan, Krol, Rep, ont laissé le football néerlandais exsangue. En cherchant à retenir le plus longtemps possible leurs vedettes, les clubs ont irrémédiablement compromis leur trésorerie. Aujourd'hui, leur déficit global avoisine les 50 millions de florins (130 millions de francs). Après avoir connu tant d'heures fastes, le public déserte les stades.

L'équipe de France avait porté le coup de grâce à ce football néerlandais, en l'écartant de la Coupe du monde. Pour la première fois depuis bien longtemps, aucun club ne disputera cette année le troisième tour

des Coupes européennes. Pour préparer la coupe du monde 1986, Kees Rijvers, le sélectionneur national, a donc choisi de repartir de zéro, en retenant six joueurs âgés de vingt-trois ans ou moins. Mais Wim Kieff (dix-neuf ans), l'avant-centre de l'Ajax d'Amsterdam, auteur de trente-deux buts la saison dernière en championnat des Pays-Bas, a mesuré, avec ses jeunes coéquipiers, la différence qui sépare cette compétition du niveau international.

En accédant aux demi-finales de la Coupe du monde, l'équipe de France ne s'est pas seulement forgé un style en Espagne. Elle y a acquis une confiance, une expérience et une sérénité mises en évidence à Rotterdam. Cueilis à froid par le but de Tahamata (64 minutes), les Français ont mis moins de cinq minutes pour répliquer par Patrick Battiston avant de prendre le jeu à leur compte au centre du terrain, malgré l'absence de joueurs aussi talentueux qu'Alain Giresse ou Bernard Genghin.

La richesse du football français apparaît telle aujourd'hui que ce sont justement les remplaçants de ces deux joueurs qui se sont peut-être mis le plus en évidence contre les Néerlandais : Luis Fernandez (vingt-trois ans) pour son abnégation à défendre et Jean-Marc Ferreri (dix-neuf ans) pour ses accélération en attaque. Il ne restait plus qu'à concrétiser cette domination. Michel Platini, qui n'avait pas forcé son talent jusqu'ici, s'en chargeait à huit minutes de la fin du match en inscrivant son vingt-troisième but en équipe de France. Ainsi, après Roger Marche, un autre « ancien de Suède » voit son record de plus en plus menacé : Just Fontaine qui avait marqué vingt-sept buts sous le maillot bleu.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Maxime Bossis était le seul joueur des deux équipes à avoir participé, en mars 1981 sur ce même stade, au match aller de qualification pour la Coupe du monde.

## LA MONTAGNE

### Les maux de la po

Le 12 novembre 1982, à 14 heures, un incendie a éclaté dans la forêt de la montagne de la po. Les flammes ont rapidement gagné les arbres et les buissons, créant une immense colonne de fumée qui s'est élevée vers le ciel. Les pompiers sont intervenus rapidement et ont réussi à éteindre l'incendie après plusieurs heures de travail. Les causes de l'incendie sont encore inconnues, mais il est probable qu'il s'agit d'un feu de forêt. Les autorités ont demandé aux habitants de la région d'être vigilants et de signaler tout feu suspect. Les services de la montagne ont également été alertés et ont commencé à surveiller la zone. Les maux de la po sont une véritable menace pour la forêt et les habitants de la région. Il est donc essentiel de prendre des mesures pour prévenir ce type d'accident.

## VARIÉTÉS

### LA RENTRÉE D'...

#### Le dernie

Le 12 novembre 1982, à 14 heures, un incendie a éclaté dans la forêt de la montagne de la po. Les flammes ont rapidement gagné les arbres et les buissons, créant une immense colonne de fumée qui s'est élevée vers le ciel. Les pompiers sont intervenus rapidement et ont réussi à éteindre l'incendie après plusieurs heures de travail. Les causes de l'incendie sont encore inconnues, mais il est probable qu'il s'agit d'un feu de forêt. Les autorités ont demandé aux habitants de la région d'être vigilants et de signaler tout feu suspect. Les services de la montagne ont également été alertés et ont commencé à surveiller la zone. Les maux de la po sont une véritable menace pour la forêt et les habitants de la région. Il est donc essentiel de prendre des mesures pour prévenir ce type d'accident.



Le Monde

culture

CINÉMA

LA MORT D'ELIO PETRI

Les maux de la politique

Le cinéaste italien Elio Petri est mort à Rome le 10 novembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-trois ans.

Au Festival de Cannes 1970, un film italien, Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon, reçut le Grand Prix spécial du jury et le Grand Prix de la critique internationale. Ce fut pour son réalisateur, Elio Petri, qui n'avait jamais connu, en France, qu'un succès d'estime, une éclatante consécration.

Ce film était le portrait d'un policier violent, arrogant, mégalomane (interprété par Gian Maria Volonté), qui, après avoir tué sa maîtresse, jouait à faire découvrir sa culpabilité, persuadé que sa fonction - à venir d'être nommé chef de la police politique - le rendait intouchable. Analyse d'une révolte, étude d'un milieu, dénonciation de l'autoritarisme et du fascisme latent à l'intérieur des institutions policières, il y avait là, portée par une mise en scène quelque peu baroque, les éléments d'une satire sociale, en correspondance avec le climat trouble de l'Italie contemporaine et la contestation encore vive, née des événements de 1968.

A quarante ans, Elio Petri rejoignait, dans le cinéma politique italien, les préoccupations de Francesco Rosi, mais avec beaucoup moins d'ambiguïté (la volonté de puissance de son commissaire était déjà liée à une certaine défaillance de sa virilité et à ses rapports sado-masochistes avec la maîtresse assassinée) et une certaine tentation de la virtuosité esthétique. Le cinéaste allait s'efforcer de garder, par la suite, cette image de marque. Sa carrière antérieure avait été quelque peu différente.

Né à Rome le 29 janvier 1929, Elio Petri, d'abord critique et organi-

sateur de cinéclubs, débute, dans les années 50, comme scénariste de réalisateurs issus du néoréalisme et engagés dans l'étude sociale : Giuseppe de Santis surtout et Carlo Lizzani. Après quelques courts métrages, il réalise, en 1960, son premier film, l'Assassin, étude psychologique d'un antiquaire soupçonné de meurtre et tourmenté, bien qu'innocent, d'un sentiment de culpabilité. J. Gionni (1962), histoire d'un homme qui, en vieillissant, refuse le travail, et il Maestro di Vigevano (1963), histoire (inspirée d'un roman populaire) d'un instituteur arrivant à la retraite, restent inédits en France. Ils se rattachent encore, semble-t-il, au néoréalisme, mais, dans le second, Alberto Sordi fait son numéro personnel.

En 1965, la Dième Viciosa se présente comme un conte cruel d'anticipation dans une société futuriste (1977) où la guerre est remplacée par des parties de chasse au gibier humain. Le style politique d'Elio Petri s'affirme en 1967 avec A chacun son dû, tiré du roman de Leonardo Sciascia. Ce film, où Gian Maria Volonté interprète un intellectuel de gauche, met en cause la collusion de la grande bourgeoisie sicilienne avec la Mafia. Un coin tranquille à la campagne (1968) combine vision objective et subjective pour la montée de la folie chez un peintre en mal d'inspiration.

Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon (1969) vient donc, en quelque sorte, rassembler les différentes inspirations du cinéaste désormais engagé dans un processus psycho-sociologique (l'homme victime, à la fois, de son propre psychisme et des aléas de la vie sociale). La classe ouvrière va au paradis (1971), avec, de nouveau, Gian Maria Volonté, palme d'or du Festival de Cannes 1972, laisse une

étrange impression par les obsessions et les contradictions du personnage principal. La mise en scène choc, très élaborée, laisse entrevoir, au-delà du sujet sur la condition ouvrière et le syndicalisme, une vision du monde assez désespérée ou, tout le moins, pessimiste.

Alors que Francesco Rosi (dont l'Affaire Mattai partage la palme d'or avec la Classe ouvrière) épure de plus en plus sa démarche, Petri suit des chemins plus tortueux et plus flamboyants (par la mise en scène) pour exprimer les maux qui rongent l'homme de l'intérieur et de l'extérieur. Cela le conduit à La propriété, c'est plus le vol (1973), comédie bouffonne et fable - de style parfois brechtien - sans espérance, et à son œuvre la plus ambitieuse, Todo modo (1978), d'après un roman de Leonardo Sciascia (curieuse coïncidence, Francesco Rosi vient de s'inspirer du même auteur pour Cadavres exquis).

Todo Modo dresse un réquisitoire contre la démocratie chrétienne, et Gian Maria Volonté s'est fait la tête d'un dirigeant célèbre. Mais, de la parabole politique sur les complots mystérieux du pouvoir, Petri glisse vers un monde fantastique et irrationnel, une descente aux enfers sur une accumulation de meurtres. Déconcertant et fascinant jusqu'à ses dernières scènes, ce dernier film achève le cycle commencé avec Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon. La mode et la renommée du cinéma politique italien ont fait, chez nous, surstimer certains aspects des œuvres de Petri, aux dépens d'une thématique, d'une inspiration, d'une esthétique beaucoup plus complexes qu'on ne les a vues. Il avait pris, dans les années 70, une place importante, mais une place à part.

JACQUES SICLIER.

MUSIQUE

L'ORCHESTRE DE LA LOIRE EN AMÉRIQUE

Un tour réussi

Nous avions un nouvel orchestre et ne le savions pas ! Il vient de faire ses débuts en Amérique, en donnant quinze concerts. C'est l'Orchestre philharmonique de France, dont l'imprésario américain (la Columbia Artists) nous dit qu'il est connu en France comme Orchestre philharmonique des Pays de la Loire - et qu'il est « basé principalement à Angers et à Nantes, dans la légendaire vallée de la Loire ». Mais l'auditeur n'a droit à cette précision qu'une fois entré dans la salle de concerts, les affiches n'en faisant pas mention. Décidément, après l'Orchestre de chambre « de l'Europe », c'est vraiment dans le domaine musical, la valse des étiquettes, génératrice d'inflation.

De cette supercherie, les responsables de l'orchestre, fiers de leur label, semblent tout à fait innocents. Quant aux organisateurs américains et français, ils indiquent tranquillement que la Loire étant inconnue des foules de ce pays, il fallait trouver autre chose : imaginez-on ce que donnerait en France une tournée de l'Orchestre des pays du Missouri ?

Aussi discutable que soit ce tour de passe-passe (on a eu chez nous les immenses placards de l'Orchestre philharmonique de France), il a indéniablement réussi : des salles comblées en Pennsylvanie, en Illinois, au Kentucky, au Delaware, au Michigan, à Toronto et à New-York, deux jours de suite, mille deux cents personnes à Carnegie Hall et plus de deux mille six cents dans la salle splendide de la Philharmonie, au Lincoln Center, qui ont témoigné par leur enthousiasme qu'ils ne se sentaient pas floués.

Il est vrai que l'O.P.P.L. bénéficie d'une puissante locomotive en la personne de Maurice André, que les Américains adorent autant que les Français. Dans des œuvres de simplicité et d'une gentillesse désar-

monies (des concertos de Hummel et de Beethoven), il déploie une virtuosité si débordante, une sonorité tour à tour si éclatante, tendre et poétique, d'une chair si moelleuse, que nul ne saurait lui résister. D'autant que, avec son casque de cheveux blancs, son bon visage rougeoyant et heureux, sa main sagement posée au bord d'un jupon replet, avant même d'avoir armé sa trompette il a conquis tous les cœurs tant chaque geste est d'une droiture naturelle inimitable.

Un duo chaplinesque

Et on lui sait gré d'avoir poussé avec lui sur le podium son excellent élève Bernard Soustrot (dans le Concerto pour deux trompettes, d'Albinoni, transcription d'une œuvre pour hautbois, comme le Concerto de Beethoven), qui fait avec lui un numéro de duettistes chaplinesques : tous deux corpulents et réjouis, dansent légèrement et tapent du pied, tapotent leur instrument, se passant la main sur les lèvres avec des airs gourmands, pliant les genoux tour à tour en poussant une note d'or, c'est une apothéose du parallélisme et de la symétrie, de l'osmose entre le maître et le disciple.

Marc Soustrot, sur qui repose la lourde charge de diriger pendant ces trois semaines, a eu le mérite de choisir des œuvres symphoniques presque uniquement françaises : Berlioz, Saint-Saëns, Dukas et Florent Schmitt, avec, pour une seule exception, le Roméo et Juliette de Prokofiev.

L'O.P.P.L. a indéniablement bénéficié de cette tournée qui a soulevé des instrumentistes trop souvent séparés dans les deux « phalanges » d'Angers et de Nantes : la fierté et l'enthousiasme de ces musiciens, leur discipline exemplaire, joints au rodage permanent des œuvres par les concerts et à l'autorité flam-

boyante de Soustrot, ont permis de tirer le maximum de cet orchestre. L'ouverture de Beethoven Cellini et la Symphonie avec orgue, de Saint-Saëns, étaient animées par une « furia francese » qui a fait l'impression sur les Américains, même si ces interprétations ne prétendaient pas renouveler le visage des œuvres.

Le danger était cependant, dans des villes comme New-York ou Boston, d'exposer les musiciens français à la comparaison avec des orchestres comme le Gewandhaus de Leipzig (le 1<sup>er</sup> novembre à New-York), le Philadelphia (le 9), l'Orchestre de Cleveland (le 19) et tous les autres (New York Philharmonic, Los Angeles, Dresde, etc.), qui tournent ici sans arrêt. Or on ne saurait demander à des musiciens qui n'ont ni le même recrutement ni le même salaire que ceux de Chicago et de Boston, de les égaler. Même s'ils s'en rapprochent, survoltés par les circonstances, il reste une distance infranchissable, comme le prouverait une comparaison rigoureuse entre leur exécution du Roméo de Prokofiev et celle donnée récemment à Paris et à Londres par l'Orchestre de Philadelphie, sous la direction de Riccardo Muti. Qualité des sonorités, des mélanges de couleurs, des enchaînements, du moindre détail poli en des années de travail sous la direction des plus grands chefs par des musiciens choisis entre les meilleurs du monde, cela n'est pas du même ordre.

Il est bon cependant que nos musiciens s'exposent à ces comparaisons en sortant de chez eux : ce genre de tournée, à condition d'éviter tout triomphalisme, ne peut qu'élever rapidement le niveau des instrumentistes et préparer, à l'échelle nationale, la création d'une élite qui, un jour, pourra rivaliser pleinement avec les orchestres des autres pays.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE

« L'Avantage d'être constant »  
aux Mathurins

Pourquoi Jack, tuteur de Cecile et amoureux de Gwendoline - fille de Lady Bracknell, peu favorable aux fiançailles avec ce jeune homme né de parents inconnus, - pourquoi donc s'invente-t-il un frère prénommé Constant, dont Algeron, le cousin de Gwendoline, emprunte un moment l'identité, juste le temps d'aller voir à quoi ressemble Cecile, et d'être frappé au cœur ? Pourquoi, puisque, de toute façon, les mensonges se révèlent vérités, et qu'à la fin le pasteur épouse la gouvernante, et chacun sa chacune à l'exception de Lady Bracknell, déjà mariée, et du valet de chambre ? Pourquoi ? Parce que, sinon, il n'y aurait pas de pièce. Elle tourne tout entière, trois actes - autour de cette confusion de prénoms, relancée par le dégoût de Gwendoline pour celui de Jack et Cecile pour celui d'Algeron.

Qui est qui ? Confusion des identités, des sexes. Oscar Wilde revendique l'importance de la futilité, la pousse ici à l'extrême et caricature une société superficielle, attachée à une morale saugrenuement contraignante, à des codes de comportement et de langage stricts et caducs.

La mise en scène de Pierre Bouteiller s'attache au brillant de la futilité dans un joli décor de Peco, Françoise Christophe (Lady Bracknell), Magali Reboir (Cecile), Patrick Chesnais (Algeron), font avec esprit briller le brillant, les autres en restent à l'espérance de patronage.

COLETTE GODARD.

Mathurins, 21 heures.

M. JEAN MILLIER NOMMÉ PRÉSIDENT DE MÉCENART

M. Jean Millier vient d'être nommé président de Mécenart, association récemment créée par treize entreprises pour favoriser la régionalisation du mécénat industriel.

La première antenne régionale vient d'être ouverte en Aquitaine et une deuxième est en cours d'installation en Provence-Côte d'Azur, où elle aura son siège au musée Picasso d'Antibes. Suivront l'an prochain, les antennes de Bretagne et d'Alsace.

[Né à Paris en 1917, M. Jean Millier a, tant qu'ingénieur des ponts et chaussées, fait une grande partie de sa carrière en Côte d'Ivoire, où il fut notamment ministre des travaux publics et conseiller personnel du président de la République, M. Houphouët-Boigny. A Paris, il fut président du conseil d'administration de l'établissement public pour l'aménagement de la Défense, avant de présider le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Il est actuellement président de la société des autoroutes du sud de la France.]

VARIÉTÉS

LA RENTRÉE D'HENRI SALVADOR  
Le dernier fantaisiste

Étonnante rentrée sur scène que celle d'Henri Salvador vingt-deux ans après sa dernière prestation à l'Alhambra ! Prodigieuse découverte : pour la plupart des spectateurs, Salvador était un fantaisiste à la fois connu et inconnu, qu'on avait pu voir dans des shows à la télévision, dont on connaissait des chansons-gags et des ballades, mais dont l'image était un peu floue.

Né il y a soixante-cinq ans en Guyane française, venu à Paris dès l'âge de sept ans, Salvador reçoit son premier choc musical à onze ans en entendant sur disque Duke Ellington et Louis Armstrong, rencontre quelques années plus tard Django Reinhardt, dont les solos rejoignent d'invention mélodique, joue lui-même de la guitare, tombe amoureux d'un jazz qui « bastonne » et qui est alors dans sa période la plus brillante avec Count Basie, Jimmy Lunceford et, bien sûr, Ellington. Salvador raffole aussi à cette époque du burlesque anglais percutant et rapide, des gags visuels, loufoques et des quiproquos. Au début des années 40, c'est l'entrée dans l'orchestre à sketches de Ray Ventura et l'apprentissage des compositions avec Paul Misrahi.

En 1960, Henri Salvador avait abandonné la scène un peu par saturation. Le voilà pour deux

mois sous un chapiteau aménagé spécialement pour lui, accompagné par un grand orchestre dirigé par Eddy Louïs et où l'on retrouve Maurice Vander. Apparemment, l'âge n'a pas de prise sur ce fantaisiste surdoué - le dernier fantaisiste du music-hall - qui aime les accords et la mélodie, qui sait tout faire, chanter, jouer, mimer, qu'il a une force explosive et dont les chansons gardent intactes leur fraîcheur.

Homme de scène, Salvador donne l'impression à la fois de s'offrir et d'être toujours en deçà de ses moyens. Sketches, chansons, histoires fantastiques, défient sur un rythme soutenu, terriblement vivant. L'humour, le goût de l'absurde et de la dérision, de brusques folies, voire un démontage du mécanisme du rire alternent avec des chansons tendres, délicates (Syracuse, Un petit souvenir aux chandelles, Clopin-clopant), des ballades de jazz, des parodies de blues (Le Blues du dentiste) et de rock imaginées autrefois avec la complicité de Boris Vian.

Henri Salvador chante deux heures sans entracte. Et le public dégage un bonheur sans mélange.

C.F.  
\* Chapiteau-Music-hall de Pantic, 21 heures.

NOCES D'OR AU CASINO DE PARIS

Tino Rossi égal à lui-même

Boris Vian disait qu'il n'y avait aucune raison de confondre totalement le domaine où Tino Rossi excelle avec celui de la chanson populaire. Tino Rossi est avant tout une voix, un de ces rossignols qui travaillent sur une branche où les paroles ne comptent pas ou si peu.

Pendant cinquante ans, Tino Rossi a chanté l'amour heureux avec une simplicité extrême dans le vocabulaire, avec une assurance tranquille. Au Casino de Paris, il fête ses noces d'or avec la chanson en se produisant essentiellement les après-midi pour se mettre en accord avec un public qui appartient en grande partie au troisième âge.

Il est là sur scène dans des décors de carton-pâte, en smoking noir ou blanc, en veste rouge ou bleue, racontant en première partie sa longue carrière. Plus que par l'allure gauche, le visage impassible, à peine éclairé d'un sourire, on est tout étonné par la faiblesse, moifiée du personnage. Curieusement pour

un chanteur de charme devenu une véritable institution, il n'y a rien de lumineux, rien de romanesque chez Tino Rossi, il n'y a pas de charisme comme il y avait chez l'Argentin Carlos Gardel, comme il y a chez Frank Sinatra. Il n'y a pas l'ombre d'une émotion, pas de vague, pas d'éclat, pas de panache.

Tino Rossi ne dérange pas, n'a jamais dérangé - et c'est sans doute la clé de son impressionnant succès. Quand, en 1934, il surgit au Casino de Paris, il est déjà en fait un anachronisme dans une époque où la révolution Trenet avait bienôt bouleversé la chanson française et où les « crooners » américains sont imprégnés de jazz. Tino Rossi a une corde vocale et il est d'une banalité désarmante.

En 1976, au London Palladium, un autre vieux monsieur, âgé de soixante-treize ans (Bing Crosby), célébrait la ballade assez loin du micro, avec une nonchalance souveraine, en se don-

nant beaucoup de peine mine de rien, en assenant au passage une grande leçon de spectacle.

Durant sa première partie respectivement, Tino Rossi se contente le plus souvent de chanter en play-back, le micro à la main, et de regarder avec un étonnant narcissisme quelques extraits des navets musicaux tournés dans les années 30.

Toute cette première partie est à la limite de la dérision, et on se surprend, comme dans un film des Max Brothers, à attendre l'arrivée d'un trublion pour boucler en coup de vent la trop belle ordonnance des choses.

La deuxième partie du spectacle est un régal traditionnel, avec orchestre et chœurs. Tino Rossi chante une série de tangos, quelques-uns de ses succès, quelques chansons courtes, pour finir sur l'inévitable Petit Papa Noël.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Casino de Paris, mercredi, jeudi, dimanche et mardi à 15 h ; vendredi et samedi à 20 h 30.

MARIGNAN PATHÉ - GEORGE V - PARAMOUNT OPÉRA - GAUMONT RICHELIEU - HOLLYWOOD BOULEVARDS - MONTMARTRE PATHÉ - FAUVETTE - NATION - GAUMONT HALLES - WELPER PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - PUBLICIS ST-GERMAIN - MISTRAL - ST-LAZARE PASQUEUR - GAUMONT CONVENTION - PATHE Belle Epine - PATHE Champigny - GAUMONT QUEST Boulogne - TRICYCLE Asnières - ALPHA Agence - FLANDES Sarcelles - PARNOR Aubrey - VELIZY 2 - CARREFOUR Pantin - 4 TEMPS la Défense - PARY 2 - ARTEL Rosny - C 2 L ST-GERMAIN - ARTEL Rueil - ARTEL Villeneuve - FRANÇAIS Enghien

Le Monde

Dans son numéro du 14 novembre

Les grandes manœuvres de la distribution

Entre boutiques, grandes surfaces et grands magasins, industriels et commerçants, alliances et conflits se succèdent : les stratégies ne cessent d'évoluer. Qui en profite ?

Une enquête de Philippe Frémeaux

Mots du vin, ivresse des mots

Autant de façons de « se rincer », autant de manières de le dire.

Par Martine Chatelain-Courtois

MAIS QUI EST LA BALANCE ?

NATHALIE BAYE • PHILIPPE LÉOTARD • RICHARD BERRY

La Balance

UN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR BOB SWAIM

MAURICE RINET



# SPECTACLES

## théâtre

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LES VACANCES, RIVE** - Petit Océan (325-70-31), 18 h 30.  
**CEIL POUR CEIL** - Théâtre G. Philipe de Saint-Denis (243-00-59), 20 h et 22 h.

*Les salles subventionnées et municipales*

**OPERA** (742-57-50), 19 h 30 : L'opéra.  
**COMEDIE-FRANCAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Les Caribéens.  
**TEP** (797-96-06), 20 h 30 : Le Chantier.  
**PETIT TEP** (797-96-06), 20 h 30 : A la belle saison.  
**Beaubourg** (277-12-33) : ouverture du centre 10 h 32 h, cinéma-téâtre 13 h, 16 h, 18 h : nouveaux films B.P.I. : Théâtre, 21 h : Robert Ashley, Atlatlan.  
**THEATRE DE LA VILLE** (274-22-77) : (au Théâtre de Paris, Petite salle) : 20 h 30 : La Fuite en Chine : Grande salle : 20 h 30 : Une journée particulière.  
**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (531-28-34), 21 h : Carré magique.

*Les autres salles*

**A DEJAZET** (887-97-34), 20 h 30 : Variété : 22 h 30 : Les Mirabellés.  
**ANTOINE** (208-77-11), 20 h 30 : Coup de soleil.  
**ASTELLE - THEATRE** (238-35-53), 20 h 30 : Le Malentendu.  
**ATELIER** (606-49-24), 21 h : Le Nocturne.  
**ATHENÉE** (742-67-27), 18 h 30 : Entre chien et loup. Salle L. Jovet, 21 h : Platon ou l'homme sans père.  
**BOUFFES DU NORD** (239-34-50), 20 h 30 : La Tragedie de Carmen.  
**BOUFFES PARISIENS** (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine les ardoises.  
**CARTOUCHE** - Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : Richard II.  
**C.L.S.P.** (343-19-01), 20 h 45 : Dieu nous guide.  
**CITE INTERNATIONALE** Grand Théâtre (539-38-69), 20 h 30 : Don Quichotte. 21 h 30 : Océan. 22 h 30 : Vania : Rénovée, 20 h 30 : Trois Cases blanches.  
**COMEDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.  
**COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES** (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.  
**COMEDIE ITALIENNE** (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.  
**COMEDIE DE PARIS** (201-00-11), 18 h 30 : Ici et là : 20 h 45 : Elle lui dirait d'aller.  
**CONSTANCE** (258-97-62), 20 h 30 : Ce soir mon lit est un bateau en papier.  
**DAUNOU** (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.  
**EDOUARD-VII** (742-57-49), 21 h : La Dernière Nuit de l'été.  
**ESPACE-GAITE** (327-95-94), 18 h 30 : Les Jolies de la vie ; 22 h : Kadochi.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »  
704.70.20 (lignes groupées)  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Jeudi 11 novembre

**THEATRE DU MARAIS** (278-03-53), 18 h 30 : Le silence de la marée ; 20 h 30 : Le Misantrop.  
**THEATRE DE MENILMONTANT** (366-60-60), 20 h 30 : 1936, l'espoir d'un monde ; 21 h 30 : 1936, l'espoir d'un monde.  
**THEATRE DE LA MER** (589-70-22), 21 h : Navigation.  
**THEATRE DE PARIS** (274-22-77), Grande Salle, 20 h 30 : Une Journée particulière ; Petite Salle : 20 h 30 : La Fuite en Chine ; 21 h 30 : La Fuite en Chine.  
**THEATRE DE LA PLATINE** (842-32-25), 20 h 30 : La Nuit suspendue.  
**THEATRE PRESENT** (302-02-55), 20 h 30 : 1929 ou le Rêve américain.  
**THEATRE DES 400 COUPS** (633-01-21), 20 h 30 : Ma vie en vase ; 21 h : Examen d'admission.  
**THEATRE DU ROND-POINT** (256-70-80), 20 h 30 : Les Strauss ; 21 h 30 : L'Ambassade.  
**THEATRE 13** (588-16-30), 15 h 20 h 30 : L'Ambassade.  
**THEATRE 14** (545-49-77), 20 h 30 : Point H.  
**THEATRE DU TOURTOUR** (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage ; 20 h 30 : Le Mal court ; 22 h 30 : Le Rêve américain.  
**VARIETES** (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

**La danse**  
**ATELIER DES QUINZE-VINGT** (628-13-13), 21 h : Le Flamenco.  
**CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX** (271-06-96), 20 h 30 : Poulis Lescat.  
**GALERIE A-ODIN** (271-83-65), 21 h 15 : Karine Saporta.  
**Les concerts**  
**SALLE PLEYEL** 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. G. Altmann (Schumann, Liszt, Beethoven).  
**LUCERNAIRE** 21 h : Quatuor de clarinettes, dir. G. Altmann (Albeniz).  
**PORT DE LA SUISSE** 21 h : C. G. Audier, D. Levaillant (Liszt).  
**Les festivals**  
**FESTIVAL D'AUTOMNE** (274-22-77)  
**THEATRE GERARD-PHILPE DE** (274-22-77), 20 h 30 : Les Caribéens.  
**GENEVILLIERS** Chapiteau (793-63-12), 20 h 30 : Leonce et Lena.

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La Cinémaèque**  
**CHAILLOT** (704-24-34)  
15 h : Fox (1915-1935) : Berkeley square de F. Lloyd ; 17 h : Carte blanche à W. K. Evanson ; 21 h : Quo vadis de F. Capra ; 21 h : Quo vadis de F. Capra.  
**BEAUBOURG** (278-35-57)  
15 h : Dix ans de cinéma italien : sur le Pont des soupes de L. Luchini ; 17 h : Les Vaqueros de M. Antonioni ; 19 h : Cinéma bulgare (1958-1982) : Boomerang de J. Nitchev.  
**Les exclusivités**  
**ALEXANDRE LE GRAND** (Grec, v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).  
**AMERIQUE INTERDITE** (Am., v.o.) : Rio, Opéra, 2 (742-82-54) ; Cluny-Ecoles, 3 (334-20-12) ; U.G.C. Rodeo, 4 (633-02-21) ; Normandie, 5 (359-41-18) ; U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45).  
**L'AS DES AS** (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (597-49-70) ; Ritz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 3 (233-02-00) ; St-Germain Studio, 4 (633-63-20) ; Paramount Odéon, 5 (325-93-83) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 7 (720-76-23) ; U.G.C. Odéon, 8 (359-39-99) ; St-Lazare Pasquier, 9 (359-35-43) ; François, 10 (770-33-88) ; Hollywood B4, 11 (770-10-41) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Paris-Montparnasse, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Galaxie, 14 (580-18-03) ; Gaumont-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 16 (828-28-27) ; Vieux Rigo, 17 (757-49-25) ; Paris-Montparnasse, 18 (758-24-24) ; Wepler, 19 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).  
**AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTRE** (A., v.o.) : U.G.C. Rodeo, 1 (325-93-83) ; U.G.C. Champs-Élysées, 2 (359-12-15) ; U.G.C. Beaugrenelle, 3 (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 4 (770-10-41) ; U.G.C. Gare de Lyon, 5 (243-01-59).  
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A., v.o.) : George-V, 1 (563-41-46) ; v.f. : Hausmann, 2 (770-47-55) ; Convention St-Charles, 3 (575-33-00).  
**BLADE RUNNER** (A., v.o.) : Quatre Lacs, 1 (326-84-65) ; Ambassade, 2 (359-19-08) ; v.f. : Impérial, 3 (742-72-52) ; Montparnasse-Patib, 4 (322-19-23).  
**BRITANNIA HOSPITAL** (Ang. v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (597-49-70) ; Hauteville, 2 (633-79-38) ; Marignan, 3 (359-39-99) ; v.f. : Impérial, 4 (742-72-52) ; Montparnasse-Patib, 5 (322-19-23).  
**CLASS 1984** (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 1 (522-46-01) ; v.f. : Baritz, 2 (322-19-23).  
**COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE** (A., v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Alpha, 2 (334-39-47) ; Paramount-Odéon, 3 (325-93-83) ;

Hauteville, 4 (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 5 (325-71-08) ; Montparnasse, 6 (334-14-27) ; Collège, 7 (359-29-46) ; U.G.C. Normandie, 8 (359-41-18) ; George-V, 9 (563-41-46) ; François, 10 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 11 (343-01-59) ; Fauvette, 12 (331-60-74) ; Montparnasse, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14 (527-84-50) ; Magic-Convention, 15 (828-28-27) ; Mayfair, 16 (522-46-01) ; Clichy-Patib, 17 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 18 (636-10-96).  
**MISSING** (A., v.o.) : Epée de Bois, 1 (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 2 (325-93-83) ; Collège, 3 (359-29-46) ; U.G.C. Normandie, 4 (359-41-18) ; George-V, 5 (563-41-46) ; François, 6 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 7 (343-01-59) ; Fauvette, 8 (331-60-74) ; Montparnasse, 9 (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 10 (527-84-50) ; Magic-Convention, 11 (828-28-27) ; Mayfair, 12 (522-46-01) ; Clichy-Patib, 13 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 14 (636-10-96).  
**LA NUIT DE SAN LORENZO** (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 1 (371-52-36) ; 14 juillet-Racine, 2 (633-43-71) ; 14 juillet-Parnasse, 3 (325-93-83) ; 11\* (357-90-81) ; 14 juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 3 (770-10-41) ; Mistral, 4 (589-52-43) ; Montparnasse, 5 (327-52-37) ; Calypso, 17 (380-30-11).  
**LA PASSANTE DU SANS-SOUCI** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).  
**LE PERE NOEL EST UNE ORDURE** (Fr.) : Baritz, 3 (322-19-23) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Rodeo, 6 (633-02-21).  
**PETIT JOSEPH** (Fr.) : Baritz, 2 (742-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).  
**PINK FLOYD THE WALL** (A., v.o.) : Saint-Michel, 2 (326-79-17) ; Elysées-Lindos, 3 (359-36-14) ; Kinopanorama, 15 (306-50-50).  
**POLENTA** (Sué.) : Marais, 4 (278-47-86).  
**POLTERGEIST** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 3 (325-93-83) ; Paramount Marbeuf, 5 (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 3 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (544-25-02).  
**PORCYS** (A., v.o.) : François, 6 (770-33-88).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LA BALANCE**, film français de Bob Swain : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2 (333-02-00) ; Quinze, 3 (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 4 (222-72-80) ; Marignan, 5 (359-39-99) ; George-V, 6 (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 7 (359-35-43) ; Paramount Opéra, 8 (742-56-31) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15 (828-28-27) ; Clichy-Patib, 16 (522-46-01).  
**DE MAO A MOZART**, film américain de Murray Lerner : v.o. : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Hauteville, 3 (633-79-38) ; Montparnasse, 4 (331-60-74) ; Pagoda, 7 (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Élysées, 8 (334-20-12) ; St-Lazare Pasquier, 9 (359-35-43) ; Olympia, 14 (542-67-42).  
**PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS**, film français de Philippe Clair : Baritz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 3 (233-02-00) ; Cluny-Palace, 5 (334-07-76) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Marignan, 7 (359-39-99) ; France, 8 (770-92-56) ; Paramount Bastille, 12 (337-90-81) ; Athènes, 13 (343-00-65) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse-Patib, 14 (527-84-50) ; Gaumont-Sud, 14 (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15 (828-28-27) ; Murat, 16 (651-99-75) ; Wepler, 18 (522-46-01).  
**SUPERVIXENS** (\*\*), film américain de Russ Meyer : v.o. : Studio Logos, 3 (354-26-42) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).  
**VIRUS CANNIBAL** (\*\*), film américain de Vincent V. : U.G.C. Odéon, 1 (325-93-83) ; U.G.C. Collège, 15 (828-28-27) ; Paramount Montparnasse, 16 (606-34-25).

### La danse rajeunie

« La danse rajeunie » est une collection de livres de danse pour les jeunes. Elle est éditée par les Éditions du Seuil. Elle comprend :  
- La danse rajeunie : 1. La danse rajeunie : 2. La danse rajeunie : 3. La danse rajeunie : 4. La danse rajeunie : 5. La danse rajeunie : 6. La danse rajeunie : 7. La danse rajeunie : 8. La danse rajeunie : 9. La danse rajeunie : 10. La danse rajeunie : 11. La danse rajeunie : 12. La danse rajeunie : 13. La danse rajeunie : 14. La danse rajeunie : 15. La danse rajeunie : 16. La danse rajeunie : 17. La danse rajeunie : 18. La danse rajeunie : 19. La danse rajeunie : 20. La danse rajeunie : 21. La danse rajeunie : 22. La danse rajeunie : 23. La danse rajeunie : 24. La danse rajeunie : 25. La danse rajeunie : 26. La danse rajeunie : 27. La danse rajeunie : 28. La danse rajeunie : 29. La danse rajeunie : 30. La danse rajeunie : 31. La danse rajeunie : 32. La danse rajeunie : 33. La danse rajeunie : 34. La danse rajeunie : 35. La danse rajeunie : 36. La danse rajeunie : 37. La danse rajeunie : 38. La danse rajeunie : 39. La danse rajeunie : 40. La danse rajeunie : 41. La danse rajeunie : 42. La danse rajeunie : 43. La danse rajeunie : 44. La danse rajeunie : 45. La danse rajeunie : 46. La danse rajeunie : 47. La danse rajeunie : 48. La danse rajeunie : 49. La danse rajeunie : 50. La danse rajeunie : 51. La danse rajeunie : 52. La danse rajeunie : 53. La danse rajeunie : 54. La danse rajeunie : 55. La danse rajeunie : 56. La danse rajeunie : 57. La danse rajeunie : 58. La danse rajeunie : 59. La danse rajeunie : 60. La danse rajeunie : 61. La danse rajeunie : 62. La danse rajeunie : 63. La danse rajeunie : 64. La danse rajeunie : 65. La danse rajeunie : 66. La danse rajeunie : 67. La danse rajeunie : 68. La danse rajeunie : 69. La danse rajeunie : 70. La danse rajeunie : 71. La danse rajeunie : 72. La danse rajeunie : 73. La danse rajeunie : 74. La danse rajeunie : 75. La danse rajeunie : 76. La danse rajeunie : 77. La danse rajeunie : 78. La danse rajeunie : 79. La danse rajeunie : 80. La danse rajeunie : 81. La danse rajeunie : 82. La danse rajeunie : 83. La danse rajeunie : 84. La danse rajeunie : 85. La danse rajeunie : 86. La danse rajeunie : 87. La danse rajeunie : 88. La danse rajeunie : 89. La danse rajeunie : 90. La danse rajeunie : 91. La danse rajeunie : 92. La danse rajeunie : 93. La danse rajeunie : 94. La danse rajeunie : 95. La danse rajeunie : 96. La danse rajeunie : 97. La danse rajeunie : 98. La danse rajeunie : 99. La danse rajeunie : 100. La danse rajeunie : 101. La danse rajeunie : 102. La danse rajeunie : 103. La danse rajeunie : 104. La danse rajeunie : 105. La danse rajeunie : 106. La danse rajeunie : 107. La danse rajeunie : 108. La danse rajeunie : 109. La danse rajeunie : 110. La danse rajeunie : 111. La danse rajeunie : 112. La danse rajeunie : 113. La danse rajeunie : 114. La danse rajeunie : 115. La danse rajeunie : 116. La danse rajeunie : 117. La danse rajeunie : 118. La danse rajeunie : 119. La danse rajeunie : 120. La danse rajeunie : 121. La danse rajeunie : 122. La danse rajeunie : 123. La danse rajeunie : 124. La danse rajeunie : 125. La danse rajeunie : 126. La danse rajeunie : 127. La danse rajeunie : 128. La danse rajeunie : 129. La danse rajeunie : 130. La danse rajeunie : 131. La danse rajeunie : 132. La danse rajeunie : 133. La danse rajeunie : 134. La danse rajeunie : 135. La danse rajeunie : 136. La danse rajeunie : 137. La danse rajeunie : 138. La danse rajeunie : 139. La danse rajeunie : 140. La danse rajeunie : 141. La danse rajeunie : 142. La danse rajeunie : 143. La danse rajeunie : 144. La danse rajeunie : 145. La danse rajeunie : 146. La danse rajeunie : 147. La danse rajeunie : 148. La danse rajeunie : 149. La danse rajeunie : 150. La danse rajeunie : 151. La danse rajeunie : 152. La danse rajeunie : 153. La danse rajeunie : 154. La danse rajeunie : 155. La danse rajeunie : 156. La danse rajeunie : 157. La danse rajeunie : 158. La danse rajeunie : 159. La danse rajeunie : 160. La danse rajeunie : 161. La danse rajeunie : 162. La danse rajeunie : 163. La danse rajeunie : 164. La danse rajeunie : 165. La danse rajeunie : 166. La danse rajeunie : 167. La danse rajeunie : 168. La danse rajeunie : 169. La danse rajeunie : 170. La danse rajeunie : 171. La danse rajeunie : 172. La danse rajeunie : 173. La danse rajeunie : 174. La danse rajeunie : 175. La danse rajeunie : 176. La danse rajeunie : 177. La danse rajeunie : 178. La danse rajeunie : 179. La danse rajeunie : 180. La danse rajeunie : 181. La danse rajeunie : 182. La danse rajeunie : 183. La danse rajeunie : 184. La danse rajeunie : 185. La danse rajeunie : 186. La danse rajeunie : 187. La danse rajeunie : 188. La danse rajeunie : 189. La danse rajeunie : 190. La danse rajeunie : 191. La danse rajeunie : 192. La danse rajeunie : 193. La danse rajeunie : 194. La danse rajeunie : 195. La danse rajeunie : 196. La danse rajeunie : 197. La danse rajeunie : 198. La danse rajeunie : 199. La danse rajeunie : 200. La danse rajeunie : 201. La danse rajeunie : 202. La danse rajeunie : 203. La danse rajeunie : 204. La danse rajeunie : 205. La danse rajeunie : 206. La danse rajeunie : 207. La danse rajeunie : 208. La danse rajeunie : 209. La danse rajeunie : 210. La danse rajeunie : 211. La danse rajeunie : 212. La danse rajeunie : 213. La danse rajeunie : 214. La danse rajeunie : 215. La danse rajeunie : 216. La danse rajeunie : 217. La danse rajeunie : 218. La danse rajeunie : 219. La danse rajeunie : 220. La danse rajeunie : 221. La danse rajeunie : 222. La danse rajeunie : 223. La danse rajeunie : 224. La danse rajeunie : 225. La danse rajeunie : 226. La danse rajeunie : 227. La danse rajeunie : 228. La danse rajeunie : 229. La danse rajeunie : 230. La danse rajeunie : 231. La danse rajeunie : 232. La danse rajeunie : 233. La danse rajeunie : 234. La danse rajeunie : 235. La danse rajeunie : 236. La danse rajeunie : 237. La danse rajeunie : 238. La danse rajeunie : 239. La danse rajeunie : 240. La danse rajeunie : 241. La danse rajeunie : 242. La danse rajeunie : 243. La danse rajeunie : 244. La danse rajeunie : 245. La danse rajeunie : 246. La danse rajeunie : 247. La danse rajeunie : 248. La danse rajeunie : 249. La danse rajeunie : 250. La danse rajeunie : 251. La danse rajeunie : 252. La danse rajeunie : 253. La danse rajeunie : 254. La danse rajeunie : 255. La danse rajeunie : 256. La danse rajeunie : 257. La danse rajeunie : 258. La danse rajeunie : 259. La danse rajeunie : 260. La danse rajeunie : 261. La danse rajeunie : 262. La danse rajeunie : 263. La danse rajeunie : 264. La danse rajeunie : 265. La danse rajeunie : 266. La danse rajeunie : 267. La danse rajeunie : 268. La danse rajeunie : 269. La danse rajeunie : 270. La danse rajeunie : 271. La danse rajeunie : 272. La danse rajeunie : 273. La danse rajeunie : 274. La danse rajeunie : 275. La danse rajeunie : 276. La danse rajeunie : 277. La danse rajeunie : 278. La danse rajeunie : 279. La danse rajeunie : 280. La danse rajeunie : 281. La danse rajeunie : 282. La danse rajeunie : 283. La danse rajeunie : 284. La danse rajeunie : 285. La danse rajeunie : 286. La danse rajeunie : 287. La danse rajeunie : 288. La danse rajeunie : 289. La danse rajeunie : 290. La danse rajeunie : 291. La danse rajeunie : 292. La danse rajeunie : 293. La danse rajeunie : 294. La danse rajeunie : 295. La danse rajeunie : 296. La danse rajeunie : 297. La danse rajeunie : 298. La danse rajeunie : 299. La danse rajeunie : 300. La danse rajeunie : 301. La danse rajeunie : 302. La danse rajeunie : 303. La danse rajeunie : 304. La danse rajeunie : 305. La danse rajeunie : 306. La danse rajeunie : 307. La danse rajeunie : 308. La danse rajeunie : 309. La danse rajeunie : 310. La danse rajeunie : 311. La danse rajeunie : 312. La danse rajeunie : 313. La danse rajeunie : 314. La danse rajeunie : 315. La danse rajeunie : 316. La danse rajeunie : 317. La danse rajeunie : 318. La danse rajeunie : 319. La danse rajeunie : 320. La danse rajeunie : 321. La danse rajeunie : 322. La danse rajeunie : 323. La danse rajeunie : 324. La danse rajeunie : 325. La danse rajeunie : 326. La danse rajeunie : 327. La danse rajeunie : 328. La danse rajeunie : 329. La danse rajeunie : 330. La danse rajeunie : 331. La danse rajeunie : 332. La danse rajeunie : 333. La danse rajeunie : 334. La danse rajeunie : 335. La danse rajeunie : 336. La danse rajeunie : 337. La danse rajeunie : 338. La danse rajeunie : 339. La danse rajeunie : 340. La danse rajeunie : 341. La danse rajeunie : 342. La danse rajeunie : 343. La danse rajeunie : 344. La danse rajeunie : 345. La danse rajeunie : 346. La danse rajeunie : 347. La danse rajeunie : 348. La danse rajeunie : 349. La danse rajeunie : 350. La danse rajeunie : 351. La danse rajeunie : 352. La danse rajeunie : 353. La danse rajeunie : 354. La danse rajeunie : 355. La danse rajeunie : 356. La danse rajeunie : 357. La danse rajeunie : 358. La danse rajeunie : 359. La danse rajeunie : 360. La danse rajeunie : 361. La danse rajeunie : 362. La danse rajeunie : 363. La danse rajeunie : 364. La danse rajeunie : 365. La danse rajeunie : 366. La danse rajeunie : 367. La danse rajeunie : 368. La danse rajeunie : 369. La danse rajeunie : 370. La danse rajeunie : 371. La danse rajeunie : 372. La danse rajeunie : 373. La danse rajeunie : 374. La danse rajeunie : 375. La danse rajeunie : 376. La danse rajeunie : 377. La danse rajeunie : 378. La danse rajeunie : 379. La danse rajeunie : 380. La danse rajeunie : 381. La danse rajeunie : 382. La danse rajeunie : 383. La danse rajeunie : 384. La danse rajeunie : 385. La danse rajeunie : 386. La danse rajeunie : 387. La danse rajeunie : 388. La danse rajeunie : 389. La danse rajeunie : 390. La danse rajeunie : 391. La danse rajeunie : 392. La danse rajeunie : 393. La danse rajeunie : 394. La danse rajeunie : 395. La danse rajeunie : 396. La danse rajeunie : 397. La danse rajeunie : 398. La danse rajeunie : 399. La danse rajeunie : 400. La danse rajeunie : 401. La danse rajeunie : 402. La danse rajeunie : 403. La danse rajeunie : 404. La danse rajeunie : 405. La danse rajeunie : 406. La danse rajeunie : 407. La danse rajeunie : 408. La danse rajeunie : 409. La danse rajeunie : 410. La danse rajeunie : 411. La danse rajeunie : 412. La danse rajeunie : 413. La danse rajeunie : 414. La danse rajeunie : 415. La danse rajeunie : 416. La danse rajeunie : 417. La danse rajeunie : 418. La danse rajeunie : 419. La danse rajeunie : 420. La danse rajeunie : 421. La danse rajeunie : 422. La danse rajeunie : 423. La danse rajeunie : 424. La danse rajeunie : 425. La danse rajeunie : 426. La danse rajeunie : 427. La danse rajeunie : 428. La danse rajeunie : 429. La danse rajeunie : 430. La danse rajeunie : 431. La danse rajeunie : 432. La danse rajeunie : 433. La danse rajeunie : 434. La danse rajeunie : 435. La danse rajeunie : 436. La danse rajeunie : 437. La danse rajeunie : 438. La danse rajeunie : 439. La danse rajeunie : 440. La danse rajeunie : 441. La danse rajeunie : 442. La danse rajeunie : 443. La danse rajeunie : 444. La danse rajeunie : 445. La danse rajeunie : 446. La danse rajeunie : 447. La danse rajeunie : 448. La danse rajeunie : 449. La danse rajeunie : 450. La danse rajeunie : 451. La danse rajeunie : 452. La danse rajeunie : 453. La danse rajeunie : 454. La danse rajeunie : 455. La danse rajeunie : 456. La danse rajeunie : 457. La danse rajeunie : 458. La danse rajeunie : 459. La danse rajeunie : 460. La danse rajeunie : 461. La danse rajeunie : 462. La danse rajeunie : 463. La danse rajeunie : 464. La danse rajeunie : 465. La danse rajeunie : 466. La danse rajeunie : 467. La danse rajeunie : 468. La danse rajeunie : 469. La danse rajeunie : 470. La danse rajeunie : 471. La danse rajeunie : 472. La danse rajeunie : 473. La danse rajeunie : 474. La danse rajeunie : 475. La danse rajeunie : 476. La danse rajeunie : 477. La danse rajeunie : 478. La danse rajeunie : 479. La danse rajeunie : 480. La danse rajeunie : 481. La danse rajeunie : 482. La danse rajeunie : 483. La danse rajeunie : 484. La danse rajeunie : 485. La danse rajeunie : 486. La danse rajeunie : 487. La danse rajeunie : 488. La danse rajeunie : 489. La danse rajeunie : 490. La danse rajeunie : 491. La danse rajeunie : 492. La danse rajeunie : 493. La danse rajeunie : 494. La danse rajeunie : 495. La danse rajeunie : 496. La danse rajeunie : 497. La danse rajeunie : 498. La danse rajeunie : 499. La danse rajeunie : 500. La danse rajeunie : 501. La danse rajeunie : 502. La danse rajeunie : 503. La danse rajeunie : 504. La danse rajeunie : 505. La danse rajeunie : 506. La danse rajeunie : 507. La danse rajeunie : 508. La danse rajeunie : 509. La danse rajeunie : 510. La danse rajeunie : 511. La danse rajeunie : 512. La danse rajeunie : 513. La danse rajeunie : 514. La danse rajeunie : 515. La danse rajeunie : 516. La danse rajeunie : 517. La danse rajeunie : 518. La danse rajeunie : 519. La danse rajeunie : 520. La danse rajeunie : 521. La danse rajeunie : 522. La danse rajeunie : 523. La danse rajeunie : 524. La danse rajeunie : 525. La danse rajeunie : 526. La danse rajeunie : 527. La danse rajeunie : 528. La danse rajeunie : 529. La danse rajeunie : 530. La danse r







# Le Monde

# économie

## SOCIAL

### M. MAUROY : « Avec un léger retard » le pouvoir d'achat du SMIC augmentera de 4 %

Le premier ministre a indiqué, mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Delisle (P.S., Calvados), que l'amélioration de 4 % en pouvoir d'achat du SMIC serait garantie, mais avec un léger retard. Après avoir rappelé que le SMIC a augmenté de 11,6 %, en pouvoir d'achat depuis dix-huit mois, M. Pierre Mauroy a déclaré :

« Le gouvernement, c'est vrai, s'est engagé en février à relever le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % au moins en 1982. Un premier coup de pouce de 1 % a été donné en mars. Le 1<sup>er</sup> juillet, en dépit du blocage général des prix et des salaires, le pouvoir d'achat du SMIC a été revalorisé de 1,2 %. Cela fait donc déjà 2,2 %. Au 1<sup>er</sup> décembre, le SMIC sera à nouveau augmenté. Son taux de revalorisation ne sera déterminé qu'en fin de

mois, après consultation (...) des centrales syndicales. Allons-nous ajouter au SMIC 1,8 % de pouvoir d'achat pour atteindre le total de 4 % ? Je ferai trois observations sur ce point :

— D'abord, les salaires ont été bloqués depuis le 1<sup>er</sup> juillet mais non le SMIC, si bien que la hiérarchie des salaires a été comprimée plus que prévu ;

— Ensuite, il importe d'éviter une réduction trop forte et trop brutale de la hiérarchie : la plupart des syndicats sont d'accord là-dessus ;

— Enfin, nous ne pouvons faire comme si la période de blocage n'avait pas existé et n'avait pas décalé dans le temps la revalorisation des salaires. Dans ces conditions, il ne serait pas anormal que la hausse du pouvoir d'achat du SMIC soit elle aussi un léger retard, qui serait rattrapé en 1983. »

## LES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

### Le gouvernement lâche un peu de lest

Pas à pas, les négociations salariales dans la fonction publique avancent. Après des concessions non négligeables, le 3 novembre, M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a, de nouveau, lors de la réunion du 10 novembre, lâché un peu de lest aux sept fédérations de fonctionnaires.

En premier lieu, M. Le Pors a présenté de nouvelles propositions sur les 2 % baladeurs. Tous les syndicats, FEN en tête, avaient estimé que les 8,1 % accordés unilatéralement pour 1982 ne faisaient pas le compte — M. Mauroy ayant parlé au départ de 10 % d'augmentation —, malgré la majoration de 2 % octroyée aux bas salaires égaux ou inférieurs à l'indice 246 au 1<sup>er</sup> décembre. Le 3 novembre, le ministre avait accepté d'étendre progressivement ces 2 % baladeurs à l'ensemble de la grille. Le 10 novembre, il a proposé de majorer le traitement compris entre les indices 246 et 344 (1 393 000 fonctionnaires sous ou sous-dessous de l'indice 344) de 2 % au 1<sup>er</sup> avril prochain. Au 1<sup>er</sup> novembre 1983, les 2 % seraient étendus de l'indice 344 à l'indice 478, la mesure étant généralisée à l'ensemble de la grille (jusqu'à l'indice 810 et peut-être même au-delà, les questions de fonctionnaires « hors échelle » en bénéficiant alors au 1<sup>er</sup> janvier 1984). Un rattrapage du pouvoir d'achat en niveau, par rapport aux prévisions de prix gouvernementales, serait ainsi assuré.

En second lieu, le ministre et les syndicats ont discuté de l'institution d'une classe de sauvegarde dont le principe avait déjà été admis. Là aussi, les positions ne sont pas demeurées figées. Constatant qu'en l'état actuel des décisions et propositions, les traitements des fonctionnaires évolueraient en niveau sur 1982-1983 de 18,1 % (18 % pour les prix), et en masse de 21,83 % (les prévisions de moyenne des prix étant à 21,4 %). M. Le Pors a proposé la mise en place d'une classe de sauvegarde, en fin d'année 1983. La FEN, qui avait souhaité que la classe de sauvegarde joue à mi-parcours, a, suivie en cela par les autres syndicats, demandé qu'elle soit calculée en masse et non en niveau.

### M. KRASUKI : « Pas de surenchère verbale »

Le secrétaire général de la C.G.T., mercredi 10 novembre à l'émission « Face au public » sur France-Inter, a rappelé que la C.G.T. estimait « impossible d'accepter une diminution du pouvoir d'achat des salaires en 1982 ni en 1983 » et « impossible que ne soient pas tous les engagements à l'égard du SMIC, qui étaient déjà insuffisants ». Mais interrogé sur les critiques lancées par M. Edmond Maire contre le gouvernement, M. Krasuki a répondu : « Nous n'allons pas nous livrer à une surenchère verbale. Nous ne voulons pas d'une compétition syndicale malsaine ; les problèmes sont suffisamment sérieux. »

Évoquant l'état d'esprit des salariés, le leader cégétiste a déclaré : « La grande masse des travailleurs veut à la fois que leurs problèmes sociaux trouvent une bonne solution, veulent par conséquent l'amélioration du pouvoir d'achat pour les petits et moyens salaires et le maintien pour les autres salariés couverts par des conventions et des statuts, mais, ils ne veulent pas voir revenir la droite au pouvoir. »

### Vers une dénonciation de la convention UNEDIC ? Le C.N.P.F. veut bâtir un nouveau système d'assurance-chômage

Le C.N.P.F. a décidé unilatéralement d'annuler la séance de négociation, lundi matin 15 novembre, avec les syndicats sur l'avenir de l'assurance-chômage. A la réunion, maintenue, du lundi soir, le C.N.P.F. pourrait annoncer la dénonciation de la convention sur l'UNEDIC.

La tactique du patronat ne sera définitivement adoptée que lundi matin 15 novembre, lors de la réunion du conseil exécutif du C.N.P.F. Deux hypothèses sont toujours envisagées : reprendre les discussions, comme le prévoit le protocole signé le 28 octobre avec M. Bérégovoy et les syndicats, pour aboutir à un accord avant le 20 novembre. Mais les syndicats l'entendent-ils ainsi ? Officiellement du moins, ils se déclarent prêts à aboutir à la date convenue, comme le protocole le prévoit.

Un désaccord d'ici au 20 novembre risquerait-il de porter tort aux chômeurs ? Soudainement, le C.N.P.F. rappelle officiellement qu'une dénonciation maintiendrait le régime tel qu'il est jusqu'au 31 janvier 1983, qu'une reprise des négociations après les élections prud'homales, le 8 décembre — et leur prolongation au-delà du 31 janvier 1983 — n'empêcheraient pas de prolonger aussi, au-delà de janvier, le système actuel. Quant au financement, il est assuré pour les premiers mois de l'année prochaine, laisse-on entendre au C.N.P.F. : il n'est pas question, affirme-t-on, de boycotter l'UNEDIC ; les cotisations majorées seront payées ; il n'y aura pas de rupture dans le versement des indemnités. Autant de bonnes assurances qui soulignent la volonté patronale de ne pas se contenter de ripostes, mais d'une véritable « remise à plat » de l'assurance-chômage.

Le patronat veut « bâtir un nouveau système d'assurance-chômage et repartir de zéro », et non pas procéder à un simple réajustement. Tablant sur la prolongation de la crise et sur une augmentation, même lente, du chômage, les milieux patronaux estiment qu'il faut adapter l'UNEDIC à la nouvelle économie de pénurie et réformer le système des prestations pour garantir un équilibre financier durable. Dès lors, il ne peut s'agir de décaler

## LA LUTTE CONTRE LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

### Le remboursement de 1 200 à 1 300 médicaments pourrait être réduit

Dans le cadre des économies recherchées pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, le remboursement de 1 200 à 1 300 médicaments serait prochainement réduit, voire supprimé. Cet abaissement serait modéré.

Deux familles de produits seraient ainsi leur remboursement ramené de 100 % à 70 %, ceux destinés au traitement des ostéoporoses ou fragilité osseuse (calcitonine, di-phosphonates) et ceux employés à améliorer la résistance aux maladies infectieuses (gamma globulines polyvalentes).

D'autre part, toute une gamme de médicaments ne seraient plus remboursés qu'à 40 % (contre 70 % actuellement), à savoir : les émoulinants, les cicatrisants, les baumes rétrofils, les antiprurigineux, les stimulants de l'appétit, les enzymes digestifs, les produits enzymatiques, les vitamines, les antidiabétiques, les antihypertenseurs, les antitussifs et/ou fluidifiants de l'appareil respiratoire, les produits stomatologiques et O.R.L. (oto-rhino-laryngologiques), les vasoprotecteurs, les antihémor-

La grève des banques, mercredi après-midi 10 novembre, a l'appel notamment de la C.F.D.T. et de F.O., a été suivie par 15 à 16 % du personnel, selon l'Association française des banques. Les syndicats estiment que, comme toutes les veilles de fête légale, cette démission devait être châtée et non récupérée. L'organisation patronale refuse que cette mesure s'applique aux veilles de 1<sup>er</sup> et 8 mai et du 11 novembre.

Les industriels, pour leur part, parlent d'un moindre mal, le plan Bérégovoy prévoyant initialement la radiation pure et simple de ces médicaments, qui auraient mis en péril les petits laboratoires. Ils ne se hasardent cependant pas à chiffrer la perte encourue si, d'urgence, le phénomène de transfert vers d'autres médicaments se produisait.

Au Syndicat de l'industrie pharmaceutique, l'on se refuse à tout commentaire. Jusqu'ici les responsables de l'organisme avaient plaidé pour un abaissement du remboursement, moins dangereux à leurs yeux que la radiation pure et simple.

## AFFAIRES

### AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'ACIER EN EUROPE

### Le gouvernement allemand est autorisé à sauver la sidérurgie sarroise de la faillite

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient d'autoriser le gouvernement allemand à verser une subvention de cinquante millions de DM (430 millions de F), au groupe sidérurgique Saarstahl pour faire face à ses échéances de novembre. Elle a exigé, en contrepartie, que la restructuration de l'entreprise, qui se trouve au bord de la faillite, soit accélérée. La réorganisation de la sidérurgie européenne sera au centre de la réunion informelle que les ministres de l'Industrie des Dix tiendront le 18 novembre à Elsenor au Danemark.

La sidérurgie communautaire aurait-elle la crise devant elle ? Tout, malheureusement, porte à le croire. Les commandes restent au plus bas et les experts avouent même désormais que 1983 sera probablement moins bonne que 1982 déjà catastrophique. En R.F.A., le pays membre jusqu'ici le moins atteint, les prix dégringolent et les déficits des entreprises se creusent. Elles appellent les pouvoirs publics à l'aide. M. Lambdorf, le ministre de l'Économie, jadis si sévère à l'encontre des sidérurgies subventionnées, doit à son tour, pour respecter le « code des aides » communautaire (dont il a été, ironie du sort, le principal promoteur), se retourner vers Bruxelles pour être autorisé à accorder l'aide financière réclamée. Saarstahl, produit de la fusion de Roehling-Burbach et Neuenkirchen, appartient à l'Arbed, le groupe luxembourgeois. La sidérurgie sarroise s'était restructurée en 1978-1980, avec l'aide du gouvernement, réduisant ainsi sa capacité de production de 21 %. Les nouveaux investissements avaient porté finalement sur le « fil machine », produit aujourd'hui particulièrement difficile à vendre, si bien que Saarstahl perd ce qu'elle veut. Sa faillite, inévitable sans le concours qui vient d'être débouché, aurait ébranlé la maison mère, l'Arbed, et sa caution auprès de nombreux créanciers. Le 30 septembre, les Allemands, au moment de notifier à Bruxelles les programmes d'aide aux investissements pour les années à venir, ne s'étaient pas engagés, dans le cas de Saarstahl, à réduire à nouveau la capacité de production, se contentant de promesses assez vagues.

La Commission a exigé qu'un programme, permettant la restauration de la viabilité de l'entreprise d'ici à 1985, et comportant des réductions des capacités substantielles, lui soit présenté avant la fin novembre. Les gouvernements allemand et luxembourgeois ont été invités à veiller à ce que l'Arbed respecte les barèmes fixés à l'échelon de la Communauté, autrement dit, ne profite pas de la subvention pour sous-coter ses produits. Des discussions ont été représentées les gouvernements allemand et luxembourgeois, l'Arbed, Saarstahl et la Commission, ont débuté à Bruxelles afin de voir comment opérer l'indispensable restructuration. On parle de « synergies » entre le groupe sarrois, Peine-Salzgritter (entreprise d'État, elle aussi en difficulté qui est située à la frontière de

la R.D.A.) et les entreprises luxembourgeoises de l'Arbed. L'idée, en clair, est de promouvoir des réductions de capacité croisées (Saarstahl produirait, par exemple, moins de poutrelles, transférant son quota à Peine-Salzgritter, qui pourrait ainsi mieux rentabiliser sa fabrication de ce produit ; l'opération se ferait dans le sens inverse pour d'autres produits).

La crise qui fait rage dans le bassin sarrois — où travaillent encore environ vingt mille ouvriers sidérurgiques — rappelle à tous que le temps presse. Le 18 à Copenhague, M. Davignon n'a pas l'intention de mâcher ses mots : les sacrifices à accomplir, si on veut éviter le recroisement des marchés, c'est-à-dire l'éclatement de la CECA et pour beaucoup la catastrophe absolue, sont considérables. Les programmes de restructuration transmis par les gouvernements fin septembre, aboutiraient à des réductions de capacité de quinze millions de tonnes. Il est nécessaire de parvenir au moins au double, soit à trente millions de tonnes.

A Copenhague, il faudra s'engager sur ces chiffres... puis décider comment l'annoncer à l'opinion publique, c'est-à-dire aux travailleurs et aux syndicats. Les vifs visés (parce qu'ils ont trop cherché à se dérober) sont dans l'ordre : les Italiens, les Belges, les Allemands. L'Italie s'est engagée sur le papier à réduire sa fabrication de produits finis de deux millions de tonnes. M. Davignon a expliqué mardi soir à M. Marcora, le ministre italien de l'Industrie, qu'il n'était pas très convaincu de la réalité de la rationalisation ainsi projetée et, qu'en demeurant, elle devrait atteindre au moins quatre millions de tonnes et inclure la fermeture d'un train pour bandes à chaud. Il en existe quatre en Italie. Le plus menacé serait celui de Cornigliano (une des entreprises d'Italider) à Gênes. Les pouvoirs publics viennent justement de décider d'y mettre de l'argent...

PHILIPPE LEMAITRE

### PARTICIPATION A L'AMÉRICAIN

La National Steel, quatrième entreprise sidérurgique américaine, vient d'annoncer qu'elle avait commencé des négociations avec les représentants des dix mille ouvriers du complexe de Weirton, en Virginie Occidentale, pour leur céder cet ensemble sidérurgique parmi les plus modernes des États-Unis. Les discussions menées sous l'égide de la banque Lazard Frères devraient aboutir à un accord de principe avant le 15 décembre et à la vente effective pour le 22 mars.

Devant les difficultés de National Steel, qui a annoncé 94 millions de dollars de pertes pour le troisième trimestre de 1982, le personnel de Weirton recherchait depuis plusieurs mois les moyens de sauver le complexe. Avec des ventes de 1,3 milliard de dollars en 1982 — soit le tiers du chiffre d'affaires de National Steel — l'unité de Weirton deviendrait la principale société américaine entièrement détenue par ses employés, l'une des trois cents plus importantes entreprises des États-Unis et la huitième firme sidérurgique outre-Atlantique.

De 1976 à mai 1982, il est administrateur directeur général de Crédit foncier (établissement créé en 1974 pour la gestion du versement patronal de 1 %). Il est également directeur général du Groupement national d'emprunt France-H.L.M. depuis 1977. Le conseil des ministres du 5 mai 1982 avait nommé M. Bonin premier sous-gouverneur du Crédit foncier de France. M. Bonin a donné en 1971 sa démission de l'inspection générale des finances.

Par ailleurs, M. Jean Farge, inspecteur des finances, qui avait quitté son poste de sous-gouverneur du Crédit foncier en 1978 pour exercer les fonctions de secrétaire d'État à la santé jusqu'en mai 1981, va retrouver prochainement son ancienne affectation dans l'établissement de Crédit.

## AFFAIRES

### LE CONTRÔLE DES MAGNÉTOS

### Depuis le 25 octobre 40 000 appareils sont arrivés à

Le Japon a refusé de se laisser persuader d'accepter des normes de sécurité pour les magnétoscopes, à l'exception de ceux qui sont destinés à l'usage professionnel. Il a refusé de signer le protocole de Copenhague, qui prévoit une réduction de 50 % du nombre de magnétoscopes importés en France.

Le Japon a refusé de signer le protocole de Copenhague, qui prévoit une réduction de 50 % du nombre de magnétoscopes importés en France. Il a refusé de signer le protocole de Copenhague, qui prévoit une réduction de 50 % du nombre de magnétoscopes importés en France.

Le Japon a refusé de signer le protocole de Copenhague, qui prévoit une réduction de 50 % du nombre de magnétoscopes importés en France. Il a refusé de signer le protocole de Copenhague, qui prévoit une réduction de 50 % du nombre de magnétoscopes importés en France.

## Le cas de l'usine d'

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...

Le cas de l'usine d'... Le cas de l'usine d'...



AFFAIRES

Le gouvernement allemand... à sauver la situation énergétique

AFFAIRES

LE CONTROLE DES MAGNÉTOSCOPES

Depuis le 25 octobre 40 000 appareils sont arrivés à Poitiers

Le Japon « refuse de se laisser entraîner dans une escalade protectionniste qui se ferait des perdants », a déclaré le 9 novembre M. Hiroshi Ushida, ambassadeur du Japon en France, interrogé par TFI. L'ambassadeur, qui commentait la décision française d'approfondir les contrôles douaniers sur les magnétoscopes, a estimé que ces mesures étaient « contraires aux règlements du GATT ». Il a rappelé qu'il avait remis une protestation au gouvernement français le 3 novembre.

Interrogé à propos d'un éventuel allègement des réglementations protectionnistes au Japon, auxquelles s'était notamment référé M. Jobert pour expliquer les mesures prises en France, M. Ushida a, au contraire, estimé que son pays était « fondé » de prendre des « mesures de rétorsion ». Il a toutefois souhaité trouver une « solution à l'amiable ».

Une guerre des prix semble s'annoncer, d'autre part, sur le marché européen du magnétoscope, entre les producteurs japonais et le tandem européen Philips-Grundig. Le groupe néerlandais a baissé de plusieurs centaines de florins le prix de base de ses matériels, alors qu'en R.F.A., les sociétés japonaises auraient dû baisser leurs tarifs dans les mêmes proportions. Enfin, le groupe japonais Hitachi a annoncé son intention d'installer une usine de magnétoscopes en R.F.A.

Les contrôles douaniers français sur les magnétoscopes importés vont-ils s'alléger ? Notre correspondant de Poitiers - centre de dédouanement où tous les appareils sont dirigés - nous signale que depuis la décision gouvernementale (1) la direction régionale des douanes est assaillie de demandes de renseignements venant parfois directement du Japon.

M. Marcel Mary, adjoint du directeur régional des douanes de Poitiers, a déclaré à notre correspondant : « Il est parfaitement exact que la décision a été prise ici lundi 8 novembre, comme le permet le code, d'approfondir les contrôles lors des arrivées de magnétoscopes pour voir si ceux-ci correspondent bien à ce qui est annoncé. Il s'agit d'une opération de contrôle systématique, une vérification poussée qui ne saurait surprendre puisque ces méthodes sont pratiquées d'une façon régulière dans de nombreux pays partenaires. Dans un passé récent, nous avons été contraints, faute d'un personnel suffisant, de renoncer au contrôle à cent pour cent. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de mieux assurer notre mission sur un produit donné. Mais que les choses soient claires : il s'agit d'une mesure strictement douanière et d'origine régionale. »

A la question de savoir si ce contrôle pourrait se prolonger, M. Mary a répondu qu'il ne le savait pas, ajoutant qu'il était certain toutefois que cela ne durerait pas indéfiniment.

M. Mary a encore précisé qu'il ne fallait pas amplifier l'importance de la décision prise sur les contrôles. « L'an dernier, nous n'avons pratiquement pas contrôlé de magnétoscopes à Poitiers. Cette année, entre le 25 octobre et le 4 novembre, nous en avons reçu vingt mille et vingt

mille autres depuis le 4 novembre, soit au total le cinquième des magnétoscopes importés en France en 1981. La première vague a été contrôlée dans les meilleurs délais. La seconde vague est en cours de vérification. Il n'est pas possible de savoir combien il faudra de jours pour une mise au net de la situation, d'autant plus que les arrivées sont irrégulières, puisqu'elles dépendent des bateaux. »

Le cas de l'usine d'Houffleur

Notre correspondant de Caen nous signale par ailleurs que M. Payot, directeur général d'Akaf France, qui emploie deux cents personnes dans son usine de Houffleur (chânes hi-fi) et qui devait, selon ses dirigeants, commencer à assembler fin 1983 des magnétoscopes, a déclaré mardi 9 novembre : « Nous avons effectué ici des investissements très importants et très coûteux (30 millions de francs). Si nous ne pouvons les amortir en réalisant un chiffre d'affaires suffisant et en en assurant la rentabilité, il sera indispensable de faire des économies. » Selon M. Payot, la seule économie possible serait la cessation d'activité de l'unité houffleuraise.

Signalons enfin que les services de M. Fabius ont publié mardi un communiqué concernant la redevance magnétoscopes : « Le travail traditionnel des agents du service de la redevance, qui assurent déjà depuis de nombreuses années cette mission pour la redevance télévision, ne sera pas modifié. Il ne s'agit donc pas de question d'une quelconque inquisition à propos des magnétoscopes. »

(1) Publiée au Journal officiel du 22 octobre 1982.

AU CANADA

Les ouvriers en grève de Chrysler dénoncent les offres salariales de la direction et la domination du syndicalisme américain

De notre correspondant

Montréal. - La grève déclenchée vendredi 5 novembre par les neuf mille six cents salariés des trois usines Chrysler du Canada pourrait être longue, et, selon la direction, mettre en danger l'existence du troisième constructeur des Etats-Unis. Face de pièces, deux mille quatre cents ouvriers des usines américaines ont été mis en chômage technique, et la direction a annoncé que trois mille cinq cents personnes supplémentaires seraient touchées aux Etats-Unis si la grève dure deux semaines. Au Canada, le syndicat et la direction ont indiqué qu'ils n'étaient disposés à aucun compromis.

Comme les quarante mille employés des usines américaines, les collègues canadiens ont rejeté les offres salariales de Chrysler, qui proposait de rétablir l'indexation trimestrielle sur le coût de la vie et promettait des augmentations de salaire à condition que la compagnie enregistre des bénéfices. Mais, alors que les ouvriers américains, plutôt que de déclencher la grève, ont accordé un moratoire à Chrysler jusqu'en janvier, date à laquelle les négociations reprendront, les Canadiens ont, en revanche, refusé ce compromis. Ils estiment qu'ils sont victimes d'un « bluff » de la part de la compagnie et qu'ils ont fait suffisamment de sacrifices en acceptant le blocage de leurs salaires depuis 1979 pour permettre à l'entreprise d'échapper à la faillite. Ils font remarquer que Chrysler a fait des bénéfices pour les neuf premiers mois de 1982 grâce aux secteurs non liés à l'automobile. Ils estiment donc qu'ils ont droit maintenant à des salaires équivalents à ceux des ouvriers des filiales canadiennes de General Motors et de Ford, qui touchent 3 dollars de plus de l'heure (12 dollars contre 9, soit environ 72 F contre 54 F).

Dans une ultime tentative pour dissuader les ouvriers de déclencher la grève, les dirigeants de Chrysler et de sa filiale canadienne, M.M. Leclercq et Morris Closs, ont fait parvenir, la semaine dernière, une lettre à leurs employés. Une grève, écrivaient-ils, « risque d'affaiblir la compagnie et peut-être même de la conduire à la faillite, mais nous ne céderons pas ».

La menace a eu pour résultat d'exaspérer les dirigeants syndicaux canadiens et de renforcer leur déter-

mination. Ils avaient déjà très mal reçu les offres de Chrysler, estimant que la compagnie américaine avait insulté les travailleurs canadiens et le Canada en soumettant des propositions que les employés américains avaient déjà rejetées dans une proportion de 70 %. Ils considéraient comme une autre insulte le fait que Chrysler ait décidé de parvenir à un accord avec les ouvriers américains avant de chercher à régler une grève au Canada.

En fait, le constructeur automobile ne voudra peut-être pas prendre le risque d'attendre janvier pour reprendre, comme prévu, les négociations avec les ouvriers des usines américaines, car celles-ci seront sérieusement affectées par la grève au Canada. Outre les onze cents véhicules produits chaque jour dans l'usine canadienne de Windsor (Ontario), dont Chrysler peut se passer pendant un certain temps, la filiale canadienne produit des pièces indispensables pour les usines américaines de la compagnie. Et ces dernières fournissent des éléments pour les voitures montées au Canada. En tout, six mille emplois sont menacés à court terme aux Etats-Unis et deux mille cinq cents personnes ont déjà été mises à pied.

On assiste donc à un conflit pour le moins étonnant entre, d'une part, la société Chrysler et ses ouvriers américains (en tout cas au niveau des dirigeants syndicaux), qui veulent poursuivre la concertation, et, d'autre part, les ouvriers canadiens, qui refusent d'être traités comme des travailleurs de seconde catégorie. Or ces derniers appartiennent au même syndicat que leurs collègues américains, l'U.A.W. Pour les Canadiens, ce conflit est donc aussi une révolte contre la domination du syndicat américain, qui a sa filiale au Canada, comme Chrysler à la sienne.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le transfert du siège social de Citroën

« SOUVENIRS »

Citroën a fêté, le mercredi 10 novembre, le transfert de l'ensemble des services administratifs de sa direction générale (62, boulevard Victor-Hugo, à Neuilly), à partir du 22 novembre, vers les locaux plus modernes et plus spacieux de la société Citroën, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. A l'occasion de ce départ, M. Jacques Lombard, président du directoire des Automobiles Citroën, a rendu hommage, cinquante ans après leur exploit, aux participants de la Croisière jaune (1) encore vivants en leur remettant la médaille de l'ordre national du Mérite.

Une quarantaine de voitures représentatives de la production de la firme depuis 1919 ont ensuite quitté la quai Citroën pour rejoindre Neuilly. Le cortège, qui emprunta l'avenue des Champs-Élysées, comprenait : Triomphe B-14, Rosalie, traction avant... et un coupé B-2 dit « Docteur », qui, avec son intérieur de bois moulé verni, ses vitres arrière en médaillon, ses poignées de porte en corne et son petit vase destiné à recevoir un bouquet, précédait de quelques mètres la BX, dernière-née de la gamme.

(1) L'expédition de Citroën en Centre-Asie, qui a rassemblé d'avril 1931 à février 1932 une quarantaine d'hommes, quatorze autochenilles et des véhicules d'assistance pour une traversée automobile de Beyrouth à Pékin.

● Accord salarial des Eurodif. - Un accord sur la sortie du blocage vient d'être conclu chez Eurodif (nucléaire) pour les quelque mille salariés de l'usine du Tricastin (Drôme). Une augmentation de 2 % est accordée, à dater du 1<sup>er</sup> novembre, ce qui aboutira à une hausse de 8,5 % pour 1982, avec un relèvement de 4 % pour les salaires.

ENVIRONNEMENT

Belleville en ses jardins

Rendant compte d'une exposition organisée par la Ville de Paris sur les nouveaux jardins de la capitale, nous avions indiqué (le Monde du 6 novembre) que, malheureusement, les maquettes exposées n'étaient pas dans les maîtres d'œuvre, notamment dans celle du vingtième. Ce qui était vrai pour les dix-neuf autres arrondissements ne l'était pas pour celui-ci. En effet, du 19 mai au 9 juin dernier, les habitants de Belleville ont pu admirer

TRANSPORTS

SAIGNÉES PAR LA CRISE

Les grandes compagnies aériennes refusent de se discipliner

De notre envoyé spécial

Genève. - La trente-huitième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA) réunie à Genève du 8 au 10 novembre fut une grande fête triste. La débacle financière des compagnies aériennes atteint des dimensions inédites.

Entre 1979 et 1984, les cent vingt-deux membres de l'association ont vu perdre à peu près 9,5 milliards de dollars (plus de 66 milliards de francs). Mais en dépit du danger de mort qui menace plusieurs d'entre eux, les grandes compagnies mondiales ont refusé de se discipliner, de profondes divisions sur les remèdes à apporter à la crise.

Le constat pourtant était clair. Le transport aérien international n'est plus en état d'assurer sa propre survie. Comment, avec une marge d'autofinancement négative et alors que les banquiers commencent à se faire tirer l'oreille, financerait-ils les investissements importants nécessaires à son développement. Rien que pour remplacer le matériel actuel, et même si son trafic continue de stagner, l'industrie aura besoin de 50 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie. Pour les payer, elle devrait dégager un bénéfice annuel de 6 % or, ce chiffre est précisément celui de son déficit. Et si jamais le trafic reprenait pendant cette période une progression modérée (5 % l'an), ce n'est plus de 50 mais de 100 milliards dont elle aurait besoin pour acheter des avions.

Des crises, le transport aérien en a connu plus d'une depuis sa naissance à la fin de la guerre. Mais généralement, il en était l'unique responsable et à ce titre connaissait les moyens d'y remédier. Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque la crise c'est surtout celle de l'économie mondiale. Comme il y a dix ans, les places vides sont nombreuses à bord des avions commandés pour la plupart dans la brève euphorie des années 1977-1978, mais on n'a plus guère d'espoir de les remplir aussi longtemps que l'activité économique générale restera aussi dépressive.

En attendant, la profession dispose d'un certain nombre de leviers pour améliorer quelque peu ses positions. La surcapacité n'est certainement pas une fatalité et tout le monde veut bien en convenir à Genève. Les difficultés financières des compagnies ont déjà contribué à assainir en partie le marché.

On estime à cent cinquante le nombre des avions gros porteurs im-

Les mauvaises pratiques

Le salut passe donc par une remise en ordre générale des tarifs. Les quelques cent déléguations présentes à l'assemblée générale en sont conscientes. Cette condition nécessaire n'est toutefois pas suffisante si l'on ne se donne pas dans le même temps les moyens de faire respecter la vérité des prix. Et sur ce point, les opinions se sont radicalement opposées. L'exemple de l'accord tarifaire signé l'été dernier sur l'Atlantique nord entre les Etats-Unis et les douze pays européens montre pourtant que les bonnes intentions ne suffisent pas à venir à bout des mauvaises pratiques. Dès les premiers temps de l'application de l'accord, plusieurs compagnies, prétextant le danger représenté par les transporteurs à la demande (non soumis à l'entente) ont usé de clauses échapatoires dont l'usage ne devait, en principe, répondre qu'à des situations exceptionnelles.

Il apparaît donc qu'une remise en ordre des tarifs n'a de signification que si on se donne les moyens de la faire respecter. Tel était le sens du projet de résolution, qui fut, dans un premier temps, présenté à l'assemblée de Genève, lequel envisageait des moyens de sévir contre les « mauvaises pratiques ». Cette motion recevait le soutien, entre autres, de nombreuses compagnies francophones. « Nous ne pouvons pas légitimer sans faire les gendarmes », expliquait un délégué de Royal Air Maroc. C'est alors que la compagnie néerlandaise K.L.M. proposa un texte - on ne sait jamais s'il se voulait un amendement ou une contre-proposition tant la discussion qui suivit devait sombrer dans la confusion - supprimant toute allusion aux « mauvaises pratiques » et surtout aux sanctions. Au terme d'un débat confus, pilotable, mais adroitement orienté, la motion néerlandaise finit par être adoptée. Les pratiques tarifaires malaisées pourront donc continuer, malgré l'assurance du président du groupe de surveillance tarifaire de l'Association, qui prétend avoir reçu les « assurances voulues » pour que « la résolution ne devienne pas un tigre de papier ».

Pour les compagnies, l'hémorragie financière va donc s'amplifier. Les passagers en profiteront peut-être, au moins provisoirement. Mais un peu partout, les folies suicidaires du transport aérien devaient être payées par des contribuables d'autant plus de 90 % ne prennent jamais l'avion.

JAMES SARAZIN.

P.T.T.

M. EUGÈNE DELCHIER CHEF DU SERVICE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

M. Mexandeau, ministre des P.T.T., vient de nommer M. Eugène Delchier, inspecteur général, chef du service de l'inspection générale des P.T.T., en remplacement de M. Robert Moulin, « appelé à d'autres fonctions ». « Le rôle assigné à l'inspection générale sera prochainement redéfini », précise-t-on au ministère.

[Né le 30 juillet 1925, à Grandelles dans le Cantal, M. Delchier est entré aux P.T.T. en 1946. Titulaire du brevet de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. (1951-1954), il est inspecteur général des P.T.T. depuis septembre 1972. Chargé des fonctions de secrétaire général du Centre national d'études des télécommunications entre 1968 et 1976, il a été nommé directeur des affaires commerciales à la direction générale des télécommunications en juin 1976. En novembre 1979, il a été détaché auprès de l'Agence Havas pour exercer les fonctions de conseiller du président du groupe. M. Delchier est aussi président du conseil de surveillance de l'Office d'annonces.]

BOURSE

NEW-YORK

Repli de la Bourse de New-York

En hausse de plus de 10 points dans la matinée, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fait progressivement marche arrière par la suite sous le poids de prises de bénéfices et le baromètre, numéro un du marché new-yorkais, accusait un repli de 15,73 points en clôture pour s'établir à 1 044,52.

Wall Street reste très instable, comme en témoigne ce brusque mouvement de « yo-yo ». Si de nombreux investisseurs continuent à anticiper une nouvelle période de hausse à Wall Street, certains gestionnaires considèrent pourtant à adopter une attitude plus prudente, estimant qu'ils ne peuvent plus procéder à des achats, compte tenu des cours particulièrement élevés constatés sur de nombreuses valeurs.

En l'espace de trois mois, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a gagné 290 points, et il faut maintenant s'attendre que cet indice marque un « palier », fait valoir un professionnel.

Le courant d'échanges, lui, ne faiblit pas et 113 millions d'actions ont été négociées contre 111,2 millions la veille, avec des volumes dépassant 1 à 2 millions sur certains titres tels que Sony, Exxon, A.T.T. et General Telephone.

VALEURS	Cours du 9 nov.	Cours du 10 nov.
Alcoa	30 3/4	29 3/4
A.T.T.	53 3/4	53 1/8
Borg	30 3/4	29 3/8
Chrysler	58 3/8	53 1/2
Du Pont de Nemours	49 7/8	42 1/4
Eastman Kodak	93 7/8	91 5/8
Exxon	30	30 1/8
Ford	30	31 1/4
General Electric	91 3/8	90
General Foods	44 1/4	44 1/8
General Motors	57 3/8	55 1/8
Goodyear	32	32
IBM	85 5/8	84 3/8
ITT	33 1/4	34
Mobil Oil	25 1/8	24 3/4
Pfizer	75 1/8	75 1/8
Schlumberger	44 3/8	42 3/4
Texas Instruments	30 3/4	30 1/2
U.S. Steel	28 3/8	28 3/8
Union Carbide	58	58 1/2
U.S. West	35 1/4	35 1/4
Westinghouse	39	37
Xerox Corp.	40	40 1/8

ÉTRANGER

EN SUEDE

Le gouvernement veut stimuler les investissements privés

De notre correspondant

Stockholm. - « Pour sortir de la stagnation qui caractérise notre économie depuis 1979, nous devons renforcer la compétitivité de l'industrie, accepter une augmentation des bénéfices des entreprises, stimuler les investissements et contenir la consommation privée », a déclaré le ministre suédois des finances, Kjell-Olov Feldt, en présentant, le 10 novembre, son programme économique. Comme ils l'avaient annoncé pendant la campagne électorale, les sociaux-démocrates vont relancer les investissements publics dans les domaines du transport en commun, du logement et de l'énergie, avec le développement du chauffage urbain et la construction d'une vingtaine de centrales thermiques au charbon.

Près de 4 milliards de couronnes (1) sont, en outre, accordés à la direction du marché du travail pour l'organisation de travaux de dépannage pendant l'hiver. Fin octobre, la population active était pour 3 % des Suédois sans emploi, mais de nombreuses entreprises, dans la sidérurgie notamment, prévoient des arrêts de production au cours des six prochains mois. Environ neuf mille salariés sont menacés de chômage technique.

Le programme de relance ne donnera pas d'effets positifs immédiats et ce n'est qu'en 1984 ou 1985, selon le ministre des finances, que la Suède commencera à remonter la pente. Pour 1983, le gouvernement prévoit une inflation de l'ordre de 11 % - ce qui est sans doute un pronostic optimiste, - une chute des investissements de 5 % et une aggravation du déficit budgétaire, qui passera de 76 milliards de couronnes

(12 % du produit intérieur brut) à 90 milliards de couronnes. L'Etat va devoir dégager environ 10 milliards de couronnes pour renflouer les déficits vertigineux de la plupart des entreprises nationalisées, à commencer par la compagnie des mines de fer de Laponie LKAB et la société forestière ASSI.

Cependant, les mesures destinées à stimuler les investissements privés ne sont pas du goût du patronat. Elles compromettent, à ses yeux, les bénéfices de la dévaluation de 16 % de la couronne. Les entreprises devront, en effet, verser obligatoirement 12 % des bénéfices réalisés en 1983 à un compte non rémunéré de la Banque centrale. Ces sommes, que les sociétés pourront déduire de leurs frais imposables, devront être utilisées au cours des deux années suivantes pour financer des investissements en machines ou en locaux. Les projets seront définis en commun avec les sections syndicales. Un tel système de canalisation des gains avait déjà été appliqué en 1973 et 1974 avec un certain succès pour améliorer les conditions de travail dans l'industrie.

ALAIN DEBOVE.

● M. JOBERT EN SUEDE. - Le ministre français du commerce extérieur, M. Jobert, est arrivé mercredi 10 novembre à Stockholm pour une visite officielle de vingt-quatre heures, à l'invitation de M. Bodström, nouveau chef de la diplomatie suédoise et ministre du commerce. - (A.F.P.)



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

#### 2 à 4. LA MORT DE LEONID BREJNEV.

#### 5. EUROPE

- ALBANIE : M. Enver Hoxha accuse Mehmet Shehu d'avoir été un agent des services secrets américains, yougoslaves et soviétiques.

#### 6. PROCHE-ORIENT

- La Syrie et l'O.L.P. tentent d'aplanir leurs divergences.

#### 6. ASIE

- CHINE : Nouvelles condamnations des membres du mouvement démocratique.

#### 6. DIPLOMATIE

- La fin de la visite à Paris de M. Trudeau.

#### 6. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

7. La préparation des municipales : la rencontre entre MM. Jospin et Marchais.

8. La discussion du budget du ministère de l'Intérieur à l'Assemblée nationale.

- Les activités de M. Giscard d'Estaing.

### SOCIÉTÉ

#### 9. LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE D'EXTRADITION.

9-10. DÉFENSE : avant l'examen par les députés du projet de budget militaire, un ministre au pied du mur.

- La démission de M. Marion de la Direction des services secrets.

#### 10. POLICE : la nomination d'un préfet à la tête de la D.S.T.

14. SPORTS - FOOTBALL : la victoire (2-1) de la France sur les Pays-Bas.

- (V.L.) la Route du Rhin.

### LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Drieu La Rochelle ou le Temps de l'homme divisé.

- Les enseignements de la Chine : le roman de la Longue Marche.

12. ENQUÊTE : un sondage sur le livre.

13. Reims, La Macque du polar.

### CULTURE

15. CINÉMA : la mort d'Elio Petri : les maux de la politique.

- MUSIQUE : l'Orchestre de la Loire en Amérique.

VARIÉTÉS : Tino Rossi au Casino de Paris : la rentrée d'Henri Salvador.

17. RADIO-TELEVISION : Radio France Internationale veut augmenter ses heures d'émission.

### ÉCONOMIE

18. SOCIAL : M. Mauroy : « A avec un léger retard », le pouvoir d'achat du SMIC augmentera de 4 %.

19-19. AFFAIRES : le gouvernement allemand est autorisé à sauver la sidérurgie sarroise de la faillite.

19. ÉTRANGER : en Suède, le gouvernement veut stimuler les investissements privés.

TRANSPORTS : les grandes compagnies aériennes refusent de se discipliner.

### RADIO TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :

La maison ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Loterie nationale.

Carnet (17) ; Programme des spectacles (16).

### AU CONSEIL DES MINISTRES

Le communiqué du conseil des ministres du 10 novembre a abordé les points suivants : conventions internationales, communications audiovisuelles dans les T.O.M., situation internationale, Conseil supérieur des Français de l'étranger, Conseil des Communautés européennes, indemnisation des victimes de la tempête (dès la publication de l'évaluation des pertes subies), développement du T.G.V. (le Monde du 11 novembre) et politique d'extradition (lire page 9).

M. Jacques Giraud, administrateur civil hors classe, est nommé directeur des pensions sur proposition du ministre des anciens combattants.

[Agé de cinquante-quatre ans, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer (1949), licencié en droit, M. Jacques Giraud fut administrateur de la FOM en Haute-Volta et au Sénégal, avant d'être intégré dans le corps des administrateurs civils du ministère de l'économie et des finances en 1960. Détaché au ministère des affaires étrangères de 1960 à 1964, il revint à cette date au ministère de l'économie et des finances où il devait être successivement chef du bureau de la gestion du personnel (1967), et, depuis mars 1978, sous-directeur de la gestion administrative à la direction générale de la concurrence et de la consommation.]

## LA MORT DE LEONID BREJNEV

### M. COUVE DE MURVILLE : Le tsar de toutes les Russies.

M. Maurice Couve de Murville, député R.P.R. de Paris, ancien premier ministre, ancien ministre des affaires étrangères, nous a déclaré : « Brejnev était vraiment le tsar de toutes les Russies : vingt-deux ans d'un pouvoir absolu que nul ne contestait, au cours desquels l'Union soviétique a poursuivi imperturbablement sa carrière de grande puissance mondiale et sa rivalité avec l'autre puissance de même dimension. »

Succédant à un Khrouchtchev qui, contrairement à toutes les traditions de son pays, allait les imprudences aux improvisations (voir la crise de Cuba), Brejnev était typiquement le représentant de l'esprit russe, mélange de prudence et de volonté brutale, s'adaptant aux circonstances et sachant en tirer profit. Son règne s'est ainsi caractérisé, dans les rapports avec l'Occident, par un mélange de relations dures et d'adaptations habiles, qui a permis à la Russie de s'affirmer toujours davantage, partout et à tout moment.

C'est alors que Brejnev était au pouvoir, et dès le début, que la France a pleinement développé une politique qui consistait à se passer d'intermédiaire pour traiter avec Moscou. Brejnev a eu, de ce fait, des relations directes avec nos présidents successifs, au moins jusqu'à l'année dernière. Ils ont pu apprécier ce que je viens de dire de son caractère et de son action. Il est peu probable qu'après cette mort brutale, avec une succession qui n'est apparemment pas préparée, l'Union soviétique apporte un changement dans la poursuite de sa carrière de géant mondial. »

### M. KISSINGER :

#### UN INTERLOCUTEUR NERVEUX

Dans ses mémoires (tome II, Fayard), l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, rapporte ainsi son premier entretien avec M. Brejnev, en 1972, lors de sa mission secrète :

« Brejnev paraissait nerveux, en partie, probablement, parce qu'il se sentait peu sûr de lui au moment de négocier pour la première fois avec d'importants membres du gouvernement américain, mais certainement aussi du fait de l'abus qu'il faisait du tabac et de l'alcool, du fait aussi de ses antécédents cardiaques et des contraintes de son poste. Ses mains étaient constamment en mouvement, soit à trier la cendre du bout de son éternelle cigarette (jusqu'à ce qu'on l'obligeât à se servir d'un étui à cigarettes fermé qui ne s'ouvrait qu'à intervalles réguliers, contrainte à laquelle il parvenait à se soustraire grâce à d'astucieux stratagèmes), soit encore à faire tinter son porte-cigares contre le rebord d'un cendrier. Il ne pouvait rester en place : pendant que l'on traduisait ses remarques, il se levait nerveusement de son fauteuil, faisait le tour de la pièce, engageait des conversations à voix haute avec ses collaborateurs, ou même quittait la pièce sans un mot d'explication, avant de revenir quelques instants plus tard... »

« Un jour, il apporta un canon miniature dans la salle de conférences qui servait normalement aux réunions du Politburo ; mais le canon refusa de tirer. Brejnev fut alors bien plus occupé à essayer de le faire marcher qu'à écouter les observations profondes que je pouvais être en train de faire à ce moment-là. Finalement, le coup partit avec un bruit sourd. Brejnev fit fièrement le tour de la pièce, comme un boxeur qui vient de mettre son adversaire à terre. Les négociations reprirent alors dans un silence gêné, mais ceux d'entre nous qui avaient fini par connaître les réactions de Brejnev savaient qu'il serait de courte durée. »

### CROISIÈRE D'HIVER AUX ANTILLES SUR NEW LIFE :

Luxeux voilier de 13 mètres (Gib Sea 126)

Croisière et séjour 1 ou 2 sem.

Renseignements et document.

AIRCOR (S.E.T.L.)

25, rue La Boétie

75008 Paris

Tél. : 268-15-70

### M. MAURICE FAURE : le défenseur de la coexistence pacifique.

M. Maurice Faure, député du Lot (app. P.S.), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, nous a déclaré :

« Leonid Brejnev semble avoir exercé un pouvoir moins personnel que ses prédécesseurs. De ce fait, le jugement sur son action s'en trouve plus nuancé. Il n'a, certes, pas remédié aux carences de l'économie soviétique dans les secteurs de l'agriculture et du ravitaillement. Il a souffert de l'ombre que les événements d'Afghanistan et de Pologne ont jetée sur son image de marque. Mais, à des signes qui ne trompent pas, on peut affirmer qu'il souhaitait la réactivation du dialogue avec l'Occident dans le domaine du désarmement et de la coopération, ainsi que la normalisation des relations avec la Chine populaire. C'était sa contribution à la cause de la coexistence pacifique, à laquelle il était attaché et au service de laquelle il mit un comportement prudent et conservateur. »

### M. BAUDY (P.C.M.L.) : aucun anti-impérialiste conséquent ne le regrettera.

De l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968 à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan et du Liban, de la multiplication des menaces et pressions sur les autres pays, ceux du pacte de Varsovie comme ceux du tiers-monde, à la course effrénée aux armements, les dix-huit années de direction de Brejnev ont été marquées par le développement de l'offensive impérialiste de l'U.R.S.S., en rivalité avec l'autre super-puissance impérialiste des U.S.A. pour dominer le monde.

L'U.R.S.S. et les U.S.A. sont responsables de l'aggravation de la situation internationale, des menaces croissantes sur la paix mondiale, des crises et affrontements dans tous les points du globe. Aucun anti-impérialiste conséquent ne regrettera Brejnev, mais si sa participation n'affecte, en rien, la politique de l'U.R.S.S., et laisse subsister les menaces sur la paix mondiale.

### Le commerce Est-Ouest

#### LA MAISON BLANCHE ASSURE QU'UN ACCORD ENTRE ALLIÉS SERAIT ANNONCÉ « PROCHAINEMENT »

Washington (A.F.P.). - La Maison Blanche a confirmé, mercredi soir 10 novembre, que le président Reagan continuait d'étudier une « proposition globale » visant à restreindre le commerce des pays occidentaux avec l'Est. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, a tenu à préciser que l'accord en vue faisait suite aux consultations entre les Etats-Unis et leurs alliés concernés « sous les aspects des relations économiques Est-Ouest ».

Il a rappelé à nouveau que le président Reagan est prêt à lever l'embargo américain sur les fournitures destinées au gazoduc euro-sibérien si un accord global peut être trouvé avec les alliés qui soit « aussi efficace ou plus efficace que les sanctions actuelles ». L'accord en question, selon le porte-parole, serait pris par Washington pour contre-attaquer la politique de Moscou.

Le porte-parole de la Maison Blanche a refusé de préciser à quel moment un accord pourrait être annoncé en répétant que ce serait « prochainement ». Il a indiqué que les conversations avec les ambassadeurs des pays concernés (Grande-Bretagne, France, R.F.A., Italie, Canada et Japon) devraient se poursuivre.

[D'après notre correspondant, le Quai d'Orsay « faisait toute réserve sur les informations en provenance de Washington concernant les relations économiques Est-Ouest et des négociations qui seraient liées à leur propos en relation avec une éventuelle levée de l'embargo décidé unilatéralement en juin par le gouvernement américain. »]

« M. Autain annonce la résorption des cités de transit. » M. François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés, a annoncé, mercredi 10 novembre, la création d'une mission d'étude chargée de la résorption des cités de transit. Il venait de se rendre à la cité Gutenberg à Nanterre (Hauts-de-Seine), où, le 23 octobre, un jeune Marocain, Abdelbadi Demiani, avait été, selon les propres termes de M. Autain, « abattu de sang-froid parce qu'il a commis le crime d'être jeune et arabe » (le Monde du 10 novembre). Le secrétaire d'Etat a également rendu visite à la famille de la victime.

## A la fin du premier semestre l'endettement brut de la France représentait 233 milliards de francs

déclare M. Delors

Gestion hasardeuse d'une partie du secteur public, qui avec des fonds à long terme finance non pas des investissements mais des charges courantes ; gestion très risquée de certains organismes bancaires qui, comme le Crédit foncier, ont emprunté à Tokyo des sommes en yens et à des taux variables pour financer le logement social (1) ; doublement de la dette extérieure de la France en dix-huit mois... Le débat sur l'endettement du pays a rebondi, mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale avec les vives critiques de M. François d'Aubert (U.D.F., Mayenne) et les réponses faites par M. Jacques Delors.

Le député de la Mayenne, après s'être inquiété du fait que le ministre de l'économie et des finances endettait la France « envers des pays que vos successeurs rembourseront en devises », alors « qu'en même temps vous pratiquez un protectionnisme qui, du fait de la baisse de exportations qu'il entraîne, nous privera de devises dont nous avons besoin par ailleurs », a demandé à M. Delors le montant exact au 31 novembre de notre dette brute (2).

Le ministre a fait la réponse suivante :

« Le 31 décembre 1981, au cours du change en vigueur, la dette extérieure garantie par la République française s'élevait à 155 milliards de francs. Si l'on veut estimer la dette garantie à une date plus récente, il faut tenir compte des nouvelles opérations d'emprunt avec garantie auxquelles il a été procédé depuis le 31 décembre 1981 et des conséquences, pour l'évaluation en francs, des variations des taux de change. Sur ce point, il faut examiner la situation devise par devise, et cela n'a pas encore été fait. »

« Les statistiques de la balance des paiements font apparaître 27 800 millions de francs de flux

d'emprunts extérieurs évalués au cours du change de conversion à moyen et long terme, dont 26 milliards d'emprunts garantis. Sur cette base, au taux de change du 30 juin 1982, le flux de la dette garantie correspond aux augmentations de l'encours de cette dette pendant le premier semestre, soit 28 milliards. Ainsi, au cours du 30 juin 1982, actualisé, la dette s'élevait à 175 milliards de francs au 31 décembre 1981, et, si l'on tient compte de l'endettement contracté entre la fin de 1981 et le 30 juin 1982, on aboutit à une dette garantie de 203 milliards. »

« A cette dette, il convient d'ajouter l'endettement à moyen et long terme à l'égard de l'étranger des entreprises qui ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat, soit 30 milliards. A la même date, les créances de la France sur l'étranger au titre du crédit acheteur et du crédit financier s'élevaient à 190 milliards : ainsi le total de l'endettement net de la France au 30 juin était inférieur à 50 milliards, somme qu'il faut rapprocher de nos 50 milliards d'exportations mensuelles et des 250 milliards de réserves de change dont nous disposons fin septembre. »

« La dette française n'est pas anormalement élevée ; mais nous devons faire attention à ce qu'elle n'augmente pas trop. Elle ne représente pas plus de 6 % du P.I.B., et son service nous coûte - remboursement et intérêt - l'équivalent de vingt jours d'exportations. J'ajoute qu'en 1981 l'Allemagne a emprunté plus que la France et qu'aucun gouvernement ne donne des renseignements aussi complets que ceux que je viens de fournir. »

(1) Qu'on le déplore ou non, cette pratique est courante pour un grand nombre de pays.

(2) C'est-à-dire en tenant pas compte de nos créances sur l'étranger.

### PREMIÈRE MISSION OPÉRATIONNELLE DE LA NAVETTE SPATIALE AMÉRICAINE

Jeudi 11 novembre à 13 h 19 (heure française), la navette spatiale américaine devait quitter son pas de tir du Centre spatial Kennedy pour entreprendre sa cinquième mission, qui est aussi la première mission opérationnelle. En fin de matinée, quatre astronautes avaient pris place à bord de la navette : Vance Brand, commandant de bord, Robert Overmyer, pilote, Joseph Allen et William Lenoir, ingénieurs de bord. Pour Vance Brand, ce vol est le deuxième puisqu'il a déjà participé, en 1975, au vol conjoint Apollo-Soyouz ; ses trois coéquipiers sont des néophytes de l'espace.

La mission doit durer cinq jours. Au programme des opérations : la mise en orbite de deux satellites commerciaux de télécommunications, S.B.S.-3 (Etats-Unis) et Anik-C3 (Canada), ainsi que diverses expériences, avec, en particulier, trois heures de sortie dans l'espace pour les deux ingénieurs. Les contraintes d'orbite des satellites imposent un départ entre 13 h 19 et 13 h 59.

La présence de quatre astronautes a entraîné un réaménagement de l'habitacle avec la suppression des deux sièges éjectables. On prenait place, les participants aux quatre vols d'essai pendant les phases critiques de l'atterrissage et surtout du décollage. Il était donc vital que l'alumage des moteurs et les premières secondes de vol se passent sans incident. Ensuite, la procédure de vol autorisée des retours d'urgence, soit au Centre Kennedy même, soit à Dakar (Sénégal), ou à White Sands, au Nouveau-Mexique.

Dans les dernières heures précédant la mission, on avait craint que celle-ci ne doive être repoussée à cause des conditions atmosphériques prévalant à White Sands, mais, dans la matinée de jeudi, les responsables décidaient d'autoriser le départ.

« Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution l'article 10 de la loi relative à la négociation collective et au règlement des conflits du travail. Un recours avait été déposé par les parlementaires de l'opposition contre la disposition concernant les sanctions encourues par les personnes qui auraient méconnu certaines stipulations figurant dans des conventions ou des accords. »

A B C D E F G

## La commémoration du 11 novembre 1918

### M. FRANÇOIS MITTERRAND A L'ARC DE TRIOMPHE

La commémoration traditionnelle, jeudi 11 novembre, de l'armistice du 11 novembre 1918 en présence du président de la République se singulariserait cette année par la participation des forces françaises ayant concouru au rétablissement de la paix au Proche-Orient, notamment à Beyrouth.

Remontant en voiture découverte, peu avant 11 heures, l'avenue des Champs-Élysées, où une foule assez nombreuse, encouragée par la température clémente, s'était massée, M. François Mitterrand a passé les troupes en revue place de l'Etoile, avant de s'incliner devant la dalle du Soldat inconnu.

Après la remise de décorations, notamment à plusieurs vétérans de la guerre 1914-1918 - qui fil, rappelons-le, un million cinq cent mille morts du seul côté français, le président de la République est allé déposer une gerbe au pied de la statue de Georges Clemenceau.

« M. Robert Badinter, garde des sceaux, a assisté mercredi 10 novembre, au palais de justice de Paris, à la cérémonie du Souvenir, qui s'est déroulée devant le « monument aux morts de la famille judiciaire », en commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918. Après le dépôt d'une gerbe, les magistrats, avocats et auxiliaires divers ont écouté l'appel des morts des deux guerres. »

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, a célébré le soixante-quatrième anniversaire de l'armistice de 1918 par deux cérémonies à la mémoire de policiers et fonctionnaires du ministère de l'Intérieur tués lors de la première guerre mondiale. Il s'est rendu d'abord à Neuilly, où il a déposé une gerbe au pied du monument aux morts de la police. En début de soirée, dans la cour d'honneur du ministère de l'Intérieur, M. Franceschi, accompagné de M. Maurice Grimaud, directeur du cabinet de M. Gaston Defferre, a déposé des gerbes au pied de trois plaques commémorant les morts de la guerre 1914-1918.

### NOUVELLES DEMANDES DE RÉHABILITATION DE PHILIPPE PÉTAIN

A l'occasion de la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918, M. Jean Borotra, président de l'Association de défense de la mémoire du maréchal Pétain, a déclaré dans une allocution prononcée mercredi 10 novembre, à l'ossuaire de Douaumont, qu'il souhaite entretenir M. Mitterrand du problème de la réhabilitation des cendres de Philippe Pétain à Douaumont, ajoutant qu'« alors « Verdun deviendrait un des lieux où se concrétiserait l'union de l'immense majorité des Français ».

Au cours de la cérémonie à l'île d'Yeu sur la tombe du maréchal Pétain, plusieurs messages ont été lus, rédigés par M. Jacques Isorni, son ancien défenseur, par M. Michel de Saint-Pierre et par le colonel Rémy. Ce dernier a souhaité que l'union se fasse par « la reconnaissance rapprochée des services rendus à une même cause aussi bien sous l'égide du vainqueur que de la France combattante ».

Enfin, M. Isorni a rendu publique une lettre qu'il a adressée le 16 septembre 1982 à M. Badinter, ministre de la justice, pour poursuivre la procédure de révision de la condamnation de Pétain en 1945 pour « intelligence avec l'ennemi ». L'ancien défenseur signale deux faits nouveaux : une confidence faite à M. Jean Guillon, de l'Académie française, par le prince de Bourbon-Parme, qui avait transmis à Pétain, en 1940, une lettre du roi d'Angleterre, George VI, lettre « qui aurait suivi Pétain au moment de son procès » si elle n'avait pas été détruite.

La deuxième « fait nouveau » réside dans une citation de de Gaulle rapportée par Georges Pompidou dans ses Mémoires posthumes. « Pour rétablir une vérité », l'ancien chef de la France libre aurait dit, en effet, que « Pétain, maréchal français, était une chance de la France ».

(Publicité) ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Voltaire, 75002 Paris, 92, Neuilly Téléphone : 747-61-35

Alain Gauthier

Centre officiel d'outillage - Marques marchande TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1982 a été tiré à 491 172 exemplaires.

## va être libéré

### de Solidarité propose

#### Jaruzelski une discussion

#### sur des sujets

#### d'intérêt mutuel

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons

#### qu'importe ?

#### « Les bons